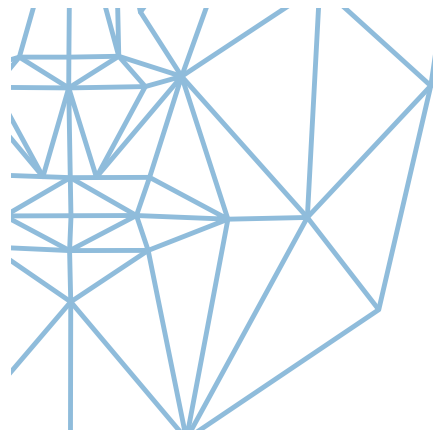




patrimoines déchaînés

VERS UN RÉSEAU DU PAYSAGE CULTUREL DE L'ESCLAVAGE
HÉRITAGES, TRANSMISSION, CRÉATION



SOUS LA DIRECTION DE

FLORENCE PIZZORNI ITIÉ

[Avertissement]

Cette publication est une synthèse du verbatim des tables rondes tenues lors des Rencontres « Patrimoines Déchaînés » organisées par la Mission de la mémoire de l'esclavage, des traites et de leurs abolitions qui ont été accueillies par le Musée d'Orsay et de l'Orangerie, les 6 et 7 mai 2019. C'est une transposition du style oral au style écrit, en tentant de rester au plus fidèle de l'énoncé et du sens. Si des « on » ou des « nous » subsistent dans le texte, ils renvoient aux propos du locuteur cité. L'intervention du rédacteur est réduite aux liaisons ou à l'ajout, a minima, de quelques citations destinées à indiquer que les idées développées mobilisent le monde de la recherche à divers titres, et auront vocation à nourrir les débats du réseau des institutions culturelles et patrimoniales qu'animera la Fondation pour la Mémoire de l'Esclavage.

Il n'y a aucune tentative d'exhaustivité et de nombreux autres travaux auraient leur place dans le grand chantier ouvert ici, que le format des rencontres et celui de cette publication n'a pas autorisée. Des pistes de réflexion sont ouvertes qui donneront lieu, sans aucun doute, à de nouvelles rencontres, discussions et polémiques, publications et créations... C'est, en tout cas, l'espoir que porte à sa naissance la Fondation de la mémoire de l'esclavage en initiant le réseau des institutions culturelles du paysage de l'esclavage et de ses héritages : patrimoine et création.

ÉQUIPE DU GIP- MISSION DE LA MÉMOIRE DE L'ESCLAVAGE,
DES TRAITES ET DE LEURS ABOLITIONS :

JEAN-MARC AYRAULT, PRÉSIDENT

PIERRE-YVES BOCQUET, ADMINISTRATEUR

HENRI JEAN, DIRECTEUR

FLORENCE PIZZORNI, DIRECTRICE ADJOINTE

ARMELLE CHATELIER, RESPONSABLE DES RELATIONS PUBLIQUES ET COMMUNICATION

AISSATA SECK, CHEFFE DE PROJET

JEANNY LOMBION, RESPONSABLE ADMINISTRATIVE

AUDREY BANGOU, COORDINATRICE PATRIMOINES DÉCHAÎNÉS

REMERCIEMENTS :

ÉTIENNE FÉAU, CONSERVATEUR EN CHEF DU PATRIMOINE, MINISTÈRE DE LA CULTURE

THOMAS MOUZARD, ETHNOLOGUE, MINISTÈRE DE LA CULTURE

ANNE LAFONT, DIRECTRICE D'ÉTUDES EHES

POUR LEUR PRÉCIEUSE CONTRIBUTION SCIENTIFIQUE

REMERCIEMENTS PARTICULIERS :

À MICHEL COLARDELLE POUR SA RELECTURE PRÉCISE ET BIENVEILLANTE.

AUX ANIMATEURS DES TABLES RONDES, BINTOU SIMPORE, BERTRAND DICALÉ, LIEVIN FELIHO

L'ÉQUIPE DU MUSÉE D'ORSAY ET DE L'ORANGERIE :

LUC BOUNIOL-LAFFONT, FRANÇOISE CHATILLON, MARIE DUSSAUSSOY, AMÉLIE HARVILLIER, DAVID JACQUARD-DELCOURT

TABLE DES MATIÈRES

7	LE PROGRAMME DES RENCONTRES PATRIMOINES DÉCHAÎNÉS
8	Les intervenants
15	LAURENCE DES CARS, Présidente du musée d'Orsay et de l'Orangerie
18	JEAN-MARC AYRAULT, Président de la Mission de la mémoire de l'esclavage, des traites et de leurs abolitions
22	GABRIEL ATTAL, Secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale
27	LE PAYSAGE CULTUREL DE L'ESCLAVAGE : HÉRITAGES ET CRÉATIONS
27	Vers un réseau des institutions culturelles et patrimoniales
33	I – L'ALTÉRITÉ DU CORPS DANS LE TRAVAIL ARTISTIQUE
33	Quand le discours colonial s'inscrit dans les corps
34	Les stigmates psychologiques intériorisés
35	Quand la « modernité occidentale » est fondée sur les principes coloniaux
38	II – APPRENDRE À DÉCODER LES ATTITUDES MARQUÉES PAR LA PENSÉE COLONIALE
38	Prendre sur soi pour se « repenser »
39	Reconnaître qu'on a à apprendre du non-spécialiste
42	Mettre en place des instances ouvertes, inclusives et participatives
52	III – QUAND LA CULTURE MOBILISE : POUR QUOI FAIRE ?
52	Lever le silence
59	Définir le contexte colonial et en construire des critères d'identification
65	Revoir le vocabulaire et la sémantique
65	Repenser la conception de l'universel
68	S'appuyer sur le monde enseignant
71	IV – OPPORTUNITÉS ET FREINS
71	Dépasser les résistances individuelles
72	La fragilité du rapport aux pouvoirs politiques
78	CONCLUSIONS : VERS UN RÉSEAU DES INSTITUTIONS CULTURELLES
83	CONCLUSION DE MICHEL COLARDELLE, CONSERVATEUR GÉNÉRAL DU PATRIMOINE ÉMÉRITE
90	CONCLUSION DE LÉONORA MIANO, ÉCRIVAIN
94	Références citées



Les tables-ronde

LE PROGRAMME DES RENCONTRES PATRIMOINES DÉCHAÎNÉS - 6 ET 7 MAI 2019

**Sous le haut patronage de
Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République**

Bienvenue : Laurence des Cars, présidente du Musée d'Orsay, Jean-Marc Ayrault, président du GIP-MME-TA, Gabriel Attal, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale

Performance plastique : François Piquet

Animateurs : Bintou Simpire, Bertrand Dicale, Lievin Feliho

Peut-on « décoloniser » son regard, sa pensée, son imaginaire, ses collections ?

Performance artistique : Compagnie Difé Kako, Chantal Loïal, chorégraphe

Matthieu Dussauge, Musée Schœlcher, Guadeloupe

Krystel Gualdé, Musée d'histoire de Nantes

Jean-François Manicom, International Slavery Museum, Liverpool, Royaume-Uni

Gilles Pignon, Service régional de l'inventaire, La Réunion

Hilke Thode-Arora, Deutscher Museumsbund, Allemagne

Savants, populations, communautés, associations mémorielles, tous experts, tous actifs ?

Performance artistique : Joby Bernabé, Poète - Diseur de mots

Jean-François Chougnat, Mucem, Marseille

John Franklin, NMAAHC, Washington, USA

Isabel Nottaris, Museum d'histoire naturelle de Toulouse, MCM de Guyane (ex)

Simone Ponde Vassallo, Université Fédérale Fluminense, Rio de Janeiro, Brésil

Dominique Taffin, Archives de la Martinique (ex)

Annemarie de Wildt, Amsterdam Museum, Hollande

Histoire sociale et histoire de l'art, deux planètes qui s'ignorent ?

Performance artistique : Yasmina Ho-You-Fat, comédienne

Lyne-Rose Beuze, Musées de la Martinique

N'Goné Fall, Africa2020

Dominique de Font-Réaulx, Musée du Louvre

Anne Lafont, EHESS, Paris

Sandra Sunier, Musée de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Genève, Suisse

Françoise Vergès, Association « Décoloniser les arts »

Comment les institutions culturelles et patrimoniales peuvent-elles servir la citoyenneté et renforcer la cohésion sociale en abordant la question de l'esclavage

Performance artistique : Jacques Schwarz-Bart quartet, « Hazzan »

Corinne Forest, Aapravasi Ghat, Maurice

Jacques Martial, Mémorial ACTe, Guadeloupe

Luciana Penna-Diaw, Philharmonie de Paris

Emmelie Prophète, MUPANAH, Musée du Panthéon National Haïtien, Haïti

Laurent Védrine, Musée d'Aquitaine, Bordeaux

Naïl Ver-Ndoye, co-auteur de « Noir entre peinture et histoire »

Conclusions : Léonora Miano, écrivaine, Michel Colardelle, conservateur général du patrimoine émérite

LES INTERVENANTS

ÉRIC ALENDROIT : Chargé de mission à l'Inventaire des patrimoines culturels au Conseil Régional de La Réunion

Il est engagé depuis plus de vingt ans dans la réflexion et l'action sur les processus d'accompagnement des émancipations : développer les capacités à exercer son pouvoir de faire, d'agir, sans nécessairement prendre le pouvoir ; réflexion sur les processus de transformation individuelle et collective. Il est également coach en conduite du changement, consultant en développement de projets et pour la création d'entreprises.

JOBY BERNABÉ : Poète-diseur de mots

est avant tout une « parole palpable » reflétant l'acuité de son regard et de son verbe, en français, créole et espagnol, sur les rêves et tourments du monde. Considéré comme l'un des maîtres de la poésie et de la parole en Martinique, sa notoriété dépasse largement les frontières de son île : Caraïbe, Afrique, Canada... Il a reçu la médaille de l'Ordre National du Mérite en 1994 et celle d'Officier de l'Ordre National des Arts et des Lettres (2006).

LYNE-ROSE BEUZE : Conservatrice en cheffe du Patrimoine

Lyne-Rose Beuze est directrice des sept musées, sites et domaines de la Collectivité territoriale de Martinique. Elle a dirigé deux enquêtes pour le Conseil régional de Martinique : l'une sur le patrimoine architectural domestique et industriel et l'autre sur le patrimoine ethnographique de Martinique. En 1985, le Conseil régional de Martinique crée le Musée d'histoire et d'ethnographie : elle en est nommée la conservatrice, puis directrice de sa préfiguration : le Bureau du patrimoine

JEAN-FRANÇOIS CHOUGNET : Historien, Président du MuCEM

Jean-François Chougnat est depuis septembre 2014 président du MuCEM (Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée). Il a été directeur général de La Grande Halle de la Villette et professeur d'économie et de politique de la culture à la Fondation nationale des sciences politiques (2001-2005). Il a été commissaire général de l'année du Brésil en France en 2005, directeur du musée Collection Berardo à Lisbonne (en 2006), directeur général de Marseille-Provence 2013 - Capitale européenne de la culture (2011-2014).

MICHEL COLARDELLE : Archéologue médiéviste, conservateur général des Patrimoines émérite, commissaire d'expositions

Michel Colardelle a été dans le cadre de laquelle il a initié la première « ville d'art et d'histoire » à Saint-Pierre de la Martinique, directeur du musée national des Arts et Traditions populaires à Paris, qu'il a transformé en musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MuCEM) et installé à Marseille, directeur des Affaires culturelles de Guyane où il a lancé le projet du Musée des Cultures et des Mémoires de Guyane. À la retraite, il est aujourd'hui notamment président du Conseil scientifique du Musée de Mayotte (MuMA). Il est l'auteur du rapport « De mémoire et d'espoir, Pour une action renouée de l'État en faveur du développement culturel des Outre-mer français » (La Documentation française, 2010).

ANDRÉ DELPUECH : Conservateur général du patrimoine, directeur du Musée de l'Homme de Paris

De 2005 à cette date, il a été responsable des collections des Amériques au musée du quai Branly-Jacques Chirac. De 1992 à 1999, il a été conservateur régional de l'archéologie de la Guadeloupe. Ses recherches portent plus spécifiquement sur les sociétés amérindiennes des aires caribéennes et amazo-

niennes, sur l'histoire de la colonisation des Amériques et de l'esclavage transatlantique, mais aussi sur les cabinets de curiosités et l'histoire des musées d'anthropologie et de société. (Absent lors des rencontres).

MATTHIEU DUSSAUGE : Conservateur du patrimoine, directeur du musée départemental Victor Schœlcher à Pointe-à-Pitre

Matthieu Dussauge conduit, pour le Conseil départemental de la Guadeloupe, un projet d'extension et de redéfinition muséographique du musée Victor Schœlcher, le plus ancien musée de la France d'outre-mer. Il a également mis en place, en lien étroit avec l'UNESCO, un itinéraire lié à l'histoire de l'esclavage en Guadeloupe. Associé au programme « Route de l'esclave » de l'UNESCO, il anime le réseau international des gestionnaires de sites de mémoire de l'esclavage.

N'GONÉ FALL : Commissaire générale d'Africa 2020

N'Goné Fall est diplômée de l'École Spéciale d'Architecture de Paris. Elle est commissaire d'exposition, essayiste et consultante en ingénierie culturelle pour des institutions nationales et internationales. Elle a été directrice de rédaction du magazine d'art contemporain africain Revue Noire de 1994 à 2001. Elle a enseigné à l'Université Senghor d'Alexandrie en Égypte, à la Michaelis School of Fine Arts du Cap en Afrique du Sud et à l'Université Abdou Moumouni de Niamey au Niger.

DOMINIQUE DE FONT-REAUXX : Conservatrice générale du patrimoine, directrice de la médiation et de la Programmation culturelle au musée du Louvre

Dominique de Font-Réaulx a été directrice du musée Eugène-Delacroix de 2013 à 2018. Commissaire de très nombreuses expositions, elle a organisé, en 2018, en partenariat avec la Fondation Lilian Thuram pour l'éducation contre le racisme, un projet inédit, Regards croisés. Enseignante à l'Institut de Sciences politiques de Paris, où elle est conseillère scientifique de la filière Culture, elle est, depuis 2018, rédactrice en chef de la revue Histoire de l'art.

CORINNE FOREST : Cheffe du département technique de l'« Aapravasi Ghat Trust Fund », établissement public chargé de préserver, gérer et promouvoir le patrimoine lié à l'engagisme à l'île Maurice

Corinne Forest est membre de Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS) et également secrétaire du comité scientifique international de « la Route de l'engagisme » institué par le gouvernement mauricien. Dans ce cadre, elle a notamment conçu le Centre d'interprétation « Beekrumsing Ramlallah » situé sur le site du Patrimoine Mondial de l'« Aapravasi Ghat » à Port Louis qui a ouvert ses portes en 2014.

JOHN W. FRANKLIN : Responsable des relations extérieures du Musée National de l'Histoire et de la Culture Africaine-Américaine de Washington depuis 2005

John W. Franklin a travaillé 31 ans à l'Institut Smithsonian dans le département Afrique et Diasporas en Europe, aux Caraïbes, et aux Amériques. Commissaire d'exposition, ses recherches concernent le conflit culturel pendant la colonisation, les transferts culturels et technologiques africains aux Amériques et le rôle central de l'esclavage dans la formation des universités américaines aux XVII^e, XVIII^e, et XIX^e siècles.

KRYSTEL GUALDÉ : Auteure, avec Bertrand Guillet, des contenus du musée d'histoire de Nantes, ouvert en février 2007

Krystel Gualdé en est directrice scientifique après avoir été responsable du service de la conservation de 1999 à 2014. Commissaire d'expositions sur l'histoire de l'esclavage, de la traite négrière et de leurs mémoires, elle a également été commissaire de plusieurs expositions mettant en relation la tension entre histoire et mémoire. Elle est responsable de la manifestation « Expression(s) décoloniale(s) ».

YASMINA HO-YOU-FAT : Metteuse en scène, comédienne et chanteuse

Yasmina Ho-You-Fat travaille notamment avec Fernand Radamonthe, Marie-Line Ampigny, Benjamin Jules Rosette, Luc Saint-Eloy, Greg Germain, Jean-René Lemoine et Jean-Jacques Quesada (Mémoires d'esclave, Mémoires du fleuve). Elle est la créatrice des « Pitt à Pawol », rencontres littéraires et musicales accueillant les écrivains les plus renommés des Amériques, de l'Afrique et de l'Océan Indien ainsi que de Cinamazonia, festival de cinéma en Guyane et du 1^{er} Salon du Livre de l'Outre-Mer au Ministère des Outre-Mer.

GUILLAUME KIENTZ : Conservateur des collections Européennes du Kimbell Art Museum (Fort Worth, Texas)

En 2010, au département des Peintures du musée du Louvre, il est chargé des collections de peintures et sculptures espagnoles, portugaises et latino-américaines. Il a été commissaire des expositions « Le Mexique » au Louvre. « Chefs d'œuvre de la Nouvelle Espagne » (2013, Paris, Musée du Louvre), « Ribera » à Rome. Le premier Apostolado (2014-2015, Rennes-Strasbourg) et Velázquez (2015, Paris, Grand Palais). Ses recherches actuelles portent sur la peinture en Espagne au début du XVII^e siècle et sur les rapports entre le caravagisme et la naissance de courants naturalistes dans la peinture espagnole. Guillaume Kientz est au Kimbell Art Museum depuis février 2019.

ANNE LAFONT : Historienne de l'art, directrice d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales

Les travaux de recherche d'Anne Lafont ont porté principalement sur l'art des 18^e et 19^e siècles avec un intérêt pour la Révolution française et l'imagination picturale des nouveaux citoyens, les Noirs, à l'échelle des révolutions atlantiques. Ses recherches s'orientent désormais vers l'art des Antilles françaises pendant la période coloniale et esclavagiste et vers les cultures visuelles et artistiques de l'Atlantique noir. Elle est membre du comité scientifique de l'exposition « Le modèle noir » (Musée d'Orsay, 2019).

CHANTAL LOÏAL : Chorégraphe de la Compagnie « Difé Kako », directrice artistique du Festival « Le Mois Kréyol »

Chantal Loïal fut danseuse dans la « Compagnie Montalvo-Hervieu » et les « Ballets C de la B » (Gand, Belgique). En 1995, elle crée sa compagnie de danse contemporaine et afro-antillaise, « Difé Kako », qui s'attache à créer un vocabulaire chorégraphique métissé. Chantal Loïal se fait un devoir de transmettre son savoir et sa passion avec un enthousiasme toujours renouvelé. En mars 2015, François Hollande lui remet la Légion d'Honneur pour l'ensemble de son travail.

JEAN-FRANÇOIS MANICOM : Expert en photographie, archives photographiques et art visuel conceptuel

Jean-François Manicom est curateur au Musée International de l'Esclavage (International Slavery Museum) de Liverpool en Angleterre. Il a été commissaire de la collection permanente du Mémorial ACTe en Guadeloupe. En 2015, il créa le premier Festival Caribéen de l'Image qui expose 41 photographes et artistes visuels de la Caraïbe. L'artiste interroge les énigmes identitaires des sociétés contemporaines et la manière dont la représentation des passés traumatiques peut devenir un levier pour imaginer de prochains futurs.

JACQUES MARTIAL : Jacques Martial est président du Mémorial ACTe, le Centre caribéen d'expression et de mémoire de la traite et de l'esclavage à Pointe-à-Pitre en Guadeloupe

De 2006 à 2015, il a été président du Parc de la Villette. Militant de l'égalité des chances, il est membre fondateur en 1998 du Collectif égalité. Acteur, metteur en scène, il crée la Compagnie de la Comédie Noire avec laquelle il continue de collaborer régulièrement.

LÉONORA MIANO : Romancière et essayiste

L'écriture réflexive de Léonora Miano contribue au dialogue avec celles d'intellectuels de la communauté issue de l'Afrique et implantée dans le monde. Elle parle de l'origine même de l'exclusion, l'Histoire de l'esclavage et de la traite négrière, et de la place des « Noirs » dans le monde avec un lexique revu et réinventé pour ne pas entériner les désignations convenues.

ISABEL NOTTARIS : Muséologue, directrice adjointe du Muséum d'Histoire Naturelle de Toulouse

Isabel Nottaris a occupé différents postes au Musée d'histoire contemporaine, au Musée de l'homme, à l'Institut Royal des sciences naturelles de Bruxelles et au Museum National d'Histoire Naturelle. Elle a été cheffe de projet pour la Maison des Cultures et des Mémoires de la Guyane pendant trois ans pour une expérience novatrice sur le patrimoine guyanais.

LUCIANA PENNA-DIAW : Ethnomusicologue et responsable éducative musiques de tradition orale et interculturel à la Cité de la musique-Philharmonie de Paris

Luciana Penna-Diaw est chercheuse associée au laboratoire « Eco-anthropologie et ethnobiologie » (UMR 7206 du CNRS-MNHN). Elle est spécialiste de la musique des Wolofs et des Seereer du Sénégal. Elle a coordonné la collection « Traditions chantées ». Entre 2016 et 2018, elle était présidente de la Société française d'ethnomusicologie.

GILLES PIGNON : Conservateur du patrimoine, il dirige le Service Régional de l'Inventaire général du patrimoine de la Réunion

Anthropologue de formation, ses domaines d'activité couvrent les champs du patrimoine, de l'Inventaire, de l'ethnologie, de la muséologie, du développement local et de l'évènementiel culturel et artistique. Il réalise des études, des expositions, des publications à destination des publics, accompagne les porteurs de projets, les communes, recense, étudie et valorise les traces matérielles et immatérielles de l'esclavage et particulièrement du marronnage (maloya, moring).

FRANÇOIS PIQUET : Plasticien

François Piquet vit et travaille depuis 2000 en Guadeloupe, où il expérimente artistiquement la « créolisation » d'Edouard Glissant, et les imprévus d'une création contemporaine populaire et protéiforme (sculptures, installations, street-art, vidéo) et l'immersion sociale du geste artistique. Sa démarche veut replacer l'art dans ses fonctions sociales et utopiques et créer les conditions de la rencontre. Ses œuvres sont entrées dans les collections du musée de Liverpool, du Memorial ACTe et de nombreux autres musées.

FLORENCE PIZZORNI : anthropologue, conservatrice générale du patrimoine, commissaire de nombreuses expositions dont l'exposition nationale de la commémoration du 150^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage au musée national des Arts et Traditions Populaires

elle a participé à la création du MuCEM à Marseille et a accompagné, au service des musées de France, les projets scientifiques et culturels des musées des DOM, entre autres. Elle est directrice adjointe du Gip-mmeta et a assuré le pilotage des Rencontres « Patrimoines Déchaînés ».

SIMONE PONDE-VASSALLO : Anthropologue et ethnologue

Simone Pondé-Vassallo est professeur au Département d'Anthropologie de l'Université Fédérale Fluminense (UFF) à Rio de Janeiro, au Brésil. Elle dirige actuellement le Comité des patrimoines culturels et des musées de l'Association Brésilienne d'Anthropologie et elle mène une recherche sur les représentations contemporaines de l'esclavage à Rio de Janeiro.

EMMELIE PROPHÈTE : Directrice générale du Musée du Panthéon National Haïtien (MUPANAH) et responsable du Bureau haïtien des droits d'auteur

Emmelie Prophète est née à Port-au-Prince où elle vit. Écrivaine et spécialisée en droit de la propriété intellectuelle, elle a dirigé la Bibliothèque nationale d'Haïti, la direction nationale du livre et la page culture du journal Le Nouvelliste. Ses ouvrages sont publiés aux éditions Mémoire d'encrier à Montréal.

SANDRA SUNIER : Historienne de l'art et muséologue

Sandra Sunier est responsable du département des expositions et des publications au Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge de Genève. Outre la refonte de l'exposition permanente, elle compte à son actif la réalisation de nombreuses expositions temporaires. Très active dans le monde des musées, Sandra Sunier a lancé « museums.ch », la revue suisse des musées, éditée par l'Association des musées suisses et ICOM Suisse.

JACQUES SCHWARZ-BART : Musicien

Jacques Schwarz-Bart est un musicien guadeloupéen qui a revendiqué à travers son œuvre les cultures noires et juives héritées de ses deux parents écrivains : André et Simone Schwarz-Bart. Son lien s'exprime en une célébration de la liberté et de la transcendance. Après avoir longtemps joué avec des figures historiques de la musique moderne tels que Roy Hargrove, D'Angelo, Eriqah Badu, Danilo Perez, il a forgé une œuvre de pionnier du jazz Afro-Caraïbe.

DOMINIQUE TAFFIN : Archiviste-paléographe et conservatrice générale du patrimoine

Dominique Taffin a dirigé les Archives de la Martinique de 2000 à 2019 et conjugue une expérience dans les archives et les musées (Archives d'outre-mer, Aix-en-Provence, musée national des Arts d'Afrique et d'Océanie, Paris). Elle promeut les bonnes pratiques par les technologies numériques, elle a ainsi initié la Banque numérique des patrimoines martiniquais en 2010. Elle a aussi organisé une douzaine d'expositions et de colloques et publié principalement sur l'histoire sociale et culturelle des Antilles et de la situation coloniale.

HILKE THODE-ARORA : Ethnologue

Hilke Thode-Arora, de nationalité allemande, est conservatrice en charge des collections de l'Océanie et référente pour la recherche des provenances des œuvres au Musée des cinq continents, *Museum Fünf Kontinente* à Munich. Elle est co-auteur du « Guide pour le Traitement des biens des collections issus de contextes coloniaux », publié en 2018 par l'Association allemande des musées *Deutscher Museumsbund*.

LAURENT VÉDRINE : Directeur du musée d'Aquitaine, du musée Goupil et du Centre national Jean Moulin à Bordeaux

Laurent Védérine a précédemment dirigé le musée d'Histoire de Marseille dont il a mené la rénovation. Il a également occupé différents postes en Auvergne et dans les Pyrénées-Atlantiques.

FRANÇOISE VERGÈS : Politologue, présidente de l'association « Décoloniser les arts »

Françoise Vergès a exercé comme journaliste et éditrice dans le mouvement féministe en France avant de s'installer aux États-Unis en 1983, où elle obtient un doctorat en Science Politique à l'Université de Berkeley, Californie. Présidente du Comité national la mémoire et l'histoire de l'esclavage de 2009 à 2012, elle a travaillé de 2007 à 2010, à un projet de musée postcolonial pour le XXI^e siècle et a été directrice scientifique de la Maison des civilisations et de l'Unité Réunionnaise, projet qui n'a pas vu le jour. Auteure de films, commissaire d'expositions, elle écrit sur les mémoires vivantes de l'esclavage et du colonialisme, Frantz Fanon, Aimé Césaire, le musée décolonial et le féminisme.

NAÏL VER-NDOYE : Historien et auteur

Naïl Ver-Ndoye, titulaire de maîtrises en histoire et en droit public et d'un master en didactique, a enseigné en tant que professeur certifié d'histoire-géographie en zone d'éducation prioritaire avant de devenir Conseiller pour les ressources pédagogiques et les partenariats pour la saison Africa 2020 au sein du ministère de l'éducation nationale. Passionné par la cause des Noirs à travers le monde, il est l'auteur de l'anthologie « *Noir entre peinture et histoire* » (Omniscience, 2018) et d'un livre sur le droit des professeurs (Édition Retz, 2014).

ANNEMARIE DE WILDT : Conservatrice à l'Amsterdam Museum, Annemarie de Wildt a organisé plus de trente expositions sur des thèmes liés aux cultures et conflits urbains, à l'histoire coloniale, aux migrations et à l'identité. Elle fait partie du comité consultatif du « Black Heritage Amsterdam Tour » et elle est co-auteur du « Amsterdam Slavery Heritage Guide ».

LAURENCE DES CARS, PRÉSIDENTE DU MUSÉE D'ORSAY ET DE L'ORANGERIE

Monsieur le Premier ministre, cher Jean-Marc Ayrault, Monsieur le ministre, cher Gabriel Attal, chers amis, Mesdames, Messieurs,

Bienvenue au musée d'Orsay. Je suis ravie d'ouvrir par ces quelques mots d'introduction le premier colloque scientifique de la future Fondation pour la mémoire de l'esclavage. Nous sommes réunis ici pour réfléchir ensemble, pendant deux jours, à une question cruciale pour nos institutions culturelles et patrimoniales : la transmission de la mémoire de l'esclavage et de ses héritages. Alors que se sont achevées, en 2018, les célébrations du 170^e anniversaire de l'abolition, cette question demeure plus d'actualité que jamais.

Cette page essentielle, et douloureuse, de notre histoire nationale, appelait une institution digne de ce nom pour en transmettre la mémoire. La création, sous le haut patronage de Monsieur Emmanuel Macron, Président de la République, de la future Fondation pour la mémoire de l'esclavage, vient répondre à une nécessité réelle, et je me réjouis qu'elle se concrétise très prochainement.

Interroger avec lucidité cette page de notre histoire, c'est aussi une manière de mieux nous projeter ensemble vers l'avenir.

Quel récit commun porter ? Voilà l'une des questions soulevées par l'exposition d'Orsay, « Le modèle noir, de Géricault à Matisse ». En mettant en lumière l'un des plus grands non-dits de l'histoire de l'art : la représentation d'individus noirs dans la peinture de la fin du XVIII^e siècle au milieu du XX^e, nous avons voulu redonner un nom, une histoire, une reconnaissance en un mot, à tous les oubliés du récit des avant-gardes, et saluer leur rôle crucial dans l'avènement de la modernité artistique. Ce passage de l'anonymat à l'individualité, cette question des noms est ici essentielle. Elle traverse de part en part l'exposition « Le modèle noir », jusqu'à l'installation spectaculaire de l'artiste contemporain Glenn Ligon, que vous avez pu admirer en entrant dans la grande nef du musée. Partant, nous avons voulu montrer comment histoire de l'art et histoire des idées, des sensibilités, des représentations, sont profondément liées. Nous avons voulu montrer comment chaque institution culturelle a un rôle à jouer dans la contribution au débat public, pour répondre aux grands enjeux politiques et sociaux de notre temps. Comme les actualités tragiques nous le rappellent régulièrement, cette mission de tolérance, d'inclusion et de partage conserve toute son urgence.

Cette ambition forte, seule une institution nationale pouvait la porter. Elle est partie intégrante de ses missions, et notamment de sa mission de service public. Cette ambition, elle se devait aussi de rayonner sur l'intégralité du territoire français, y compris Outre-Mer, et je me réjouis à ce titre de la collaboration inédite entre le musée d'Orsay et le Mémorial ACTe de Pointe-à-Pitre, qui accueillera Le modèle noir dans ses murs à partir de septembre prochain. Je salue également mon collègue Jacques Martial, président du Mémorial ACTe, qui interviendra dans les échanges des deux prochains jours.

Si nous sommes donc réunis ici aujourd'hui, c'est parce qu'en tant que représentants d'institutions culturelles, artistes, universitaires, militants... nous avons pris un engagement tacite vis-à-vis de l'ensemble de la société, celui de nous tourner vers ce passé douloureux, et de l'intégrer, pour bâtir ensemble l'avenir. Cet effort, nous le devons à toutes celles et ceux qui portent en eux une part de cette histoire, et qui ont parfois le sentiment que la République les oublie. Cet effort, nous devons le faire pour la jeunesse, et c'est un point sur lequel nous rejoignons les ambitions de la future Fondation : ce message, nous voulons le porter prioritairement vers la jeunesse, cette jeunesse qui cherche ses racines dans le récit national français et qui ne les retrouve pas toujours, faute qu'on les lui montre. Cet effort, nous le devons enfin à notre pays tout entier, pour comprendre ce que nous sommes aujourd'hui, cette France plurielle, à l'unisson avec les pays qui nous sont à jamais liés par cette histoire, sur tous les continents, et d'abord en Afrique et en Amérique.

Je voudrais terminer en remerciant chaleureusement les organisateurs de ces deux journées d'échange : merci du côté des équipes du musée d'Orsay à la direction de la programmation culturelle et des auditoriums et notamment à Françoise Chatillon, merci également à toute l'équipe de la Fondation pour la mémoire de l'esclavage.

Omar Victor Diop, Jean-Baptiste Belley, 2014 ©Magnin-a



**JEAN-MARC AYRAULT, PRÉSIDENT DE LA MISSION DE LA MÉMOIRE DE L'ESCLAVAGE,
DES TRAITES ET DE LEURS ABOLITIONS**

Monsieur le ministre, cher Gabriel Attal, Madame la présidente du Musée d'Orsay, chère Laurence Des Cars, Mesdames et Messieurs les intervenants, qui êtes venus parfois de très loin, Mesdames et Messieurs,

Je vous remercie d'avoir répondu si nombreux à l'appel de la Mission de la mémoire de l'esclavage, des traites et de leurs abolitions que je préside. Au moment où nous sommes sur le point d'achever la mission qui m'a été confiée par deux Présidents de la République, établir en France une Fondation pour la mémoire de l'esclavage, j'y vois le meilleur augure et le signe que les sujets que cette Fondation aura à aborder intéressent largement.

Et faut-il vraiment s'en étonner ? Car ce sont des enjeux auxquels toutes les institutions sont aujourd'hui confrontées : alors que nos sociétés sont de plus en plus diverses, de plus en plus métissées, comment faire une place plus grande à la représentation de cette diversité dans nos discours, dans nos représentations, dans nos actes ? Lorsque nous évoquons aujourd'hui notre passé colonial et son empreinte contemporaine, a-t-on vraiment rompu avec l'imaginaire colonialiste ? Comment ces questions se posent-elles dans le monde des arts et du patrimoine ? Enfin, et c'est peut-être l'enjeu le plus important qui nous occupera durant ces deux journées : la culture peut-elle nous aider à répondre à ces questions ? Les lieux de culture peuvent-ils être des instruments pour renforcer la cohésion nationale ?

Ces questions, ce sont celles dont nous allons débattre pendant ces deux jours, et ce sont celles que vous vous êtes vous-mêmes posées, chère Laurence Des Cars, lorsque vous êtes devenue la présidente du Musée d'Orsay : dans cette institution qui est le symbole mondial d'un âge d'or de l'art français, vous avez voulu ouvrir notre regard. Contre l'idée reçue selon laquelle ce ne serait qu'au XX^e siècle que les personnes noires seraient devenues visibles dans l'Hexagone, grâce aux poètes de la négritude, aux artistes issus des outre-mer et aux intellectuels de la décolonisation, vous avez décidé d'accueillir l'exposition « Le modèle noir » de l'Américaine Denise Murrell, qu'elle avait imaginée pour le public américain. En faisant cela, vous mettez de nouveaux visages sur le XIX^e siècle français. Ces visages, ce sont ceux de ces personnes qui venaient le plus souvent des grandes et des petites Antilles, et que l'on voit dans quelques-uns des tableaux les plus fameux de cette époque.

Les commissaires de l'exposition leur ont redonné une place, un nom, une présence humaine. Je salue leur travail remarquable pour retrouver les traces parfois minuscules de ces femmes et de ces hommes dont je veux dire ici le nom : Madeleine, la domestique antillaise peinte par Marie-Guillemine BENOIST ; Joseph, dont GÉRICAULT a fait le matelot symbole de l'espoir et de la liberté dans le « Radeau de la Méduse » ; Laure, l'autre femme de « l'Olympia » de MANET, qui fut longtemps ignorée dans les commentaires du tableau.

Madeleine, Joseph, Laure : ils n'ont jamais cessé d'être sous nos yeux, au Louvre ou au Musée d'Orsay, et pourtant, longtemps ils ont été invisibles. C'est l'un des paradoxes que nous aurons à discuter durant ces Rencontres.

Nous nous demanderons aussi comment les institutions culturelles et patrimoniales peuvent aider à construire un récit national plus juste et plus inclusif. Car toutes les œuvres du « Modèle noir » nous racontent, non pas une autre histoire de France, mais pleinement l'histoire de France. Une histoire qui n'oublierait pas les outre-mer et les populations qui en sont issues. Elles nous parlent du rôle de la France dans le grand bouleversement provoqué par la traite atlantique et l'esclavage colonial ; de la révolte de Saint-Domingue et de la première abolition ; du rétablissement de l'esclavage et du long combat pour la deuxième abolition ; de la présence des personnes d'ascendance africaine en France au XIX^e et au XX^e siècle ; des liens indissolubles qui nous relient à l'Afrique, à la Caraïbe, aux Amériques et à l'Océan Indien.

Beaucoup auront sans doute été surpris qu'on puisse raconter cela au Musée d'Orsay. Mais en réalité, on peut raconter cette histoire dans toutes les institutions muséales et patrimoniales, car elle a laissé partout des traces. Ce sera une autre question que nous aborderons : comment repérer ces traces ? Comment les protéger, les valoriser, les montrer, notamment lorsqu'elles relèvent du patrimoine immatériel qui est si important, si riche et si précieux dans cette histoire ? Car c'est aussi l'une des caractéristiques de l'esclavage colonial : face à ce cataclysme, la résistance des populations a pris des formes discrètes, originales, puissamment créatives. La religion, la langue, la musique, la danse, la cuisine, la manière d'être, de s'habiller, de faire la fête, tout a été utilisé pour résister. Et ce sont alors de nouveaux imaginaires, de nouvelles formes artistiques, de nouvelles manières d'être ensemble et de faire société qu'on a vu naître, dans ce grand mouvement imprévu et fécond qu'Edouard Glissant a appelé « créolisation ». Comment rendre compte de cette richesse, qui a d'abord été celle des outre-mer et qui est aujourd'hui celle de toutes les sociétés de diversité ? C'est aussi une question parmi toutes celles que nous nous poserons.

Mais deux jours seront bien trop courts pour répondre à toutes ces questions. Car ce ne sont pas des questions qui appellent des réponses verbales. Ce sont des questions qui appellent des actions, des initiatives partagées, un travail permanent pour en partager les enjeux avec tous nos concitoyens. Telle sera la mission de la Fondation pour la Mémoire de l'Esclavage. Le travail de deux années menées par le GIP de préfiguration touche aujourd'hui à sa fin. J'ai eu l'occasion d'en présenter les conclusions au Président de la République, qui s'exprimera le 10 mai prochain à l'occasion de la Journée nationale des mémoires de l'esclavage, des traites et de leurs abolitions.

L'ambition de la Fondation est simple : par ses actions, elle entend renforcer la cohésion nationale et nos liens avec les pays avec lesquels nous avons ce passé en partage, en faisant mieux comprendre cette histoire au plus grand nombre, et d'abord à la jeunesse ; en

montrant la richesse de ses héritages culturels, artistiques, humains ; en portant les valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité en France et dans le monde.

La Fondation ne fera pas cela toute seule. Ne serait-ce que parce que, d'ores et déjà, de nombreuses institutions agissent en ce sens - beaucoup sont dans la salle aujourd'hui, et nous entendrons sur scène le récit de nombreuses expériences innovantes. Mais ce que m'ont appris les nombreuses rencontres que j'ai faites durant ces deux années de préfiguration, c'est aussi qu'il y a sur ces questions un besoin d'échange, de relai, de mise en relation, et l'attente d'un soutien visible au niveau national, que les faibles moyens qui étaient jusqu'à présent alloués à la politique de la mémoire de l'esclavage ne permettaient pas d'apporter aux acteurs.

La création de la Fondation va enfin permettre de donner à cette cause le niveau de moyens, de visibilité et d'ambition qu'elle justifie, et la Fondation sera un partenaire actif pour tous les acteurs locaux, pour les pouvoirs publics, pour les enseignants, les chercheurs, les artistes.

Et, parce que la Fondation a fait des questions de culture et de patrimoine un axe prioritaire, elle a tout particulièrement vocation à être un partenaire actif et innovant pour les institutions culturelles et patrimoniales en France et à l'étranger.

Certaines institutions sont des partenaires évidents : je pense bien sûr au Mémorial ACTe, qui va prochainement devenir un établissement public de coopération culturelle, et qui siègera à ce titre dans le conseil d'administration de la Fondation. Mais, en vérité, les institutions culturelles et patrimoniales avec lesquelles la Fondation a vocation à être en relation sont innombrables, depuis les lieux de mémoire et les services d'archives où sont conservées les traces de l'esclavage et de la traite jusqu'aux institutions contemporaines, cinémathèques, salles de spectacle vivant où l'on peut voir les œuvres des artistes d'aujourd'hui qui en évoquent l'héritage. La liste des participants et des intervenants à ces Rencontres en témoigne.

C'est la raison pour laquelle nous avons conçu ces Rencontres non pas comme un point d'aboutissement, mais comme un point de départ : elles se prolongeront par la création d'un réseau professionnel, animé par la Fondation, qui sera l'instrument de ce partenariat avec les institutions culturelles et patrimoniales. Ainsi, si vous êtes responsable d'un musée, d'un service d'archives, d'un monument, d'une salle de spectacle ou de tout autre type d'institutions du monde de la culture et du patrimoine, vous pouvez dès maintenant adhérer au réseau par l'intermédiaire du site internet du GIP-MMETA.

Plusieurs dizaines d'institutions l'ont déjà fait. Une fois constituée, la Fondation reviendra vers vous à l'automne pour initier les travaux qui prolongeront les échanges que nous allons maintenant avoir.

Au moment de conclure ce propos liminaire, je tiens à remercier tout particulièrement Laurence Des Cars d'avoir ainsi accepté d'accueillir ces Rencontres. Lorsque l'équipe du GIP l'a rencontrée l'année dernière, la perspective de la création de la Fondation était encore incertaine, mais elle n'a pas hésité à nous offrir cette opportunité, et depuis le début de cette année les équipes d'Orsay se sont mobilisées avec beaucoup d'efficacité pour rendre ces journées possibles. Je veux également remercier Gabriel Attal d'avoir accepté par sa présence à ces Rencontres de marquer le soutien du gouvernement à la Fondation. Je n'oublie pas qu'il est secrétaire d'État auprès du ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse. La jeunesse et l'école étant deux priorités capitales pour la Fondation, sa présence aujourd'hui a pour moi une signification particulière.

GABRIEL ATTAL, SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Monsieur le Président de la mission de préfiguration de la Fondation pour la mémoire de l'esclavage, cher Jean-Marc Ayrault, Madame la présidente du musée d'Orsay, chère Laurence Des Cars, Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux d'être avec vous aujourd'hui, pour ces Rencontres inaugurales auxquelles vous nous invitez, cher Jean-Marc Ayrault, comme l'un des premiers actes de la future Fondation pour la Mémoire de l'Esclavage à la création de laquelle vous travaillez depuis deux ans, à la demande de deux Présidents de la République, François Hollande hier et Emmanuel Macron aujourd'hui.

Ces Rencontres sont le signe que ce travail est arrivé à son terme. La Fondation sera officiellement créée cette année et cet évènement est son premier acte anticipé qui, sans attendre, lui permet déjà de poser des jalons, de nouer des contacts, d'organiser des connexions qui lui serviront ensuite dans l'exercice de ses missions. Je remercie également Laurence Des Cars qui nous accueille aujourd'hui dans ce musée qui est à la fois un haut-lieu de la culture mondiale, et l'un des symboles les plus éclatants de la culture française.

Ce n'est pas par hasard si ces Rencontres de la Fondation pour la mémoire de l'esclavage se déroulent ici, au musée d'Orsay, et c'est à vous qu'on le doit, chère Laurence Des Cars. Parce que c'est à vous qu'on doit la décision d'organiser cette exposition exceptionnelle qui se tient ici depuis le 25 mars, « Le modèle noir, de Géricault à Matisse », près de deux siècles de peintures, de photographies, d'œuvres en tout genre qui racontent la présence en France des personnes à la peau noire. Ce faisant, c'est toute l'Histoire de France que vous nous permettez de revisiter, une histoire de France élargie à l'échelle du monde, où la place de l'esclavage et des abolitions est capitale, et où les outre-mer et l'Afrique ne cessent d'influencer les plus grands artistes jusqu'à nos jours. On voit tout cela, on comprend tout cela, dans « Le modèle noir », et c'est la raison pour laquelle il était logique que la Fondation pour la mémoire de l'esclavage s'associe avec vous pour ces Rencontres inaugurales.

Car ce que vous avez fait au Musée d'Orsay, toutes les institutions culturelles peuvent le faire : réinterroger leurs collections, retrouver les traces des populations, des produits, des pratiques issues de l'esclavage et de notre ancien empire colonial, revisiter la façon dont toutes ces œuvres ou tous ces objets sont présentés. C'est l'objet de ces Rencontres que de réfléchir à ces questions, avec un large panel d'institutions françaises, mais aussi avec de nombreux invités étrangers qui ont fait, eux aussi, cette démarche, qui se sont posés les mêmes questions, et qui y ont chacun apporté des réponses originales, audacieuses, inclusives.

Toutes ces questions sont très actuelles. Car elles nous montrent que nous sommes connectés avec l'Afrique, avec les Caraïbes, avec les Amériques et l'Océan Indien depuis des siècles, que la diversité est une réalité vécue de nos sociétés qui ne date pas des Trente Glorieuses, que les outre-mer ont joué un rôle capital dans l'Histoire de France. Et lorsque ce sont les artistes qui le montrent, ils le font avec leur talent et leur capacité à délivrer un message universel au monde.

Ce n'est pas un hasard si, dans le long combat pour l'abolition de l'esclavage, puis pour l'émancipation des peuples colonisés, les artistes ont toujours été à l'avant-garde, non seulement pour dénoncer les injustices, mais encore pour les faire ressentir à ceux qui ne les voyaient pas. La culture est une force qui peut rassembler l'Humanité : vous tous, responsables d'institutions culturelles, en France et à l'étranger, vous le savez bien. Car c'est cela que vous cherchez lorsque vous travaillez à élargir vos publics, à faire entrer les sujets d'actualités dans vos établissements, à y accueillir les créateurs contemporains qui nous aident à comprendre notre monde.

La Fondation pour la Mémoire de l'Esclavage sera désormais pour vous un partenaire. Sous l'égide de son président, Jean-Marc Ayrault, son ambition est d'être un instrument au service de la cohésion nationale et de la citoyenneté. Car c'est à cela, au fond, que les politiques mémorielles doivent servir dans un pays : à savoir d'où nous venons, à être capable de tirer de notre passé la force d'être plus unis, à mieux nous comprendre les uns les autres.

Dans cette belle ambition, la Fondation sera un partenaire précieux pour l'État et les pouvoirs publics. Elle travaillera avec les chercheurs qui continuent de faire progresser la connaissance sur l'histoire de l'esclavage et ses conséquences. Elle offrira aux écoles des contenus et des conseils pour parler de cette histoire aux élèves, notamment à travers les arts et la culture, pour les faire réfléchir, pour les faire s'exprimer. Je sais que, dans son tour initial, la Fondation a déjà noué des liens étroits avec les acteurs du monde éducatif, la Ligue de l'Enseignement, la MGEN, la CASDEN. Ils sont des partenaires du ministère de l'éducation nationale et vous pouvez compter sur l'appui de ce ministère et de son administration - je pense notamment au réseau des correspondants mémoire et citoyenneté - pour construire ensemble des actions innovantes et les déployer sur tout le territoire, dans l'Hexagone et outremer.

La Fondation accompagnera également les acteurs de la société civile qui veulent se saisir de ces questions pour agir contre le racisme, contre les préjugés, contre la concurrence mémorielle qui est mortifère. Elle travaillera enfin avec les lieux de mémoire, les musées, les collectivités territoriales qui sont les dépositaires de cette histoire pour en transmettre le sens au plus grand nombre, et notamment à la jeunesse.

Cette ambition est particulièrement importante à mes yeux. Dans mes fonctions de Secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale chargé plus particulièrement des

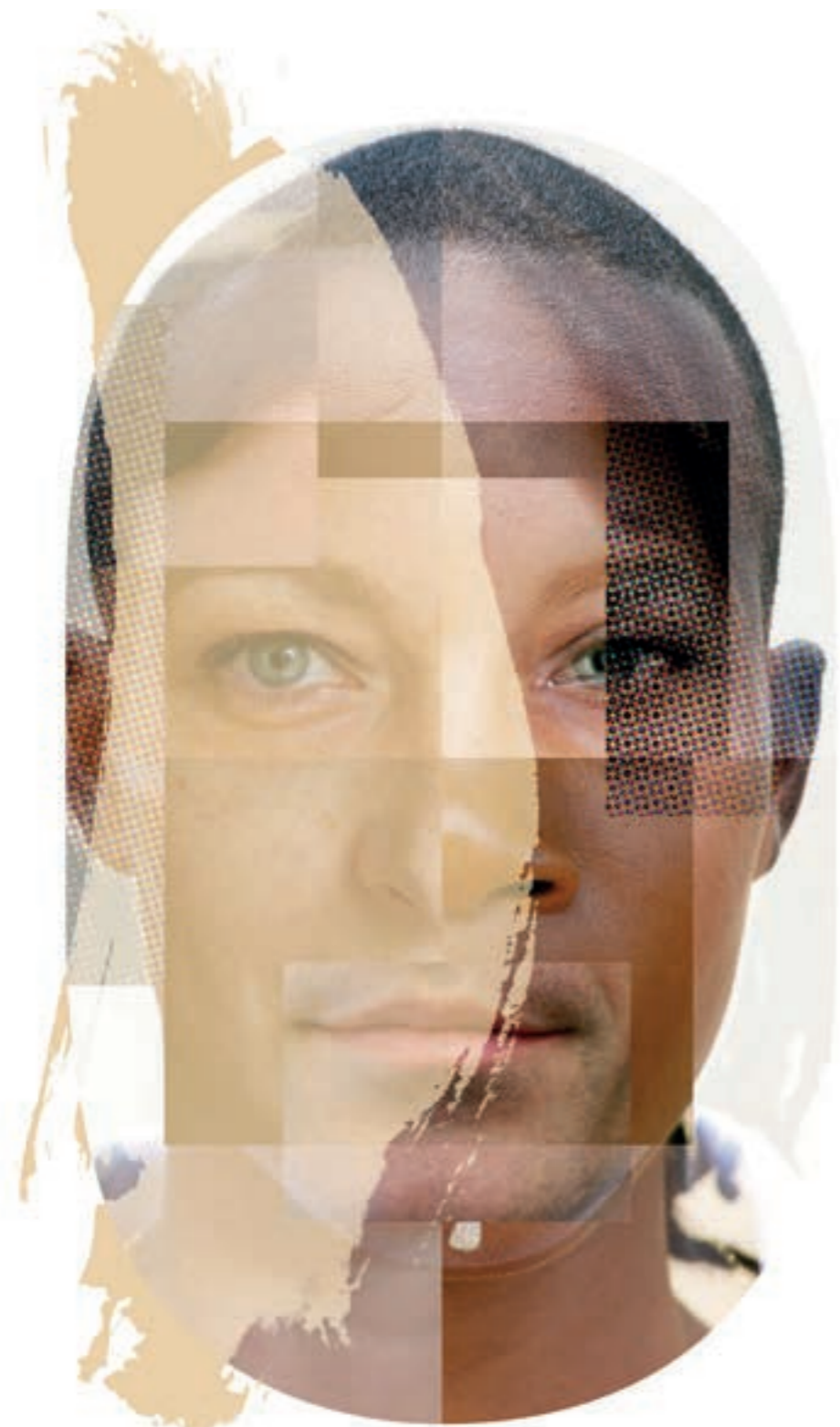
politiques de jeunesse, je sais combien il est important de transmettre à tous les jeunes les valeurs de la République ; mais aussi de leur montrer que, quelles que soient leur origine, leur couleur de peau, leur religion, la France est leur pays et qu'ils y ont toute leur place.

La Fondation aidera à partager ces messages, à travailler grâce à l'histoire et à la culture à renforcer la citoyenneté et le sentiment d'appartenance à la Nation. Alors que le service national universel doit être généralisé l'année prochaine, je prendrai connaissance avec attention des propositions que la Fondation pourra faire pour nourrir les programmes proposés dans les territoires et enrichir cette belle idée.

Mesdames et Messieurs, en venant ici aujourd'hui, je ne voulais pas simplement saluer l'initiative audacieuse que le musée d'Orsay a eue en organisant l'exposition « Le modèle noir ». Je suis venu pour marquer le soutien du gouvernement à une initiative portée par deux Présidents de la République et mise en œuvre grâce à l'action de deux anciens Premiers ministres, Lionel Zinsou, l'auteur du rapport qui a relancé l'idée d'une institution pour la Mémoire de l'Esclavage après Edouard Glissant en 2007, et Jean-Marc Ayrault qui a porté ce projet jusqu'à sa concrétisation et qui va maintenant présider à sa mise en place.

Cette Fondation répond à un véritable besoin. Mais elle aura aussi besoin de vous tous, professionnels de la culture et du patrimoine, militants, artistes, chercheurs. C'est le sens de ces Rencontres et je vous souhaite maintenant un bon travail pour ces deux journées de découverte et d'échanges.

Je vous remercie.



LE PAYSAGE CULTUREL DE L'ESCLAVAGE : HÉRITAGES ET CRÉATIONS

VERS UN RÉSEAU DES INSTITUTIONS CULTURELLES ET PATRIMONIALES

En déplaçant des millions de personnes d'un continent à l'autre, en construisant un système d'exploitation et de hiérarchisation de l'altérité qui a fonctionné pendant des siècles et imprimé sa marque dans les sociétés, les cultures et les mémoires sur tous les continents, la traite et l'esclavage colonial ont façonné le monde dans lequel nous vivons.

Le Président de la République a confirmé la création en 2019 de la Fondation pour la mémoire de l'esclavage. Il a également désigné le Mémorial ACTe, en Guadeloupe, comme réponse à la demande d'un musée national de l'esclavage.

Ces vingt dernières années, les expériences se sont multipliées partout dans le monde pour faire resurgir les empreintes de cette histoire et montrer son influence sur la création contemporaine et les expressions populaires. Aux États-Unis, au Brésil, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, au Ghana, au Bénin, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, à Cuba, à Maurice... de nouvelles institutions ont été créées, d'anciennes institutions ont été transformées, des sites ont été découverts ou réinvestis, chaque initiative traduisant une approche particulière de ce passé et de ses traces.

En France, après des décennies d'initiatives à des échelles diverses, l'État prend une position claire avec la loi Taubira¹ de 2001, qui reconnaît l'esclavage comme crime contre l'humanité et crée le Comité Pour la Mémoire de l'esclavage qui deviendra le Comité National pour la Mémoire et l'Histoire de l'Esclavage. Les collectivités territoriales réalisent des projets d'envergure comme le Mémorial de l'abolition à Nantes (2012) ou le Mémorial ACTe à Pointe à Pitre (2015). Des sections de musées sont ouvertes à Nantes, à Bordeaux, à La Rochelle, au Havre, à Lorient. Des monuments aux victimes ainsi que des parcours de tourisme mémoriel apparaissent comme le regroupement de sites composant la « Route des abolitions » en Bourgogne, Franche-Comté, Alsace. Des fêtes et cérémonies de commémoration s'imposent dans l'espace public. Le travail de la recherche se structure et s'internationalise grâce notamment à la création du laboratoire international CIRES. Enfin, sous l'impulsion d'artistes et d'auteurs comme Edouard Glissant, l'accent est désormais mis sur l'apport singulier à la culture mondiale des sociétés ultramarines post-esclavagistes dans un « Tout monde » marqué par la « créolisation ». Les actions patrimoniales ont ainsi pris des formes diverses ouvrant de nouveaux champs de recherches et de collections. Des pistes d'investigations inédites ont commencé à défricher le paysage culturel façonné par

¹ – Loi n°2001-434 du 21 mai 2001 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crime contre l'humanité

cette première mondialisation dont on peut trouver des traces dans la plupart des institutions culturelles ou patrimoniales.

Alors que la création de la Fondation marque une nouvelle étape dans la prise de conscience de ces enjeux dans l'espace francophone, ces Rencontres inaugurales ont permis un retour critique sur le fait colonial dans un cadre à la fois scientifique et militant. Des acteurs et opérateurs du monde entier ont été invités à faire le point sur les pratiques et les initiatives destinées, en France et à l'international, à identifier, acquérir, conserver, documenter et valoriser, en un mot transmettre aux publics les plus divers, l'état de la connaissance sur l'esclavage et ses multiples héritages. Croisant approche scientifique et perception artistique, elles ont donné la parole à des responsables d'institutions culturelles ou patrimoniales (archives, musées, sites ou monuments historiques, Inventaire, architecture, urbanisme), des chercheurs et des artistes et ont mis en valeur les initiatives les plus récentes de valorisation du patrimoine matériel et immatériel, artistique et culturel, urbain et naturel. Des performances artistiques les ont enrichies de la perception des créateurs. Enfin ces approches ont été complétées par l'observation des techniques mises en œuvre pour évoquer des sujets voisins quant à leur dimension dramatique (musée de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge de Genève). Elles ont relié ces réflexions aux grandes questions qui animent aujourd'hui les institutions culturelles et patrimoniales : comment montrer l'empreinte que la traite et l'esclavage, leurs abolitions, les résistances et le marronnage ont laissée sur les sociétés modernes ? Comment éduquer le regard à la percevoir partout où elle s'exprime ? Comment en faire partager le sens et les enjeux à tous les publics, et notamment à la jeunesse ? Comment le souvenir de ce fait social total continue-t-il à façonner les imaginaires et à inspirer les artistes contemporains, dans toutes les disciplines ?

Ces actes arrivent à un moment charnière qui marque la fin du travail de préfiguration de la Fondation. Sa création doit permettre de mettre en place des outils propices à amplifier à l'échelle nationale les nombreux chantiers déjà ouverts, grâce aux initiatives de la société civile et à l'engagement des institutions publiques, autour de l'identification et du recensement des ressources, de la transmission, de la formation, de la sensibilisation et de la mobilisation autour d'une cause qui touche aux principes mêmes de la République.

Les enjeux de la mémoire de l'esclavage ont une portée universelle, quand ils soulignent les liens entre la traite esclavagiste, le colonialisme et le racisme. C'est ce qu'Aimé Césaire dit dans son « Discours sur le colonialisme » : « que la colonisation déshumanise l'homme même le plus civilisé ; que l'action coloniale, l'entreprise coloniale, la conquête coloniale, fondée sur le mépris de l'homme indigène et justifiée par ce mépris, tend inévitablement à modifier celui qui l'entreprend ; que le colonisateur qui, pour se donner bonne conscience, s'habitue à voir dans l'autre la bête, s'entraîne à le traiter en bête, tend objectivement à se transformer lui-même en bête. C'est cette action, ce choc en retour de

la colonisation qu'il importait de signaler »². Nous vivons aujourd'hui dans une société bâtie sur une chaîne de négations, de violences et d'oublis qui sont les traces de l'espace colonial, zone de reconnaissance inéquitable dans la République.

Sandra Sunier³ rappelle que la Déclaration Universelle des droits de l'homme (10 décembre 1948) et la convention de Genève⁴ de 1951, dans le bouillonnant début des combats de libération en Afrique et en Asie, ont marqué la législation internationale sur la protection de la dignité humaine.

« Considérant que les termes **« afrophobie » et « racisme anti-Noirs »** font référence à une forme particulière de racisme, qui comprend tout acte de violence ou de discrimination qui s'inscrit dans la continuité de violences historiques ou qui fait intervenir des stéréotypes péjoratifs et qui mène à l'exclusion et à la déshumanisation des personnes d'ascendance africaine, et que cette forme de racisme est le **fruit des structures historiquement répressives du colonialisme et de la traite transatlantique des esclaves**, comme l'a reconnu le commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe »⁵, le Parlement européen, dans sa résolution du 26 mars 2019 sur les droits fondamentaux des personnes d'ascendance africaine en Europe réaffirme que « la continuité entre l'antan de l'esclavage et le temps présent est aussi dans l'histoire des faits politiques et économiques. Il n'y a pas de vide du temps entre la colonisation, le commerce triangulaire et le colonialisme ; ce ne sont pas des phénomènes radicalement différents nés par génération spontanée. Le colonialisme est la suite et la conséquence de l'esclavage ». Les gouvernements européens sont donc appelés à élaborer « des stratégies nationales de lutte contre le racisme axées sur la réduction de l'écart entre les personnes d'ascendance africaine et le reste de la population dans les domaines de l'enseignement, du logement, de la santé, de l'emploi, des relations avec la police, des services sociaux, du système judiciaire et de la participation et de la représentation de ces personnes en politique, et d'encourager leur participation aux programmes de télévision et autres médias pour mettre un terme à leur sous-représentation ainsi qu'à l'absence de modèles pour les enfants d'ascendance africaine ».

Les institutions européennes et les États membres sont également encouragés « à reconnaître officiellement l'histoire des personnes d'ascendance africaine en Europe, y compris les injustices passées et présentes et les crimes contre l'humanité, comme l'esclavage, la traite transatlantique des esclaves ou les actes perpétrés dans le cadre du colonialisme européen, de même que les grandes réussites et les contributions positives réalisées par

2 – Césaire Aimé, 1950, Discours sur le colonialisme, éditions Réclame, quatrième édition- 1955, Editions Présence Africaine

3 – Sandra Sunier est responsable du département des expositions et des publications au Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge de Genève. (Intervenante voir p.12)

4 – La Convention de Genève relative au statut des réfugiés est un texte de droit international qui définit à la fois ce qu'est un réfugié, quels sont ses droits et enfin quelles sont les obligations des États signataires à son égard.

5 – European Parliament 2018/2899(RSP) - Resolution on fundamental rights of people of African descent in Europe - Considérant B

ces personnes, en observant (...) la Journée internationale de commémoration des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves et en consacrant un mois de l'année à l'histoire noire »⁶.

C'est dans cette vaste entreprise de réparation symbolique que s'inscrit le réseau patrimonial et culturel animé par la Fondation pour la Mémoire de l'Esclavage, qui invitera les institutions qui en seront membres à réfléchir et à agir pour donner une plus grande visibilité et un plus grand dynamisme au paysage culturel de l'esclavage, de ses héritages et de son inestimable potentiel créatif.

6 – 2018/2899(RSP) European Parliament- Resolution on fundamental rights of people of African descent in Europe

Réparations

Remise en bon état d'une construction, d'une habitation, remise en état de marche d'un mécanisme, d'un dispositif ; résultat de cette action.
Dédommagement d'un préjudice par la personne responsable, soit en rétablissant la

situation antérieure, soit en versant une somme d'argent.
Cette notion juridique et morale est au centre de nombreuses questions de société au niveau local, national et international, pour mettre en place des moyens de compensation de la traite négrière transatlantique, et par extension de la période esclavagiste, coloniale et post-coloniale.
La Réparation peut prendre plusieurs formes : réparations financières individuelles ou collectives, réparations morales, et réparations mémorielles.

« Les esclavagistes ont pu léguer une fortune à leurs descendants, les esclaves eux, n'ont pu léguer que leur misère. Le remboursement des préjudices subis se traduirait par un vaste programme gouvernemental instituant des mesures de compensation. »

Martin Luther King

"Tou lé béké ki isi dan, tou lé esplwatè ki isi dan, yo ké obligé séparé tou sa yo volé zansèt an nou epi komès santenn é santenn lanné. Sa vlè di ke tout atrosité yo ka fè nou, tout rasist yo ka fè nou, tout diskriminasyon yo ka fè nou a l'embauche adan les entreprises, yo ké obligé arété sa. Sa vlè di ke péyi-La sa ké péyi an nou."
Elie Domota, porte-parole du LKP

Bricoler " G.E.T. O.U.T. O.F. M.Y. S.H.I.T. !!! " dans l'incurable

« Que la question des réparations soit posée, je le comprends, mais les enjeux sont beaucoup plus de travailler à lutter contre les représentations racialisées, racialisantes des personnes issues de l'esclavage. C'est un enjeu sociétal et politique beaucoup plus important. »

Myriam Cottias, historienne et présidente du Comité national pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage

« Le sentiment d'injustice est fort, la domination coloniale, la domination raciale et la domination économique conjuguant leurs effets délétères. Mettre en place une logique de réparation permettrait de sortir par le haut de ce contentieux historique. Il faudrait un processus en trois temps : reconnaissance, réparation et réconciliation. La reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité a été obtenue par la Loi Taubira. La réconciliation véritable, objectif final, ne pourra se faire sans réparation véritable. »

Louis-Georges Tin, président du CRAN





Chantal Loïal, chorégraphe et danseuse.

I – L’altérité du corps dans le travail artistique

QUAND LE DISCOURS COLONIAL S’INSCRIT DANS LES CORPS

La performance de Chantal Loïal⁷ met en chorégraphie le corps de Sawtche (Saartjie Baartman, Gamtoos, Afrique du sud, vers 1789- Paris, France, 1815) baptisée dans le contexte colonial « la Vénus Hottentote ». Son squelette et le moulage de son cadavre réalisé par Georges Cuvier⁸ ont été exposés au Museum national d’Histoire Naturelle à Paris pendant près de cent ans, après qu’elle a été auscultée, de son vivant, par des zoologues, dont Geoffroy Saint-Hilaire⁹. D’emblée son corps est l’objet d’interrogations sexuelles. Georges Cuvier observe l’importance des petites lèvres, cette conformation sera qualifiée de « tablier hottentot ». La « bonne » société de l’époque y voit un symbole de concupiscence.

Réclamés par Nelson Mandela alors qu’il était président de l’Afrique du Sud, ses restes sont restitués à son pays d’origine, en 2002. Toute l’Europe aura pris sa part de responsabilité sur le sort de Sawtche qui sera contrainte d’exhiber pendant des années ses fesses¹⁰ et ses seins en poussant des cris d’animal et en dansant d’une manière de plus en plus érotique, en Angleterre, aux Pays-Bas, en France. Le regard des Européens des années 1800 renvoie ainsi la jeune femme, vivante ou morte, aux frontières entre l’humanité et l’animalité.

Chantal Loïal montre par son travail de danseuse chorégraphe que ces aprioris, énoncés par la science à l’orée du XIX^e siècle, s’ils ne sont plus formulés dans les mêmes termes et avec la même violence, n’ont pas totalement disparu en Europe au XXI^e siècle. Son corps pose questions dans l’exercice de son métier de danseuse chorégraphe. La « différence » physique, perçue par elle-même, le public, les producteurs de spectacle, suscite une écriture artistique, chorégraphique autre : « ce que je danse dans ma propre compagnie serait moins valable que la même chose dans la Cie Montalvo-Hervieux, une compagnie d’un chorégraphe blanc ». Elle ressent que le regard sur les corps comme le sien cantonne toujours son travail à la marge, « on nous renvoie à notre prétendue histoire, à nos traditions, à notre identité culturelle », dit-elle. Dans sa compagnie, elle mène un travail avec des corps multiples, elle les « démocratise ». Elle déplore que ces corps soient exclus des ballets contemporains, à l’Opéra comme sur les scènes nationales. « **Pourquoi l’altérité**

7 – Chantal Loïal, chorégraphe, intervenante (voir p.10)

8 – Lors d’une communication à l’Académie de médecine en 1817, Georges Cuvier (1769-1832) déclara « Les races à crâne déprimésont condamnées à une éternelle infériorité ». A la suite de la sortie du film « Venus Noire » d’Abdellatif Kechiche, une polémique parisienneest née, en 2010, alors que le journaliste scientifique et producteur de l’émission « science publique » sur France culture posait« la question de l’opportunité d’une rue Cuvier à Paris aujourd’hui ».

9 – Dans un rapport du 1er avril 1815, il note « un commencement de museau encore plus considérable que celui de l’orang-outang rouge qui habite les plus grandes îles de l’océan indien » et remarque « la prodigieuse taille de ses fesses ».

10 – Qualifiées de « fat bum » en Grande Bretagne

ne parvient-elle pas à avoir sa place, que ce soit financièrement ou sur les plateaux ? ... Nous sommes très en colère. C'est très difficile de mener un **travail artistique** et un **combat politique** », lance-t-elle.

LES STIGMATES PSYCHOLOGIQUES INTÉRIORISÉS

Jacques Schwarz-Bart (musicien intervenant) :
« En fait il s'agit de quelque chose de plus dangereux que l'amnésie : c'est la diabolisation de nos origines africaines... Il y a une haine de nous-mêmes qu'on n'a pas encore digérée. C'est poussé très loin en termes raciaux, parce qu'encore aujourd'hui, souvent une mère qui a un enfant très noir, dira automatiquement que cet enfant n'est pas beau, que cet enfant a des cheveux laids, qu'il est mal sorti.

Il y a une diabolisation de nos origines africaines qu'il faut combattre. Mon chemin artistique a toujours été celui de la musique de résistance ». (Applaudissements)

Les stigmates liés à la couleur et aux postures corporelles sont intimement liés à l'espace insulaire de la plantation. L'île, dans son exigüité, est une plantation où on a besoin d'informations sur l'Autre. Quand Jean-François Manicom¹¹ croise des êtres humains, il a « un radar qui détecte la quantité de sang noir que les gens portent en eux. J'en déduis l'origine du passant, son nom probable, son salaire, la couleur de la peau de sa femme, les études de ses enfants, où il passe ses vacances, la marque de sa voiture et la race de son chien... » À titre personnel, Il « lutte contre ces marqueurs, en se disant qu'il est à Liverpool, que cela n'a aucune importance de savoir quel pourcentage de sang noir porte la personne qui arrive en face de lui. Pourtant c'est irréprouvable. »

Emmelie Prophète¹² rapporte qu'en Haïti, pourtant libérée du colonisateur depuis 1804, les marqueurs physiques hiérarchisés de la peau et des cheveux¹³ restent profondément discriminants. « Il y a de bons cheveux¹⁴ et d'autres non, c'est un combat du quotidien sur de toutes petites choses, dans les sociétés post coloniales où on a connu l'esclavage » dit-elle.

À la Réunion, pour le 170^e anniversaire de l'abolition, chaque ville a organisé ses festivités. Saint-Paul a proposé une reconstitution historique de débarquement de lots d'esclaves depuis la mer en chaloupe. Gilles Pignon rappelle que les photos dans les journaux montraient des descendants d'esclaves réunionnais très métissés, grimés en noir et portant des perruques de cheveux crépus, parce qu'eux-mêmes estimaient ne pas faire assez noirs en

11 – Jean-François Manicom est curateur à l'International Slavery Museum (Intervenant, voir p. 10)

12 – Emmelie Prophète, Directrice générale du Musée du Panthéon Haïtien (MUPANAHA) (Intervenante, voir p. 11)

13 – André Nathalie, Pizzorni Florence, 1998 *Les coiffures : une parole à démêler*, in Tropiques Métais, Le Seuil, RMN

14 – Gilles Pignon dirige le Service régional de l'Inventaire de la Réunion (Intervenant voir p 11)

l'état. « Dans l'exposition sur le maronage¹⁵, il a été préférable de ne pas donner un visage aux grands Marons¹⁶, car on ne connaît pas leurs traits », dit-il.

Cette haine à l'égard de soi-même et de ses semblables se retourne aussi à l'égard de ceux qui se sont auto-situés au sommet de l'échelle de cette hiérarchie raciale. Joby Bernabé¹⁷ regrette qu'en Martinique, « certains manifestent une hostilité anti-blancs, d'une manière tout à fait primaire, par réaction ». Il souligne les effets parfois inversés de certaines réalisations destinées à montrer l'histoire de l'esclavage. « Certains publics sortent du visionnage d'un film sur l'esclavage encore plus en colère, parce qu'ils confondent le passé et une réalité présente où on doit se projeter ». « Il faut de plus en plus éclairer les gens pour qu'ils comprennent » et il appelle de ses vœux que « ce genre de réunion, comme Patrimoines Déchaînés, puisse rejaillir à différents niveaux, jusqu'aux scolaires, pour que les gens ne restent pas ignares ».

Jacques Martial¹⁸ résume en un mot pour une centaine : « sur le nombre de termes pour décrire le Noir du plus foncé au plus clair, Lyne-Rose Beuze comptait 160 termes, Bertrand Dicale¹⁹ dans son livre « Ni noire ni blanche » parle de plus d'une centaine. En Français, parlons clair : il n'y a qu'un seul mot pour dire « Blanc ». (Applaudissements)²⁰ ».

QUAND LA « MODERNITÉ OCCIDENTALE » EST FONDÉE SUR LES PRINCIPES COLONIAUX

À partir du XVI^e siècle, les puissances européennes ont mis en place un système colonial et ont conçu progressivement un système de valeur basé sur les origines et leur marquage physique. Ce système a pu être justifié moralement et juridiquement par la constitution idéologique du phénotype comme critère d'organisation de la société. Cette vision du monde fondée sur une hiérarchie des couleurs au sommet de laquelle dominerait la « race blanche » a profondément marqué le regard occidental sur le monde, sur les rapports entre les personnes, entre les nations, entre les cultures. Plusieurs siècles de domination ont permis de le diffuser largement et de l'ancrer profondément dans les esprits.

15 – L'auteure de cette synthèse fait le choix d'orthographier ce terme qui qualifie l'acte de s'échapper de la plantation où l'on est maintenu en esclavage : « maronage » avec un seul r et un seul n, et les hommes qui prenaient le chemin de la liberté, les Marons (l'orthographe commune en est marronnage, Marrons). Voir les raisons infra p.66 Revoir le vocabulaire et la sémantique, (Intervenant, voir p 11)

16 – Voir note 15

17 – Joby Bernabé est un poète-diseur de mots (Intervenant, voir p 8)

18 – Jacques Martial est Président du Mémorial Acte (Intervenant voir p. 11)

19 – Bertrand Dicale est l'un des animateurs des Tables rondes de Patrimoines Déchaînés.

20 – Si cette assertion traduit un ressenti généralisé, il convient de la nuancer. « La couleur blanche a, elle aussi, figuré dans un nuancier subtil : au Royaume-Uni entre 1840 et 1930, il existait une hiérarchie marquée entre les Anglo-Saxons et les minorités ethniques blanches considérées comme inférieures (ex : les Irlandais). En Europe, il en était de même pour les « faciès juifs et la race juive » jusqu'à la deuxième moitié du XX^e s. Les Hindous sont considérés comme « blancs » aux USA mais comme « colorés » en Grande Bretagne... La « race » n'est pas ce qu'on voit, c'est ce qu'il y a derrière ce qu'on voit : les représentations, l'imaginaire » (cité par Charles-Nicolas A., 2018, L'esclavage : quel impact sur la psychologie des populations ? Collection Campus essais, p.57)

Krystel Gualdé²¹ constate que le regard qu'elle porte sur le monde et, très concrètement, sur les objets et les œuvres du musée de Nantes dont elle assure la direction scientifique s'inscrit inconsciemment dans une pensée, dans un système, dans une histoire en continuité avec ce qu'elle appelle le modèle de « la modernité occidentale ». « C'est un regard porté sur l'autre dans **un rapport de domination qui innerve tous les éléments de la société qui en est le fruit et l'auteur**. C'est aussi la pensée attendue en règle générale : les lettres de noblesse, les diplômes, les titres universitaires, sont validés en ayant intégré le regard colonial. Se défendre de l'imbrication des valeurs culturelles et des scories coloniales, insidieux mélange imposé, c'est être en résistance contre un modèle de pensée largement partagé. »

Ce n'est pas l'exclusivité des colonisateurs, les pays colonisés sont aussi concernés. En effet, dans les territoires sous domination française, le pouvoir colonial a impulsé et contrôlé la production de savoirs scientifiques et scolaires, de leur élaboration à leur validation et à leur diffusion. Emmelie Prophète confirme la force de cette imprégnation qui se ferait toujours sentir en Haïti après plus de deux siècles d'indépendance : « Il y aurait beaucoup à dire sur la manière dont les diplômes sont décernés, et dont l'histoire elle-même est enseignée, en Haïti, parce que, de fait, **les institutions sont restées dans « la bibliothèque coloniale** pour citer Valentin-Yves Mudimbe²² »

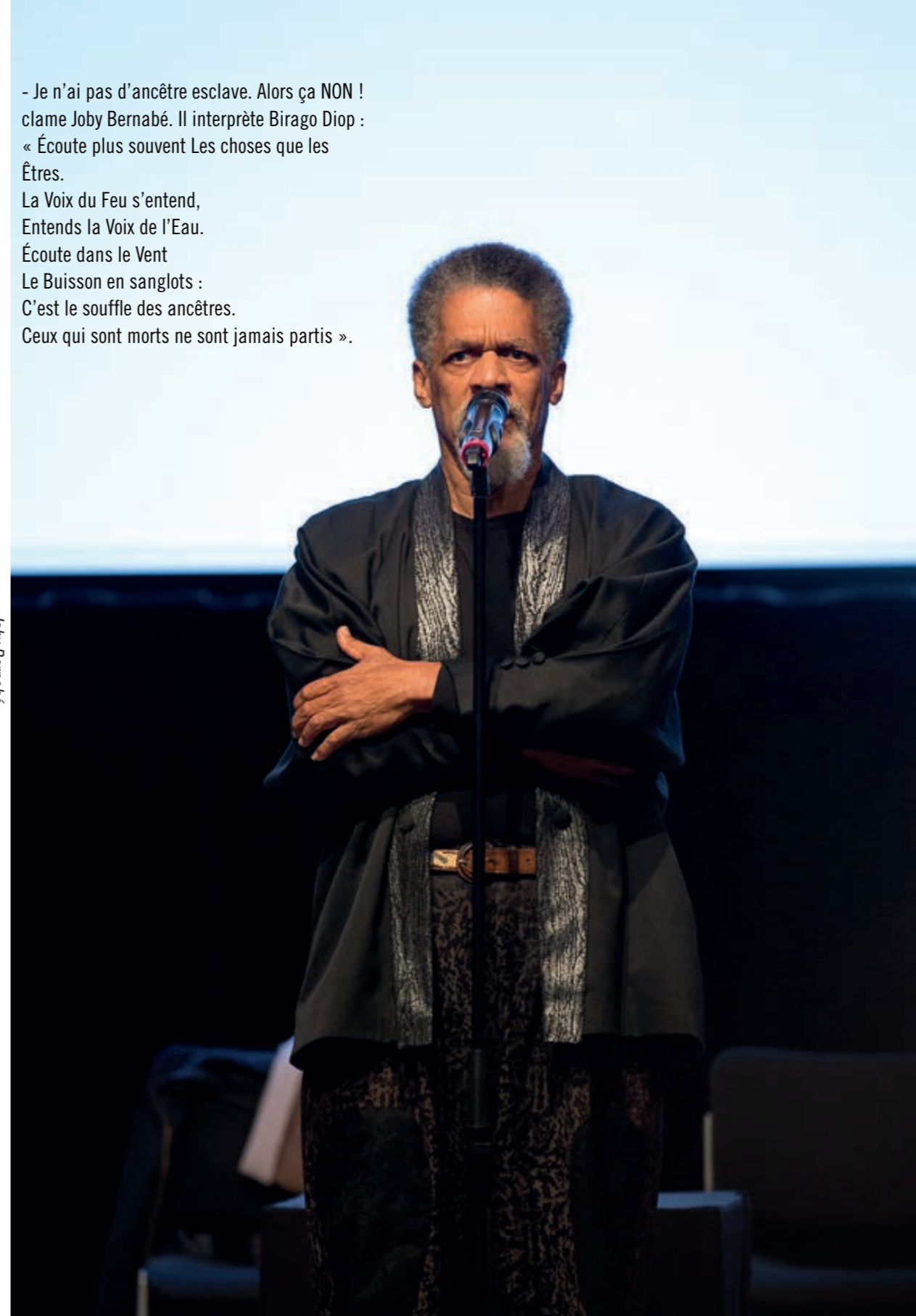
À quelque niveau d'échelle sociale ou culturelle, quelle que soit leur origine, tous les Français sont imprégnés, de manière inconsciente souvent, des principes marqués par la période coloniale. En prendre conscience, est déjà un grand effort et le début d'un travail de résistance.

21 – Krystel Gualdé est directrice scientifique du Musée d'histoire de Nantes (Intervenante, voir p. 9)

22 – Mudimbe V.Y., 1988, *The Invention of Africa, Gnosis, Philosophy and the Order of Knowledge*, Indiana University Press, Bloomington and Indianapolis, James Currey, London.

- Je n'ai pas d'ancêtre esclave. Alors ça NON !
clame Joby Bernabé. Il interprète Birago Diop :
« Écoute plus souvent Les choses que les
Êtres.
La Voix du Feu s'entend,
Entends la Voix de l'Eau.
Écoute dans le Vent
Le Buisson en sanglots :
C'est le souffle des ancêtres.
Ceux qui sont morts ne sont jamais partis ».

Joby Bernabé



II – Apprendre à décoder les attitudes marquées par la pensée coloniale

PRENDRE SUR SOI POUR SE « REPENSER »

« Devant une carte de l'Afrique datée du XVII^e s., il faut se dire que même cette carte porte une vision qui est déjà une pensée coloniale de l'Afrique. Cette carte dit aux gens qui l'observent, dès sa création au XVII^e s... : regardez, en Afrique, il n'y a que les comptoirs que nous avons créés sur la côte ; à l'intérieur il n'y a rien, ni ville, ni culture, ni royaume. Venez vous servir ! ; Ce qui a été difficile, c'est de prendre conscience de tout cela. »
(Krystel Gualdé)

« Engager une institution dans un processus de « décolonisation » des interprétations portées sur les objets, les parcours, les discours, au sens où le musée de Nantes l'a initié avec l'exposition « Expressions décoloniales », repose avant tout sur une prise de conscience individuelle du chef de projet qui doit se débarrasser des prérequis imprimés par le moule des études classiques.

« D'une part, lutter contre ce qui vous a façonnée, ce que vous avez acquis au cours de vos études et qui fonde la légitimité de votre discours. Les artistes s'octroient la liberté d'exprimer leur propre chemin et on l'accepte parce que ce sont des artistes. Par contre les historiens et les conservateurs se l'interdisent ». (Krystel Gualdé). Il est communément admis que la parole des experts doit échapper au subjectif, qu'elle doit reposer sur une neutralité de principe. Il est, au contraire, nécessaire de prendre conscience de la relativité de cette posture ; et de repérer, dans ses propres interprétations, la trace des préjugés issus de l'idéologie coloniale pour sortir des stéréotypes et des idées reçues et ouvrir de nouveaux chemins.

« Le deuxième obstacle réside dans les objets eux-mêmes. Car ils parlent aussi, et plus fort que les médiateurs qui les mettent en scène. Les objets du Musée d'histoire de Nantes sont des objets coloniaux puisque ce sont des objets négriers. Ils véhiculent, en plus de leur propre histoire qu'est l'histoire coloniale, une vision de l'Autre. On ne voit pas tout de suite ce deuxième message, parce qu'on a intégré certaines interprétations. Cette prise de conscience ne vient pas d'un coup. Ce n'est pas évident. **Cela nécessite de renverser le modèle, son mode de penser, de faire preuve de modestie.** »

Il faut abandonner l'idée que parce qu'un document date du XVII^e siècle, il est parfait. Tous les historiens savent qu'une archive peut être fautive. Tous les conservateurs savent

qu'on peut tout faire dire à un objet. Ce qui compte, c'est le regard qu'on porte sur l'objet et sur l'Autre. C'est un travail de résistance par rapport à soi-même et par rapport à notre mode de construction. Comment fait-on pour se débarrasser de nos mécanismes acquis devenus des automatismes ? »

Faire ce difficile travail sur soi est insuffisant. Il faut entraîner avec soi l'ensemble de l'équipe, notamment les médiateurs, afin qu'ils conduisent les visiteurs à faire ce même chemin. C'est aller à contre-courant de la pensée attendue, pourtant parfois avec les meilleures intentions du monde. « Depuis l'ouverture, nous avons lancé des travaux d'éducation contre le racisme » dit Krystel Gualdé. Mais il est difficile de faire taire ce que l'objet véhicule. « Il faut beaucoup de temps de discussion et de l'acceptation de soi. Admettre

que l'on a des préjugés : que les racistes ne sont pas que les autres. Nous avons grandi dans un mode de pensée dominant qui, de fait, a racialisé les relations. Les historiens eux-mêmes s'y sont construits. Cette conscientisation soulève beaucoup de questions dans les équipes, remet tout en cause, y compris notre manière de nous adresser aux visiteurs. »

RECONNAÎTRE QU'ON A À APPRENDRE DU NON-SPÉCIALISTE

Cette prise de conscience contient en elle-même la mise en concurrence de la parole de l'expert. Elle suggère que la voix de l'expert échappe à sa neutralité affirmée, qu'elle est sujette à l'empreinte d'un discours dominant, qu'elle est incomplète et ne suffit pas à délimiter les contours d'une réalité sociale. La parole de chacun aujourd'hui se libère, et, décomplexée, range celle du « sachant » légitimée par l'autorité, comme un élément parmi d'autres dans une conversation sociale plus ouverte.

Les médiateurs du patrimoine qui remettent en cause l'interprétation des objets transmises de la période coloniale admettent que **les communautés d'intérêt et communautés patrimoniales, disposent de savoirs, sur ce qui les concerne,**

« Dans le cadre du Museum de Toulouse, des partenariats sont passés avec plusieurs laboratoires de recherche et des associations, comme l'Association « Chercheurs d'autres » par exemple. L'objectif est de développer une véritable collaboration autour de la patrimonialisation de ces savoirs. On mêle une expertise d'usagers et une expertise de scientifiques européens occidentaux, qui croisent leurs regards sur nos herbiers, nos collections, et, parfois, nos muséographies... Les populations locales, et les « sachants » indiquent comment ils acceptent de transmettre leurs connaissances aux publics, avec quel type de vocabulaire, par exemple. Cela va au-delà d'une autorisation, c'est aussi une véritable coopération. Les mots y prennent toute leur importance, il s'agit de coopération, d'opérer avec, ensemble ; c'est aussi une re-connaissance, renaître avec... Faire découvrir ces connaissances à la population toulousaine et à tous nos publics, prendre conscience qu'il s'agit d'un de leur patrimoine qui appartient à l'histoire de la France, à l'histoire de son environnement... et permettre ainsi de découvrir ces populations de Guyane – les Bushinengés- qui sont extrêmement vivantes et qui ont énormément de choses à nous apprendre ». (Isabel Nottaris, directrice adjointe du Museum de Toulouse, Intervenant voir p. 11)



Africae nova tabula, carte datée de 1644, musée d'histoire de Nantes, inv.927.10.1 ©Musée d'histoire de Nantes

que les institutions n'ont pas. Ces connaissances viennent compléter et quelquefois réorienter le corpus des données et des ressentis, des interprétations, qui constituent un fait social.

Dans une logique de démocratie participative, de développement durable, d'économie collaborative et de reconnaissance des droits culturels²³, la question de fond est de savoir comment on intègre les publics dans les politiques culturelles et quels sont les risques de cette intégration.

Les institutions doivent s'intéresser à leurs relations avec les publics. « Par l'observation et la recherche sur les espaces de création et de circulation de contenus (quelle qu'en soit la valeur du point de vue scientifique) que sont les réseaux sociaux, les institutions pourraient mieux comprendre les dynamiques à l'œuvre sur les questions de mémoire ». (Dominique Taffin²⁴). « La question des sources privées est fondamentale sur le sujet de l'esclavage et de ses héritages, y compris pour des familles dont les ancêtres ont possédé des esclaves ».

« La collecte de données participatives, selon la technique du *crowdsourcing*, se révèle très pertinente pour l'analyse des images (photographies, gravures, portraits...). Elle est cependant rarement mise en œuvre par manque de temps, de moyens, de personnes... » (D. Taffin).

Lyne-Rose Beuze insiste sur l'urgence des enquêtes collectives de mémoire et d'anthropologie à mener auprès des personnes âgées. L'un des héritages de l'esclavage réside dans la continuité et la variation des conditions qui rendent l'oppression raciale encore possible aujourd'hui. Ces conditions peuvent être analysées avec précision en reconstituant l'histoire familiale des descendants des Africains victimes de la traite (démarche historique) et en rassemblant les souvenirs oraux des aînés, des voisins et des membres de la famille qui les ont connus. Il s'agirait, comme le propose B.P. Bowser²⁵, de tenter une cartographie des conditions et des circonstances vécues par l'ensemble des communautés considérées. De nombreux problèmes apparemment individuels pour ces personnes trouvent leurs racines dans des expériences familiales et communautaires – c'est-à-dire dans l'histoire.

23 – Art 22, Déclaration universelle des droits de l'homme : toute personne « est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité ». Dans la « Déclaration de Fribourg sur les droits culturels » en 2007, un collectif indépendant revendique ce droit comme fondamental et définit l'identité culturelle comme « l'ensemble des références culturelles par lesquelles une personne, seule ou en commun, se définit, se constitue, communique et entend être reconnue dans sa dignité ». En France la loi NOTRe n° 2015-991 art 103 -anciennement 28A amendé au Sénat, précise : « la responsabilité en matière culturelle est exercée conjointement par les collectivités territoriales et l'Etat dans le respect des droits culturels énoncé par la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de 20 octobre 2005 ».

24 – Dominique Taffin a dirigé les Archives de la Martinique (Intervenante, voir p.12)

25 – Bowser Benjamin P., 2018, Comment analyser l'héritage psychologique de l'esclavage ? In L'esclavage : quel impact sur la psychologie des populations ? Editions IDEM coll. Campus, p.115, 116

Isabel Nottaris²⁶ s'appuie sur son expérience de mise en place de la Maison des cultures et des mémoires de Guyane pour insister sur l'indispensable participation des communautés et des diasporas qui sont en lien avec les territoires, à la construction des programmes qui les concernent.

METTRE EN PLACE DES INSTANCES OUVERTES, INCLUSIVES ET PARTICIPATIVES

Si la société contemporaine développe la volonté de se défaire de la part négative laissée par l'héritage des siècles d'esclavage, il faut reconnaître les dommages subis, les comprendre et les réparer. La société civile a joué un grand rôle dans la création des lieux de mémoire. Lyne-Rose Beuze rappelle qu'en Martinique²⁷, il n'y avait pas d'instance culturelle institutionnelle avant les lois de décentralisation (1982) et **c'est Aimé Césaire²⁸ qui a créé une commission culture** dont l'une des premières missions a été **d'ouvrir le musée d'histoire et d'ethnographie²⁹**. Auparavant, la mémoire culturelle collective était portée par les seules associations.

Tous les intervenants de la table ronde « Savants, populations, communautés, associations mémorielles, tous experts, tous actifs ? » soulignent le **rôle pionnier** et transmetteur transgénérationnel **des associations** qui justifie et légitime la place qui doit leur être donnée dans le fonctionnement des instances officielles. Plus encore, précise Jean-François Chougnet³⁰, **la vigilance de la société civile** est sollicitée « pour rappeler régulièrement aux responsables des Institutions, la nécessité de ne pas se reposer dans la douce quiétude du patrimonial ». Cependant, cette affirmation largement partagée parmi les intervenants des Rencontres ne va pas sans soulever de nombreux problèmes qui expliquent que la mise en œuvre de processus participatifs et inclusifs, peine à passer de l'incantatoire à l'effectif. La table ronde tente de les passer en revue.

Ce serait un point de vue extrêmement simplificateur que de résumer la question de la participation à un dialogue entre Institution et société civile. Cette dualité n'existe pas. Il y a une grande diversité d'acteurs culturels tant civils qu'institutionnels (Dominique Taffin). La société civile n'est pas un ensemble homogène, surenchérit Jean-François Chougnet. « La

26 – Isabel Nottaris est directrice adjointe du Museum d'Histoire Naturelle de Toulouse et elle a été cheffe de projet de la Maison des cultures et des mémoires de Guyane (Intervenante, voir p. 11)

27 – C'est exact également pour tous les territoires ultramarins français.

28 – Comme président du Conseil Régional de la Martinique

29 – Aimé Césaire discours à l'Assemblée nationale 27 juillet 1981 - projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions : « La spécificité culturelle des Antilles, civilisation composite, avec un soubassement amérindien, un apport européen important et une dominante africaine évidente, c'est cela l'identité antillaise. Comment ne pas en tenir compte ? Ici, il ne s'agit pas de différence ; il ne s'agit pas de degré ; il s'agit d'un passage à autre chose. Il s'agit d'altérité et de singularité ; à quoi il faudrait sans doute ajouter la particularité linguistique qui fait de ces pays, je ne dirais pas des pays de bilinguisme, mais des pays de diglossie... »

30 – Jean-François Chougnet est Président du Mucem (Intervenant voir p.8)

Chantal Loïal, chorégraphe et danseuse.



liste fournie dans la question proposée pour cette table ronde : communautés, associations savantes, associations mémorielles... montre bien une grande diversité. Les modalités de dialogue sont diverses et différentes. Le travail qu'on a à faire avec les collectifs de chercheurs, d'universitaires n'est pas le même qu'avec une association mémorielle même si on s'est aperçu, autour des sujets tels que celui qui nous rassemble aujourd'hui, qu'il y avait une certaine porosité entre les chercheurs et les associations mémorielles. Il faut essayer de trouver des moyens différents. Avec les communautés de chercheurs on va être sur des formats relativement classiques en essayant d'instiller un peu de nouveauté : journées d'études, co-construction, séminaires au long court. La demande des associations mémorielles est souvent beaucoup plus classique, sans être évidente. Elle consiste en fait à disposer de cartes blanches, en réalité, sur l'organisation d'événements ; un musée doit-il les leur donner ? Je n'en suis pas absolument convaincu. Un musée doit garder une ligne éditoriale dans la programmation et ne pas être seulement un lieu d'accueil. Sur chaque terrain il faut trouver les bonnes méthodes de co-construction différentes d'un projet à l'autre, d'un interlocuteur à l'autre. ».

L'écueil suivant, non des moindres, porte sur la distribution et la légitimité de la parole. **La participation confronte l'Institution au défi de l'autorité.** « L'autorité de la parole, du discours est beaucoup plus partagée, disséminée à travers les réseaux sociaux, les différents acteurs... L'Institution qui autrefois représentait la neutralité, la permanence et l'autorité est discutée. Ce qui est une bonne chose, parce qu'il faut la réactualiser. Ce qui ne veut pas dire qu'il faut céder à des discours démagogiques (tout le monde expert...) » (D. Taffin). « Le public a besoin du musée, aujourd'hui, pour donner à voir et à comprendre ce que Fernand Braudel appelait le temps long, de donner des repères, des références, des points de confrontation, essayer de rétablir la continuité historique » (J-F. Chougnet).

« Chacun des interlocuteurs a des domaines dans lesquels il peut intervenir, mais on ne peut pas tout mélanger. Par contre, réactualiser une parole autorisée, parce qu'elle est argumentée, documentée, cela reste très important aujourd'hui. Si l'Institution conserve un rôle à jouer c'est quand même de porter cette parole. Énoncer une parole d'autorité, mais qui n'est pas une autorité verticale, le faire en dialogue. » (D. Taffin)

Quand l'institution accepte de partager l'autorité de sa parole, elle demande en contrepartie l'énonciation d'une base de travail reposant sur un minimum de principes auxquels adhèrent les parties. La rédaction d'une charte ou d'une convention fixant les valeurs communes est un préalable lorsque l'on veut travailler ensemble, même quand on a des désaccords, quand on doit faire face à des débats complexes. Isabel Nottaris, lors de la préfiguration de la Maison des Cultures et des mémoires de Guyane (MCMG) a participé à l'élaboration de cet outil essentiel au cadrage du dialogue avec les communautés amérindiennes et Bushinengés de Guyane.

Dominique Taffin, à la tête des Archives de Martinique a eu un projet de convention avec le CM98³¹ qui, lui-même, conduit beaucoup d'actions³², notamment pour des publics d'origine antillaise dans la Région parisienne. « **Il s'agit de se connaître, de se faire confiance et de définir comment on travaille**, sur quelles bases communes. La question des valeurs est aussi assez importante : les données recueillies sont pour tout le monde. Les porteurs de mémoire ne doivent pas être en concurrence les uns avec les autres. On doit vraiment partager et partager, ça va dans les deux sens. Il faut trouver des dénominateurs communs entre ce qui meut une association et ce qui meut une institution ». Ce consensus minimal est souvent difficile à établir.

Par ailleurs, « souvent les temporalités des associations et celles des Institutions publiques ne sont pas les mêmes », indiquent Dominique Taffin et Isabel Nottaris. Les associations demandent des résultats rapides alors que les institutions avancent sous le couvert de nombreuses validations, qui exigent du temps.

Des expériences collaboratives entre institutions et représentants de la société civile ont été tentées dans des contextes divers. Pour exemple, dans les pays qui ont été colonisés, et où l'institution muséale est perçue comme l'instrument colonial par excellence. Corinne Forest³³ témoigne de l'expérience mauricienne :

« C'est particulièrement vrai à Maurice où les musées sont l'héritage de la colonisation. Comme 70% de la population est descendante des engagés, il est absolument essentiel d'avoir un point de repère, un lieu dans lequel les Mauriciens puissent venir découvrir cette histoire. Tout a commencé avec l'inscription au patrimoine mondial de l'Unesco de l'Aapravasi Ghat³⁴ qui est un dépôt d'immigration où la population engagée arrivait, De là, un cadre de gestion pour le patrimoine a été établi qui n'existait pas à Maurice où la législation en faveur de sa protection est faible.

Ce cadre a permis de développer une recherche sur l'histoire de l'île jusque-là surtout basée sur du ressenti, même si les universitaires avaient déjà commencé le travail dans les années 90, et conçu des outils pour restituer le passé à la population. Évidemment le fait d'avoir eu l'Aapravasi Ghat inscrit au patrimoine mondial, il a fallu trouver un lieu de mémoire légitime historiquement. Le gouvernement a tout de suite voulu que le morne qui est un paysage culturel où se réfugiaient les Marons, soit aussi inscrit à l'Unesco, ce qui a été fait en 2008.

31 - . Le Comité Marche du 23 mai 1998 (CM98) est une association mémorielle antillaise qui s'est formée à la suite de l'organisation de la Marche du 23 Mai 1998, manifestation silencieuse qui avait alors mobilisé plus de 40 000 femmes et hommes, antillais, réunionnais, guyanais, de l'hexagone, pour la reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité.

32 - Retrouver ses aïeux esclaves avec l'aide de l'Atelier de Généalogie et d'Histoires des Familles Antillaises www.anchoukaj.org ; Comprendre et connaître l'histoire, la sociologie et l'anthropologie des sociétés nées dans l'esclavage colonial avec ; l'Université Populaire du CM98 ; Honorer la mémoire des victimes de l'esclavage colonial en organisant tous les 23 mai, la commémoration nationale des victimes de l'esclavage colonial en partenariat avec les associations antillaises, guyanaises et réunionnaises.

33 - Corinne Forest est Cheffe du département technique de l'Aapravasi Ghat Trust Fund, Maurice (Intervenante, voir p. 9)

34 - Candidature en 2005 et inscription en 2006.

« Il est toujours très délicat de créer des lieux qui parlent d'une histoire sensible et douloureuse qui fait resurgir dans la mémoire collective une certaine vision de cette histoire basée sur des ressentis, de l'affectif, vivifiée par des revendications sociales actuelles. La commande passée au muséologue consistait à trouver le discours susceptible de fortifier la cohésion nationale. Il fallait permettre l'appropriation par tous les Mauriciens et non pas seulement par une certaine catégorie ethnique qui se serait sentie directement concernée. Quand vous êtes descendant d'indiens vous appartenez à la majorité, quand vous êtes descendants d'esclaves, ce qui représente à peu près 30% de la population³⁵, vous êtes créoles et vous êtes plus ou moins marginalisés dans la société. Il y a énormément de revendications de la part de cette tranche de la population », développe Corinne Forest

Elle explique comment la réalisation du musée de l'Aapravasi Ghat Trust Fund, établissement public chargé de préserver, gérer et promouvoir le patrimoine lié à l'engagement a donc nécessité un exercice de conscientisation des concepteurs pour se convaincre et convaincre « qu'on fait un musée pour les gens, pour les visiteurs. Nous avons à donner des clefs de compréhension, mais on n'est pas là pour décider à leur place... Faire les questions et les réponses, n'est pas le rôle du muséologue. À Maurice, des études sur les publics ont été réalisées. L'histoire de l'île est peu enseignée à l'école, il y a donc place pour beaucoup de lacunes et de préjugés. On a donc répondu à des questions évidentes et simples que tout le monde se pose : c'est quoi un engagé ? C'est quoi un esclave ? C'est quoi la différence entre les deux ? Nous nous sommes servis des nouvelles technologies. Nous avons travaillé les messages qu'on voulait faire passer, avec des textes courts et directs. Pour le musée de l'esclavage en cours de conception, ce sont les mêmes questions qui surgissent et c'est important de faire ce travail d'*empowerment*, comme on le dirait en anglais. On doit donner la capacité aux gens de comprendre leur histoire et comprendre qui ils sont aujourd'hui. C'est très important pour la cohésion sociale et la compréhension de soi. »

Au Brésil, l'inscription sur la liste du patrimoine mondial du site archéologique du quai de Valongo, en 2017, dans la zone des docks de Rio de Janeiro, a constitué la pierre angulaire d'un projet de valorisation des représentations contemporaines de l'esclavage auquel ont été associés des habitants et des associations militantes et que Simone Pondé-Vassallo³⁶ a accompagné³⁷. « Ces vestiges symbolisent le point de débarquement par où est arrivé le plus grand nombre d'Africains rendus en esclavage aux Amériques ». On estime qu'un

35 – Il faut considérer un pourcentage beaucoup plus important en fait, car il convient de compter de fait toute la population d'origine africaine.

36 – Simone Pondé-Vassallo est professeur au département d'anthropologie de l'Université Fédérale Fluminense, UFF, à Rio (Brésil) (Intervenante, voir p. 12)

37 – Pondé-Vassallo Simone, 2015, Interventions urbaines et processus de patrimonialisation : la construction d'un territoire noir dans la zone portuaire de Rio de Janeiro (1980 et 2000), in Capone Stefania, Ramos de Morais Mariana, 2015, Afro-patrimoines, Culture afro-brésilienne et dynamiques patrimoniales, Les Carnets du Lahic n° 11 15

million d'Africains y auraient débarqué entre 1811 et 1830. « Le lieu témoigne du fait que 4 millions d'Africains ont été déportés au Brésil pour être réduits en esclavage. Parmi ces 4 millions, 2 600 000 sont arrivés par Rio de Janeiro. Le classement UNESCO rappelle le fait que le Brésil est le pays du monde vers lequel le plus grand nombre d'Africains victimes de la traite ont été déportés (à peu près un tiers) ».

Le classement par l'Unesco a été très important parce que ce projet a aidé à complètement renverser le discours sur l'identité brésilienne, traditionnellement axé sur l'idée d'un métissage harmonieux et d'une absence de préjugé racial. Il a mis en évidence dans les discours officiels (avant l'arrivée récente de l'extrême droite au pouvoir) le rôle du Brésil par rapport à l'esclavage et révélé le préjugé racial qui traverse encore aujourd'hui toute la société brésilienne : « Du haut en bas, on a une structure sociale racisée - plus on a la peau foncée, plus on tend à être en bas ».

« Cependant, l'inscription sur la liste de l'Unesco révèle des tensions très profondes. Autour du site classé par l'Unesco il a fallu délimiter une zone dite d'amortissement (le périmètre concerné par les recommandations de l'Inscription). À proximité, il y a la plus ancienne favela de Rio, celle qui est à l'origine du mot « favela » et a une histoire directement liée à l'esclavage et à la culture afro-brésilienne. Devait-elle être comprise ou non dans la zone d'amortissement ? Le processus du dossier de classement se faisait alors que Rio s'apprêtait à accueillir la Coupe du monde de Football de 2014 et les JO de 2016. Il y a eu beaucoup d'investissements et des travaux d'aménagements urbains de la mairie et du gouvernement fédéral précisément là où se trouvent ce site et cette favela. Au même moment, dans cette favela, ces travaux prévoyaient que quelques milliers de personnes soient exclues de leurs logements, beaucoup d'entre eux étant des Afro-descendants. « Il y a eu de vraies tensions autour du thème : on disait que ces gens du mouvement noir, ils se consacraient au classement du site archéologique et ils ne faisaient rien pour ceux qui allaient être expulsés. Finalement, la favela n'a pas été incluse dans le périmètre Unesco » (Simone Pondé-Vassallo).

Simone Pondé-Vassallo raconte la complexité de la construction de projets participatifs urbains autour du Quai de Valongo. « Dès le départ, plusieurs personnes liées au mouvement noir engagés dans la lutte contre le préjugé racial au Brésil se sont mobilisés. Il s'agit, en effet, d'un territoire très sensible qui est identifié et revendiqué depuis des décennies par les militants du mouvement noir comme un territoire afro-descendant qu'ils appellent « la Petite Afrique ». Pour eux, c'est un lieu d'ancestralité où la samba et les religions afro brésiennes y auraient été créées³⁸. Dans les dernières décennies on a retrouvé deux sites archéologiques, des cimetières d'Africains réduits en esclavage qui ont été utilisés au XVIII^e et début XIX^e siècle. Dans l'un d'entre eux, on estime qu'il y aurait 30 ou 40 000 personnes enterrées dans de très mauvaises conditions, les cadavres y étaient jetés superficiellement et, régulièrement, ils étaient brûlés et écrasés pour faire de la place aux nouveaux corps qui arrivaient. Un de ces cimetières fait partie de la zone d'amortissement

38 – Un lieu précis symbolise la création de la samba où des groupes de musiciens professionnels viennent jouer deux fois par semaine au moins, il y a un public nombreux.

« Les tensions au sein de la société civile complexifient les processus de participation : l'un des deux cimetières est visitable parce qu'il appartient à une famille qui anime un centre culturel sur le site, mais l'autre dont on connaît l'existence n'est pas visible, enseveli sous une grande avenue très passante. La construction d'une voie de tram juste au-dessus de ce cimetière a été prévue dans le cadre des aménagements urbains. Des militants du mouvement noir ont soulevé une forte mobilisation et créé la Commission de la Petite Afrique pour empêcher que les rails passent au-dessus du cimetière. Mais ils ne sont pas parvenus à stopper l'opération. Par contre, ils ont obtenu de faire cesser les fouilles archéologiques, parce qu'ils estiment que c'est un lieu sacré et que les gens qui sont enterrés-là ont déjà suffisamment souffert... mais le tram circule maintenant au-dessus. Comment intégrer la société civile ? C'est très complexe. ».

(Simone Pondé-Vassallo)

du quai de Valongo. Dans cette région de la Petite Afrique, une communauté maronne a été reconnue par l'état brésilien en 2005, à l'époque cela était officiellement possible³⁹. Ses membres ont été présents à plusieurs réunions de l'Unesco pour l'élaboration du dossier du Quai du Valongo, ainsi qu'à la commission de la Petite Afrique⁴⁰ qui a essayé d'empêcher la construction des rails du tramway qui devaient passer sur l'un des cimetières.

Des techniciens et des chercheurs ont commencé à élaborer le dossier et les activistes noirs ont été invités à participer. Tous connaissaient déjà le programme « La Route de l'esclave » de l'Unesco. « Il y a eu énormément de tensions, de disputes à l'intérieur même de la société civile par rapport au classement, aussi bien, d'ailleurs, qu'à l'intérieur des institutions liées à l'État ou parmi les chercheurs universitaires qui étaient, eux-aussi, mêlés à cette histoire. C'était toujours très tendu.

Lors des réunions, l'attitude des représentants de l'État étaient souvent assez paternaliste à l'égard des activistes. Avec des mots comme : **« 'Ah, les gens du mouvement noir doivent comprendre', ...bref ils doivent apprendre quelque chose, et jamais dans l'autre sens... »**.

Le classement de l'Unesco a des conséquences très ambiguës : « D'un côté il a soutenu de nombreux mouvements de réparation, notamment ceux de préservation de la mémoire de la Petite Afrique. Les histoires qui se réfèrent à la culture

39 – Cette reconnaissance des communautés maronnes au Brésil date des gouvernements fédéraux et municipaux antérieurs à 2018.

40 – Cette commission fut créée par des militants du mouvement noir après le classement du Quai par l'UNESCO, dans le but d'assurer la permanence et la valorisation du patrimoine afro-brésilien dans la région appelée la Petite Afrique.

afro-brésilienne, comme celle de la création de la samba, par exemple, sont des histoires souterraines, inconnues du grand public et le mouvement noir essaie de les mettre en évidence. Pourtant, même avec les gens qui ont participé au dossier du classement et avec les représentants des pouvoirs publics placés dans les grandes institutions, c'est très complexe. Le dossier incluait la création d'un musée consacré à l'arrivée des Africains au Brésil, mais il n'y avait pas d'accord des militants noirs autour de quel musée il fallait créer. Certains soutenaient un musée qui raconte l'histoire de l'esclavage, mais d'autres préféraient privilégier leurs origines en Afrique, et non pas sous l'esclavage. D'autres sont contre toute sorte de musée et optent pour ce qu'ils appellent un Mémorial vivant, c'est-à-dire une délimitation de la Petite Afrique avec la construction de petits centres culturels publics qui eux, vont diffuser plusieurs aspects de la culture africaine et afro brésilienne. De fait, le projet de musée est aujourd'hui complètement suspendu par le nouveau gouvernement d'extrême droite... Pour autant, les projets privés de protection du site archéologique du Quai du Valongo n'ont pas émergé. »

John Franklin⁴¹ rapporte également que la question des cimetières mobilise la société civile, aux USA comme au Brésil. « Il y avait beaucoup de cimetières noirs aux États Unis parce que c'était un pays ségrégué. Comme nous n'avions pas le droit de vote avant les années 60, et avec le manque de pouvoir nous n'avions pas la puissance pour protéger nos terrains sacrés. Sur eux, il y a eu de multiples constructions : des rues, des universités, des chantiers de toutes sortes. En 1991, alors qu'on construisait un bâtiment fédéral près de Wall Street, le centre financier, on a découvert un cimetière de la période hollandaise. Je suis allé à l'école primaire à New-York, on ne m'a jamais parlé de l'esclavage à New-York. On nous a parlé de comment on a négocié avec les Indiens pour l'île, mais on ne nous a jamais dit qui a fait venir les premiers Africains dans la ville de Nouvelle Amsterdam... En 1991, quand on a découvert ce cimetière, qui a été fermé en 1759, un groupe d'Afro-Américains militant religieux a protégé le site 24h/24. Ils assistaient à chaque réunion, fédérales et municipales...

Dans la banlieue de Washington, il y a un cimetière sur lequel une grande société a créé un parking, c'est un conflit qui est porté actuellement devant la justice ».

La participation confronte les communautés au défi de la désignation de représentants légitimes.

La constatation de la diversité des expressions dans la société civile, comme dans le cas de l'expérience du Quai de Valongo, pose clairement la question de la représentation : qui peut parler au nom de qui ? « Les militants du mouvement noir disent que ce sont toujours les Blancs qui racontent l'histoire de l'esclavage. Ils veulent pouvoir raconter eux-mêmes

41 – John Franklin est responsable des relations extérieures du Musée National de l'Histoire et de la culture Africaine-Américaine, Washington (USA) dont il a accompagné la création (Intervenant, voir p.9)

ce qu'ils considèrent être leur propre histoire. Par exemple quand le quai a été excavé, ils ont revendiqué qu'un architecte noir participe au projet d'exposition de ce site au public ». (Simone Pondé-Vassallo)

L'Association allemande des musées (Deutscher Museumsbund) a édité un guide⁴² de bonnes pratiques des Institutions impliquées par leurs collections dans des contextes coloniaux. Hilke Thode-Arora⁴³ indique que la condition essentielle pour décoloniser l'institution muséale d'après le guide repose sur « l'obligation d'établir de la communication avec les communautés d'origine. Quels sont les souhaits de leurs membres ? Mais la question la plus délicate reste l'identification des personnes qui ont l'autorisation, dans leur société, de parler et de négocier au sujet des objets. Souvent, les musées européens sont en contact avec les représentants des États, des musées, des universités, mais il y a des situations où c'est problématique. Il faut parler avec les membres des communautés d'origine qui y font autorité dans leurs communautés sur les objets en question.

Il y a eu des recherches dans les musées d'ethnographie sur l'imprégnation des musées par le fait colonial. Mais nous avons mené le travail d'une part sur les musées non ethnographiques, puis sur le monde politique et la presse. Pour les musées non ethno-anthropologiques, cela a été une surprise car ils ignoraient qu'ils avaient des artefacts provenant du contexte colonial. Pour les musées de zoologie ou d'archéologie, par exemple, c'était très étonnant. Mais les fouilles se sont déroulées au XIX^e siècle sur des territoires colonisés, les animaux ont été chassés ou les plantes collectées sur des territoires colonisés – les collecteurs, ont-ils questionné les populations locales ? Étaient-elles d'accord pour qu'on prélève les objets et les emmène en Allemagne ?

Nous essayons en permanence d'expliquer combien est complexe la présentation des objets provenant des contextes coloniaux et combien c'est important pour aborder la discussion avec les personnalités qui ont été choisis par leurs communautés pour négocier. Cela prend beaucoup de temps, d'argent pour trouver les bonnes personnes et les faire venir en Allemagne, ou les visiter, par exemple. Ce n'est pas très populaire avec les responsables politiques car c'est coûteux... Pour certains responsables politiques on n'a qu'à restituer et on n'est plus coupable... Mais ce serait trop simple... C'est la raison de beaucoup de résistances.

L'idée du guide est aussi, dans le contexte européen, de poser une série de questions pour pousser les musées à commencer le dialogue au sujet des communautés d'origines. Il s'agit de dépasser la position trop simple qui consiste assez systématiquement à perpétuer la relation victimaire. Il faudrait plutôt redonner la dignité et le pilotage aux commu-

42 – Deutscher Museums Bund, 2018/2019, « Guide pour le traitement des biens des collections issues de contextes coloniaux », <https://www.museumsbund.de/publikationen/guide-consacr-aux-collections-musales-issues-de-contextes-coloniaux/>

43 – Hilke Thode-Arora est conservatrice au musée des Cinq Continents de Munich. Elle est chargée de mission responsable des recherches de provenance/décolonisation/restitutions. Voir p.12)

nautés. Certaines personnes sont très mal à l'aise avec ça. »

« C'est donc la mise en œuvre des actions de participation et ce que cela implique en termes de temps et de ressources qui font difficulté », insiste Isabel Nottaris à partir de l'expérience de la MCMG. « C'est pourtant cela qui va instiller une culture participative. Que se passe-t-il si le chef coutumier dit, « mais non cela ne me va pas du tout ce que vous avez fait, je trouve cela nul ! » ...Une équipe de dix personnes a travaillé pendant trois mois, il faut tout revoir ! La démarche doit accepter cette prise de risque et ses conséquences en temps, en moyens, etc... **Il faut anticiper les aléas, en acceptant l'idée que le contenu sur lequel nous travaillons, a vocation à évoluer.** Le musée inclusif est vivant, il peut parler du passé, mais ce passé est réinterprété au gré des recherches que l'on peut faire aujourd'hui, et puis il y a des éléments qui changent et les collections sont vouées à continuer pour pouvoir servir aux générations futures. Le contenu doit pouvoir bouger en fonction de l'ensemble du travail mené sur le terrain. Les interlocuteurs, les entités se multiplient aussi, on a vocation à travailler avec la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) ou avec l'Agence Régionale pour la Santé (ARS Guyane), par exemple, et bien sûr, l'Université et les écoles de l'ensemble du territoire ».

Dominique de Font-Réaulx rappelle que le musée dans son principe est une institution moderne et révolutionnaire. En effet, le premier d'entre eux, le musée du Louvre, ouvre ses portes en 1793. Il faut avoir à l'esprit qu'il y a une formidable nouveauté de la part du musée : rendre accessible à tous et à toutes, chacun et chacune, les trésors de l'humanité, cela ne va pas de soi. Jusqu'en 1793, ou on appartient à un monde aristocratique et royal qui possède les collections, ou on est invité à venir les voir de façon exceptionnelle.

Le musée en France est par essence une institution politique. La création du Museum central qu'est le musée du Louvre et ensuite de tous les musées, « c'est l'idée de faire de la présentation des collections un élément d'éducation pour permettre la formation de l'ensemble des artistes et aussi, plus largement, de l'ensemble de la population. Dans la société d'aujourd'hui, **le musée est un des rares lieux de rassemblement de notre société.** De toute notre société ? En tout cas c'est un lieu de rassemblement possible de toute notre société, dans une période où on ne se rassemble plus vraiment ailleurs. Au-delà des tensions internes inévitables, il est par essence, un lieu d'ouverture ».

De plus en plus le musée s'acquiesce de sa mission pédagogique en s'orientant vers « **le musée conversationnel** », où le débat démultiplie les paroles qui s'enrichissent réciproquement et en font un lieu de responsabilité sociale de formation à la citoyenneté.⁴⁴

44 – Eidelman Jacqueline (ss la dir), 2017, Inventer des musées pour demain, La documentation française p.117. Ce rapport expose les résultats de l'enquête menée par la Direction des Patrimoines du ministère de la Culture pour repenser le musée du XXI^{ème} siècle.

Il s'agit de penser la culture à partir de ses usagers autant que par les collections, le patrimoine ou les savoirs constitués et d'élaborer ainsi des lieux où l'on co-construit.

« **Agir pour les gens, sans les gens, c'est agir contre les gens** » disait Nelson Mandela. Il revient aux responsables des institutions culturelles de trouver les moyens et méthodes pour sortir des formes injonctives où les publics doivent être convertis aux grandeurs du savoir occidental⁴⁵.

L'institution idéale, citoyenne et en synergie avec la société dans laquelle elle est investie, est à imaginer selon l'idée d'un « tiers lieu », lieu d'accueil et de transversalité.

III – Quand la culture mobilise : pour quoi faire ?

LEVER LE SILENCE

L'humanité a vécu jusqu'à présent, concernant l'esclavage et les traites, le temps du silence et du déni. Sur l'esclavage, comme sur la colonisation, après l'abolition, comme après les indépendances, un mécanisme de défense s'est imposé tant au plan individuel que collectif : le déni frappant les systèmes collectifs (politiques, sociaux, juridiques) a contribué à empêcher les « descendants » de trouver les repères nécessaires pour se constituer des traces susceptibles d'être élaborées en souvenirs.

Jacques Martial confirme, à titre individuel, ces silences lourds de sens qui pèsent tant en famille que dans l'espace public. « Le principe de l'oubli a perduré. Une grande partie de la société guadeloupéenne était dans le déni de cette histoire. Les premiers grands politiques guadeloupéens disaient : il faut oublier cette histoire, il faut se tourner vers l'idéal républicain et laisser derrière cette histoire. J'ai été moi-même élevé dans une famille qui niait nos origines, des descendants d'Africains et de personnes esclavagisées qui tenaient ces propos. Or on ne peut pas faire société, on ne peut pas se construire en tant qu'individus sur ce que j'appelle de l'amnésie volontaire. Cela ne marche pas parce qu'on crée du refoulement. Une société qui était dans le refoulé : oui, cette histoire finalement il fallait l'oublier ».

Pour les Européens, l'esclavage, certes a existé, mais cela se passe aux États-Unis, c'est l'effet « case de l'Oncle Tom ».

Emmelie Prophète indique que « Pour Haïti, c'est le même silence mais la raison en est différente. L'histoire de la nation commence avec la victoire de la libération et de l'indépendance. Cette gloire se substitue à toute nécessité de raconter les humiliations antérieures. »

45 – Eidelman Jacqueline (ss la dir), *op.cit*

Le temps est venu aujourd'hui de rendre visible le tenu pour invisible.

Christiane Taubira⁴⁶ raconte comment elle a retrouvé « la haine, la rage, la hargne » enfouie par cette longue période de déni, après l'oubli. Elle est passée par les mêmes phases de cette gymnastique mentale que les personnes mises en esclavages avaient traversées et qui leur avaient appris la résilience.

Un vaste champ pluridisciplinaire doit s'ouvrir pour faire parler tous les témoignages, toutes les mémoires, tous les objets, même les plus ordinaires, ceux dont le collectage dans les années 80, voyait affublé l'opérateur du sobriquet de « Zodi », ramasseur d'ordures, en Martinique comme le rappelle Lyne-Rose Beuze.

« Les historiens ont été les premiers à lever le rideau sur cette longue période de hiérarchisation des cultures » estime Gilles Pignon qui propose « d'élargir le regard pour prendre en compte la mémoire de l'oralité, des habitants des lieux, de la toponymie, de l'anthroponymie. Ainsi les problématiques sont abordées sous des angles différents, complémentaires. Les archives, elles-aussi, deviennent objet muséal.

Isabel Nottaris souligne l'importance du patrimoine immatériel naturel. Les communautés issues de l'esclavage disposent d'une connaissance partagée des plantes et de leurs usages sur l'ensemble du globe, connaissance issue d'un savoir commun africain et adaptée aux contextes environnementaux du lieu de l'asservissement. Les Bushinengés de Guyane conservent activement ces savoirs. Ainsi, visibili-

« Vous pouviez aller dans n'importe quel musée et n'avoir aucune trace des Noirs, comme s'ils n'existaient pas. Exemple d'un musée d'histoire de l'Etat de Pennsylvanie où il y avait un grand mural représentant la population de l'Etat. Il n'y avait que des Blancs et des Amérindiens. Pourtant c'est la Pennsylvanie qui avait aboli l'esclavage après la guerre révolutionnaire. C'était La Mecque pour les Noirs, parce que une fois franchie la frontière de Pennsylvanie, ils étaient libres ». (John Franklin)

« On a retrouvé (archives départementales série J, AD) la trace de Pitsana, un chef malgache au 18^e siècle, parti plusieurs fois en maronage et repris. La deuxième fois on lui coupe le jarret, ce qui le rend boiteux. Il repart en maronage et, officiellement, on ne retrouve plus sa trace, sauf que les rapports de détachement de chasseurs de Noirs Marons font état d'un chef qui s'appelle Pitsana qui est boiteux à tel point qu'il se déplace de villages marons en villages marons porté par 4 guerriers dans une immense carapace de tortue géante comme il y en avait à l'époque.

Le camp de Pitsana a disparu des cartes au XIX et XX^e. Il y a un glissement : on parle du camp de PUCES (comme les insectes) et, aux mêmes endroits, on parle du camp de PISSE (urine). Cela dénote la volonté de faire disparaître ce toponyme de grand chef maron et de le réduire à des appellations très péjoratives et condescendantes ». (Gilles Pignon)

46 – France Culture, Christiane Taubira interviewée par Jean-Michel Djian, rapporté par Charles-Nicolas Aymé in *L'esclavage : quel impact sur la psychologie des populations ?* 2018, Editions IDEM, coll.Campus p.31



Jacques Schwartz-Bart et son quartet, extrait de « Hazzan »

« On a identifié cinq typologies de noms de lieux différents qui font référence à la vie quotidienne des grands Marons, leur vision du sacré, leur système de défense, les hommages rendus à leurs rois et reines. On a un toponyme près de la plaine des palmistes : « cascade biberon » rien de plus français ! On dit qu'il y avait un concessionnaire qui s'appelait M.Biberon ; mais on ne trouve aucune trace de Monsieur Biberon aux archives. Par contre, quand on décolonise son système de pensée, on interroge un sens originel à partir du malgache : biby – rano (prononcer Bibrane). Les Biby en malgache sont les esprits et rano fait référence à tout ce qui a rapport à l'eau, aux marais, aux marigots, aux cascades. Biby rano ce sont les esprits de l'eau. Des descendants d'engagés, d'esclaves ont des rituels, encore aujourd'hui, au pied des grandes cascades (100m de haut quelque fois). Il faudrait bien que l'IGN, revoit ses cartes ! ... Il s'agit d'une histoire totalement méconnue des Réunionnais. On a toujours eu en tête que les esclaves portaient seuls dans la nature, qu'ils vivaient chichement, avec la crainte d'être capturés morts ou vifs. Mais la société maronne était très bien organisée. Il ne s'agit pas d'un ou deux individus qui vivent ensemble sous un petit ajoupa. Il y a des villages qui rassemblent 50 cases (familles) avec des champs plantés et un fort système de défense. Dans la littérature du XIX^e siècle, des lithographies montrent des Noirs Marons pourchassés par des chasseurs, acculés en haut d'une falaise par des chiens. Les chasseurs, en fait, n'avaient pas de chiens. Les grands Marons, eux, en avaient qui lançaient l'alerte et qui, au combat, portaient des blessures très importantes aux chasseurs. Il faut inverser ce regard... » (Gilles Pignon)

ser les savoir patrimoniaux permettra de faire la lumière sur les sociétés maronnes.

Cependant, si le contexte de la plantation a donné lieu à des formes muséographiées de patrimonialisation, on ne donne à voir que la partie « avouable » de son organisation. Comme s'il n'y avait de production culturelle que du côté du colon, propriétaire d'esclaves. Prêter attention aux expressions des populations réduites en esclavage, jusque-là « invisibilisées », démontrerait aussi la potentialité créative de la société de plantation, justement perçue comme un lieu d'asservissement, mais qui a aussi été le creuset originel et original des cultures de résistance dont les cultures partagées d'aujourd'hui dites « créoles » sont le produit. Faire le lien entre les objets de toutes natures, reconstituer le continuum historique, faisant fi du déni, et **montrer les expressions créatives des sociétés de résistance au sein de l'habitation**, serait aussi un moyen de décoloniser le regard.

Le patrimoine urbain des lieux d'origines des colons et armateurs, les villes portuaires principalement sont des mises en scène spectaculaires de la face valorisée par les pays européens du paysage de l'esclavage. Une présentation équitable de ces patrimoines urbains européens, doit en donner à voir également la partie sombre : de quel sang humain provient cette richesse ? Nantes, Bordeaux ont entamé ce travail. Annemarie de Wildt⁴⁷ cite les recherches accomplies

47 – Annemarie de Wildt est conservatrice à l'Amsterdam Museum (Intervenante, voir p.13)

à Amsterdam⁴⁸ et traduites, pour les publics, entre-autres actions, sous la forme du « Black Heritage tours », un concept original de parcours en bateau sur les canaux avec lecture de texte et performances théâtrales et musicales sur les quais devant les édifices historiques en lien avec l'esclavage, dont l'inventaire a été publié dans l'« Amsterdam Slavery Heritage Guide ». Le concept se transpose dans d'autres villes. Ainsi le guide des sites néerlandais de la traite à New-York, lorsque la ville était New-Amsterdam, a été soutenu par le New-York State Board of Tourisme (I Love NY), des agences de tourisme locales et régionales, les New-York state parks, « Recreation and Historic Preservation », les descendants des communautés...

Le Tropenmuseum a installé l'exposition "Afterlives of slavery" jusqu'en 2020 pour provoquer et recueillir les réactions du public. Elle est évolutive. Il n'y a ni catalogue, ni site web, c'est un work in process pour préparer un contenu participatif au futur musée de l'esclavage, sur lequel une consultation ouverte, un appel à idées, *call for proposal*, a été lancée par la ville d'Amsterdam. Le Ninsee, *Nationaal Instituut Nederlands slavernijverleden en erfenis*, l'Institut national pour l'étude de l'esclavage néerlandais et de son héritage, en est l'opérateur.

La ville d'Amsterdam investit également l'espace populaire festif en organisant chaque année la grande fête du Ketikoti, qui commémore l'abolition de l'esclavage le 1^{er} juillet 1863 au Surinam et dans les Antilles hollandaises. Une cérémonie qui comporte des moments de grande solennité et d'autres de liesse partagée.

« L'espace public est le premier centre d'interprétation » résume Jacques Martial. Matthieu Dussauge⁴⁹ renchérit en insistant sur « la nécessité de décoloniser le paysage. En Guadeloupe que voit-on aujourd'hui de l'esclavage ? Comment peut-on appréhender cette question à travers le paysage en dehors des institutions que sont le Memorial ACTe et le musée Schœlcher ? Le Conseil départemental de Guadeloupe, en lien avec le programme la « Route de l'esclave » de l'UNESCO, a mené une démarche donnant un rôle central aux lieux de mémoire et notamment aux anciennes habitations qui sont très présentes dans le paysage. La toponymie des sections, c'est-à-dire des lieux-dits en Guadeloupe, porte la mémoire des noms des anciens propriétaires des habitations et donc des personnes es-

48 – . Le Mapping slavery, est un groupe de recherche informel qui inventorie les sites urbains en lien avec l'esclavage et les productions issues du commerce transatlantique, initié par la Vrij Universiteit Amsterdam en 2012, inspiré par des projets similaires à Londres (University College London, legacies of British Slave-ownership) et Utrecht (Kosmopolis Utrecht, Traces of slavery in Utrecht). Il édite des guides (Amsterdam Slavery Heritage guide, 2014; Amsterdam, New-York deutch slavery guide, 2017) www.mappingslavery.nl. Il s'appuie sur des recherches et des coopérations avec les Antilles hollandaises, le Suriname, l'Afrique du sud et l'Indonésie depuis que le Dutch Colonial project, englobant la traite négrière et l'esclavage est devenu un projet global. L'Université d'Amsterdam a engagé cette prolongation du mapping slavery project aux USA avec deux partenaires: The New Amsterdam History Center and Brown University's center for the Study of Slavery and Justice in Providence, Rhode Island.

Les musées d'Amsterdam collaborent avec l'American platform of slavery Museums (Centre Gilder Lehrman pour l'étude de l'esclavage, de la résistance et de l'abolition,, Yale) <https://slavery.yale.edu>, Yale Slavery and abolition Portal.

49 – Matthieu Dussauge est directeur du musée départemental Victor Schœlcher de la Guadeloupe (Intervenant, voir p.9)

clavisées. Comment révéler les traces visibles et cachées dans un paysage en partie façonné à l'époque de l'esclavage ? Ou, du moins, comment peut-on porter à la connaissance de tous les publics, et notamment des touristes qui ne parcourent pas forcément la Guadeloupe dans cet objectif, la présence de l'effort contraint qui a façonné ce paysage ? »

Si riche que soit la recherche patrimoniale, dans la diversité de ces champs, l'effort de révélation des cultures invisibilisées resterait incomplet sans l'approche renouvelée de l'histoire de l'art. Anne Lafont⁵⁰ met en évidence le fait que l'expérience de l'altérité passant aussi par la vue, elle est possible depuis les archives de l'histoire de l'art. On peut travailler à partir de l'histoire de l'art et apporter un plus à ce qui peut se faire depuis l'histoire traditionnelle, intellectuelle, politique. Parce que la question de la couleur, la question de l'histoire du regard, si on veut bien penser que l'histoire de l'art c'est cela aussi, permet d'accéder à des documents et à une histoire qui n'est pas écrite dans les autres sources. Il faut penser précisément que pour l'histoire de la couleur, notamment des couleurs de peau, les historiens de l'art, disposent d'outils qui n'existent pas dans les autres disciplines.

N'Goné Fall⁵¹ considère que l'art et les artistes sont des baromètres de la société. « Les œuvres des artistes de la Renaissance ou du Moyen-Âge, sont une documentation de leur époque. Elles sont nourries du contexte qui les a engendrées, contexte géolocalisé, social, culturel, économique, politique... Cela nous paraît accru pour l'art contemporain parce que nous sommes les témoins de cette actualité et que nous la vivons alors que nous regardons les œuvres du passé en passant par le filtre des historiens de l'art. À chaque génération les artistes ont été en réaction, en réponse à un contexte. »

L'émotion tient une place importante dans le traitement des sujets sensibles. Le recours à l'art permet d'associer l'expérience esthétique et l'expérience émotionnelle. Sandra Sunier responsable des expositions et des publications au musée international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge met en garde sur la façon dont il convient d'en user, « avec une grande délicatesse car trop d'émotion tue l'émotion. Quand on présente des images du génocide du Rwanda de 1994, des enfants qui ont été déplacés, qui ont perdu leurs parents, cela provoque des émotions fortes. Quand vous présentez des restes de personnes dans des fosses communes en Bosnie Herzégovine, les réactions sont violentes. Il faut considérer qu'un public non préparé se trouve confronté à des scènes difficiles, il faut déployer un travail de forte sensibilité autour des contenus. Les objets « témoins » très modestes sont souvent insuffisamment chargés émotionnellement pour transmettre l'intensité des violences faites aux personnes. Le discours tenu sur eux, de même que **les dispositifs scénographiques et artistiques**, sont alors de **précieux amplificateurs** »

50 – Anne Lafont est historienne de l'art directrice d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS) à Paris (Intervenant, voir p. 10)

51 – N'Goné Fall est commissaire générale d'Africa 2020 (Intervenant, voir p. 11)

« Isolde Pludermacher, commissaire de l'exposition « le Modèle noir » a réussi à retrouver les archives au sein de l'École des Beaux-arts et à documenter tous les modèles professionnels dès 1832. On a vu la qualification de plusieurs d'entre eux, plutôt d'entre eux que d'entre elles d'ailleurs, comme étant, nègre, mulâtresse, etc... toutes ces expressions qui étaient un vocabulaire qu'on ne pouvait pas retrouver dans les archives du cadastre, car les qualificatifs physiques ou raciaux du phénotype des individus ne figurent pas dans les archives administratives traditionnelles. On les trouve dans les archives de l'école des Beaux-arts parce que c'était un indicateur pour l'artiste qui voulait les représenter. »
(Anne Lafont)

« Dans le projet de musée de la Réunion, la Maison des Civilisations et de l'Unité réunionnaise, MCUR, nous nous sommes posé la question de comment exposer tout cela. Nous avons pensé faire intervenir des procédés de spectacle vivant. Utiliser le théâtre, le cinéma, le conte, pour ne pas faire juste de l'installation d'objets. Et comment les intégrer à l'exposition même, afin de sortir de l'explication littéraire. Il fallait sortir de la réflexion : « s'il n'y a pas le document, on ne va pas comprendre ». Nous avons choisi d'approcher le sujet à travers le sensible et faire s'interpénétrer l'exposition et le spectacle vivant pour mettre en perspective.

Il faut imaginer l'espace du musée presque comme un théâtre, faire entrer des décors, des mises en scène, des personnes... » (Françoise Vergès, Présidente de l'association Décoloniser les arts, Intervenante, voir p. 13)

L'exploration de la grande diversité des expressions et productions patrimoniales et artistiques provoquera de nombreuses découvertes concernant les pratiques, les usages, les circulations, les constructions mentales dans le contexte de la plantation comme dans celui du maronage.

Le patrimoine culturel immatériel élargit considérablement le champ des ressources interprétatives et **fait apparaître** de manière significative **la circulation des motifs au sein du « paysage culturel de l'esclavage »** qui brasse des individus venus d'horizons culturels et linguistiques multiples. Françoise Vergès donne pour référence les observateurs qui soulignent « la porosité des frontières et la capacité d'adaptation des groupes qui ne détiennent pas le pouvoir économique ou politique⁵² ». Les études de ces chercheurs⁵³ permettent d'établir des liens culturels transocéaniques entre populations issues de l'esclavage et dessinent des continuités de pratiques sociales qui outrepassent les discontinuités territoriales, qu'on nomme « paysage, ethnoscape » en référence à Arjun Appadurai⁵⁴.

52 – Vergès Françoise, Postcolonialité : retour sur une « théorie », in Coquio Catherine, 2008, Retours du colonial ? p.282

53 – Cf.Vergès F., 2008, op.cit

54 – On se référera aux notions d'ethnoscape, mediascape, technoscape, idéoscape énoncées par Arjun Appadurai « Disjoncture et différence dans l'économie mondiale », 1990. On consultera également, Après le colonialisme : les conséquences culturelles de la globalisation, Modernity At Large : Cultural Dimensions of Globalization, Payot, 2005

DÉFINIR LE CONTEXTE COLONIAL ET EN CONSTRUIRE DES CRITÈRES D'IDENTIFICATION

La nécessité de la construction d'un regard décolonisé s'inscrit en conséquence de l'imprégnation de toutes les couches de la société par une « culture coloniale » construite sur le temps long, depuis le XIX^e siècle. Elle prend des formes populaires et propagandistes sous la direction de l'Agence économique des Colonies et s'établit dans des sphères très différentes dont la culture de masse (cinéma, exposition, éditions scolaires, inserts dans la presse, jeux-concours pour les enfants, films documentaires...)⁵⁵.

Cette constatation implique que le processus de « décolonisation » du regard devra être précédé d'un travail de définition du contexte colonial et de ses expressions. Dans le cadre des Patrimoines Déchaînés quelques pistes ont été évoquées. Comme le souligne Corinne Forest, les institutions culturelles, et tout particulièrement les musées, sont à intégrer dans l'héritage colonial. Ils sont perçus comme tels sur les territoires qui ont été colonisés et les pratiques internes sont très imprégnés de leur origine européenne.

Les musées ne sont pas neutres, affiche Annemarie de Wildt, sur le T-shirt qu'elle porte, en précisant que le « Keti Koti, la fête de la célébration de l'abolition à Amsterdam, par exemple, est aussi un rappel aux responsables politiques sur le fait qu'il y a toujours des discriminations ». C'est un vecteur idéologique, comme symbole institutionnel et par ses pratiques ou les messages qu'il diffuse. C'est un outil social. Révolutionnaire à sa naissance, puis propagateur de la culture dominante dans la période coloniale. « Il est, aujourd'hui, ce que nous souhaiterons en faire. » dit-elle.

Le choix des objets, reconnus comme biens culturels, n'est pas non plus exempt d'idéologie.

Au Département Éducation et Ressources de la Philharmonie de Paris : « On constate que sur environ cinq mille instruments provenant de quatre coins du monde, qui sont enseignés et joués régulièrement, un tiers est issus des cultures qui ont subi le parcours chaotique de l'esclavage. Le Musée de la musique, quant à lui, favorise une démarche de conservation d'une collection extraordinaire qui compte une quarantaine d'instruments ayant appartenu au célèbre abolitionniste Victor Schœlcher. Enfin, dans le cadre de la programmation musicale plusieurs concerts ont fait écho au thème de l'esclavage comme par exemple « *Sur les routes de l'esclavage* », projet porté en 2015, par Jordi Savall. » (Luciana Penna-Diaw⁵⁶)

La rénovation complète du musée Victor Schœlcher à Pointe-à-Pitre, a permis de s'interroger sur la dimension coloniale de l'engagement de celui qui est encore perçu comme

55 – Blanchard Pascal, mémoires et représentations in Coquio, 2008, p.163

56 – Luciana Penna-Diaw est ethnomusicologue et responsable éducative, musiques de tradition orale et interculturalité à la Cité de la musique-Philharmonie de Paris (Intervenante, voir p. 11)

« Nous échangeons avec nos collègues antillais, brésiliens à propos des danses de combat. Il y a beaucoup de formes de danses traditionnelles de combat, le Ladjà aux Antilles, le sové vaillant, le Maloya et la fameuse Capoeira brésilienne. Les Brésiliens s'interrogent sur l'étymologie de Capoeira qui pose problème : il n'y a pas de racines amérindiennes, ce n'est pas lusophone, ce n'est pas du créole lusophone. C'est un historien brésilien, venu à La Réunion qui a suggéré d'explorer la piste malgache. La piste malgache est décidément très prégnante dans l'histoire de l'esclavage et du maronage... Capoeira pourrait venir du malgache « Kapoka » (prononcer kapk) - « je vais t'en coller une », « tu vas recevoir un coup », « porter un coup » - et « era » c'est consentir à recevoir un coup. C'est précisément ce que font les combattants de Moringue et les capoeiristes : ils consentent dans les règles, à recevoir des coups. Sachant qu'il y a aussi des apports d'esclaves d'origine malgache aux Antilles et au Brésil, la capoeira pourrait venir de cet origine Kapoka – era. (Prononcer kapkera)» (Gilles Pignon)



Deux nantais en 1753, anciennement titré : Portrait de Dominique Deurbroucq avec un esclave noir, musée d'histoire de Nantes, inv. 2015.5.1



Annemarie de Wildt portait un T-shirt :
« les musées ne sont pas neutres »

le « père de l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises ». (Matthieu Dussauge)

Krystel Gualdé explique que le musée d'histoire de Nantes est un musée « négrier », dans la mesure où les collections n'y cachaient pas leur singularité : elles ont été constituées, au fil du temps, mais plus précisément à partir des années 1920-30 avec l'apport particulier de personnes nostalgiques de la période négrière nantaise. Les objets là, au musée, s'assumaient comme tels. Quand il s'est agi de raconter l'histoire de Nantes, la première ville négrière de France, il a fallu les étudier, les ré-évaluer, pour écrire l'histoire à partir d'eux. Ça a été un gros travail collectif et individuel de mémoire et d'histoire engagé à l'échelle de toute la ville, partagé avec les associations. Un travail doublé par la réalisation d'un mémorial dédié à l'abolition de l'esclavage dans la ville.

« La prise de conscience de la valeur intrinsèque de ces objets s'est révélée très complexe. Quoi qu'on veuille leur faire dire, y compris une histoire juste, réelle, vraie, ils disaient autre chose. Une « autre chose » que nous ne voulions pas que le public entende. Les objets du Musée d'histoire de Nantes sont des objets coloniaux puisque ce sont des objets négriers. Ils véhiculent, en plus de leur propre histoire coloniale, une vision de l'Autre. On ne voit pas tout de suite ce deuxième message, parce qu'on a intégré certaines interprétations. Ce qui a été difficile, c'est de prendre conscience de tout cela. »

Dans le public, Guillaume Kientz⁵⁷, conservateur des collections européennes du Kimbell Art Museum (Fort Worth, Texas) fait part de son émotion à voir dans Le Modèle noir ressortir

57 – Guillaume Kientz est conservateur des collections européennes du Kimbell Art Museum (Fort Worth, Texas) Intervenant, voir p.10

« On a fait des choses qu'on n'aurait jamais osé avant. Un exemple : nous faisons beaucoup d'éducation contre le racisme. Un jour les médiateurs me disent qu'ils ont un problème avec le tableau représentant l'armateur Dominique Deurbroucq en 1753 avec un jeune garçon qui est son esclave. On apprend aux enfants qui sont en visite accompagnée qu'un esclave porte une livrée, un collier de servitude. Les enfants de 5/6 ans voient dans le tableau cité un enfant qui tient un petit chien dans ses bras. Les enfants de 10 ans, eux, identifient immédiatement un esclave. A la question « pourquoi voyez-vous un esclave ? » La réponse systématique est : « parce qu'il est noir ». On a donc décidé de switcher les couleurs de peau des personnages d'un autre tableau, « Le percement de l'oreille », afin de démontrer que l'expression du rapport de domination ne passe pas seulement par la référence à la couleur. Dans ce tableau le rapport de domination est exprimé par la violence de la scène. Même si l'on change les couleurs de peau, le petit garçon reste sous la domination de la femme qui lui perce l'oreille. Cette démarche a inquiété l'équipe de médiation qui craignait les réactions des visiteurs, mais par ce moyen visuel nous montrons que dans la peinture du XVIIIème s. la domination était exprimée par un certain nombre d'éléments qu'on peut décrypter dans un tableau : la position des corps, le jeu des regards, l'éclairage du personnage central, celui qui a un « vrai » visage, celui qui n'en a pas, celui qui a un nom, celui qui n'en a pas... Pour aller jusqu'au bout de la démarche, le tableau Dominique Deurbroucq et son esclave a été rebaptisé. Il s'appelle aujourd'hui, Deux nantais en 1753. »
(Krystel Gualdé)

le nom des modèles, à voir qu'enfin on ne leur refuse plus une identité. « Une exposition d'histoire de l'art c'est fait pour changer les choses, sinon la vie ». Mais il exprime son inquiétude à propos des suites de l'exposition. Il serait intolérable, que ces tableaux auxquels elle a redonné des noms reperdent leurs prénoms une fois qu'ils retrouveront leurs cimaises d'origine et que leurs cartels redeviennent « Portrait d'une esclave ». Cette mise en garde sera-t-elle entendue des musées prêteurs ?

« La France n'est pas l'Allemagne ou les Pays-Bas, la pensée sur ces questions-là n'est pas très avancée, il faut y travailler pour donner naissance à une méthode » remarque Krystel Gualdé.

Hilke Thode-Arora Hilke Thode-Arora résume les principes édictés par le guide méthodologique publié par l'association des Musées Allemands⁵⁸ pour la décolonisation du regard porté sur les collections : « Par objets des contextes coloniaux, le guide désigne tout d'abord des objets qui puisent leurs racines soit dans une domination coloniale formelle, soit en les structures coloniales, hors de toute circonstance coloniale formelle, soit en des objets réception provenant de contextes coloniales, comme aujourd'hui, par exemple, la réédition et la vente d'affiches coloniales. Un contexte colonial n'est pas nécessairement un contexte de prédation, mais il indique la nécessité de procéder à un examen de l'origine de ces objets. Pour décoloniser le musée, le guide préconise trois conditions : 1- Le musée doit faire preuve de transparence par la recherche, les publications et les expositions 2- La recherche des provenances

58 – Deutscher Museums Bund, 2018/2019, op.cit.

Jeune femme perceant l'oreille de son serviteur noir, anonyme, 18^e siècle, musée d'histoire de Nantes, inv. 2006.16.1



« Depuis 2004, le service de l'Inventaire (SRI) est transféré de l'Etat aux Régions. La Région Réunion a donc pleine liberté pour exercer cette compétence. Choisir de travailler sur le maronage ne relève pas de la fronde ; mais cela questionne l'état de libération dans lequel on est. Quelles sont les censures que nous mettons, en interne, dans les institutions, puisque les dirigeants des institutions sont passés par le même moule social et éducatif et transportent ce regard colonial... ? Ont-ils (et chacun de nous) engagé leur (notre) propre décolonialité puisque l'histoire nous fait ? Qu'en faisons-nous ?

La perspective d'émancipation que manifeste le maronage nous enseigne, en prenant en compte la part d'extrapolation voire d'interprétation, que des gens ont été en conscience qu'ils ne voulaient pas être en servilité. Ils étaient en conscience qu'il fallait s'extraire du système pour pouvoir le combattre et lutter pour leur humanité en refaisant communauté à partir de leurs savoirs et savoir-faire. Ils partent. Ce ne sont pas des révoltés. Ils ne demandent pas l'égalité, ils ne demandent pas la liberté. Ils l'exercent. Nous avons à nous inspirer de cette démarche qui pourrait nous éviter d'attendre ce qui ne vient pas, d'avoir le concours de ceux qui représentent le dominant, le pouvoir, alors que nous sommes en capacité de faire. » Applaudissements. (Eric Alendroit, chargé de mission à l'Inventaire des patrimoines culturels du Conseil Régional de la Réunion, intervenant, voir p. 8)

est essentielle. Il y a un continuum entre l'acquisition illégale en tant qu'objets coloniaux et les objets conçus dès le départ comme marchandise à vendre pour les Européens et acquis légalement. 3- Il faut de la communication avec les communautés d'origine ! C'est très important : quels sont les souhaits de leurs membres qui ont l'autorisation, dans leur société, de parler et de négocier au sujet des objets ? Souvent, les musées européens sont en contact avec les représentants des États, les représentants des musées, des universités, mais il y a des situations où c'est problématique, où on doit parler avec des descendants, des représentants religieux, des chefs de clan ou de village. »

La recherche des provenances est un critère essentiel de la biographie **d'un objet**, qui **en fait un témoin spolié ou bien un objet de connaissance partagée**. Jean-François Manicom indique qu'en Angleterre, les collègues curateurs de musée sont en train de travailler sur l'identification des œuvres de tous les musées anglais qui proviennent de l'argent des propriétaires d'esclaves. En fait, les collections nationales anglaises ont été irriguées par des collections privées qui ont été souvent constituées avec l'argent de la traite et des plantations. Est-ce envisageable en France ?

REVOIR LE VOCABULAIRE ET LA SÉMANTIQUE

L'une des traces les plus prégnantes de la colonisation réside dans notre langage. Le vocabulaire agit de manière insidieuse, faisant de nos échanges les vecteurs, involontaires souvent, de concepts idéologiquement chargés.

La reconstitution progressive de destins individuels permet de construire une galerie de portraits variés qui montre « l'écart entre une histoire normative de l'esclavage et celle des expériences de l'esclavage. Une nouvelle grammaire s'est installée. Elle a entraîné des changements conceptuels et sémantiques importants. »⁵⁹

Jean-François Manicom signale que décoloniser les collections passe également, à Liverpool, par de la sémantique. « Les équipes à Liverpool ne prononcent pas le mot « esclave ». On ne peut pas être déterminé par le fait d'être esclave. **Personne n'est esclave, le système décide que vous l'êtes**, quelqu'un décide que vous l'êtes, mais vous ne l'êtes pas. Ça ne peut pas vous définir. Nous, à Liverpool, nous n'utilisons jamais ce terme, les services éducatifs n'emploient jamais ce terme, on ne dit pas slave, on dit enslaved, *mis en esclavage*. La France pourrait prendre cet important engagement qui ne coûte rien. Si les professionnels pouvaient prendre la décision de s'interdire de prononcer le mot esclave, on purgerait nos catalogues, nos sites web... ». Krystal Gualdé propose la technique qui consiste à mettre de nouveaux cartels à côté des anciens pour les mêmes objets, comme cela a été fait au musée d'Histoire de Nantes dans l'exposition « Expressions décoloniales ».

Les interventions montrent qu'un travail d'**élaboration d'un dictionnaire de l'esclavage** sera nécessaire et touchera des mots essentiels à la compréhension du paysage de l'esclavage : le vocabulaire qui architecture les idéologies racistes, Blancs, Noirs, et toutes déclinaisons du métissage, le mot « créole », l'espace géographique « outre-mer » lui-même....

REPENSER LA CONCEPTION DE L'UNIVERSEL

Les interprétations du monde dont l'Afrique « inventée »⁶⁰ qui sont enseignées en Europe et ont été exportées partout dans le monde se situent du point de vue de l'Europe, voire du point de vue de la France hexagonale pour les territoires de son ancien empire colonial. Les représentations historiques des espaces éloignés du « centre » métropolitain prennent leur point d'ancrage dans les ports d'où sont parties les expéditions pour « découvrir » l'Afrique, l'Amérique, l'Asie, des continents qui n'avaient pas attendu les Européens pour exister. L'Europe a posé qu'elle est l'universel, le reste du monde doit se régler

59 – Cottias Myriam, Les conséquences de l'esclavage dans les sociétés contemporaines, in Charles-Nicolas A., Bowser B., 2018, p.547

60 – Cf. Mudimbe V.Y, 1988, The Invention of Africa, Indiana University Press- James Currey, Londres.

Gilles Pignon et Eric Alendroit ont appliqué cette réforme sémantique à la graphie du « marronnage ». L'usage des deux « r » porte à confusion sur le fruit, les expressions « recevoir des marrons », et la couleur... Les personnes mises en esclavages sont noires de peau et la proximité sémantique pouvait renvoyer à la couleur. Ils ont fait le choix d'écrire « maronage » avec un seul « r » et un seul « n ». On parle davantage de *maronaz* en créole, pour attirer l'attention des visiteurs qui s'interrogent systématiquement sur ce qu'ils repèrent comme une faute d'orthographe.

la grande chance de l'Europe est d'avoir été un carrefour, et que, d'avoir été le lieu géométrique de toutes les idées, le réceptacle de toutes les philosophies, le lieu d'accueil de tous les sentiments en a fait le meilleur redistributeur d'énergie. »⁶¹

Dominique de Font-Réaulx, soutenue par Françoise Vergès et Anne Lafont, insiste sur le fait que nous devons faire varier nos regards sur les patrimoines culturels à partir d'une diversité des points de vue, ce qui implique de se décentrer.

Pour répondre à l'exigence de débarrasser l'Europe de la posture orientaliste⁶² par laquelle elle a pu inventer et essentialiser « ses » autres, que ce soit « l'Orient » ou « l'Afrique », il est important d'étendre et partager la réflexion sur le sens de l'universel avec le reste du monde. Le musée est par essence un espace de dialogue, de diversité de points de vue, de regards croisés. « La pensée universaliste permet de prendre chacun et tous en considération, dans le respect de tous et de chacun, en dépassant les risques du communautarisme et de la globalisation » (Dominique de Font-Réaulx)

Ainsi Françoise Vergès incite « à ne pas enfermer l'Afrique dans l'histoire de l'esclavage, ce qui serait contraindre l'existence de ce continent à son rapport tragique à l'Europe, mais elle invite à penser le monde du point de vue des circulations multiples ». De même que l'histoire ne peut être linéaire, la nation ne peut être le référent suprême : les « racines » ne peuvent être valorisées ou célébrées là où le déplacement et l'exil sont devenus, de par l'histoire, des principes d'organisation transnationale ou transcontinentale. Les civilisations sont le produit d'échanges et de flux. Métissage, hybridation, créolisation, transculturation : autant de concepts proposés pour décrire les différents processus de passage et d'emprunt...⁶³

61 – Césaire Aimé, 1950, discours sur le colonialisme

62 – Orientalisme : un concept qui devra faire l'objet d'une définition au dictionnaire de l'esclavage et de la colonisation

63 – Vergès F. in Coquio, 2008, p.282

sur elle, la colonisation a donné une couleur dominante, économique et culturelle à la conception de l'Universel.

Décoloniser le regard suppose de se placer du point de vue de l'Autre, et donc de s'interroger sur les inter-relations qui constituent les situations coloniales.

Césaire admet que « mettre les civilisations différentes en contact les unes avec les autres est bien ; que marier des mondes différents est excellent ; qu'une civilisation, quel que soit son génie intime, à se replier sur elle-même, s'étiole ; que l'échange est ici l'oxygène, et que

Yasmina Ho-You-Fat, metteuse en scène, comédienne, chanteuse, Felipe Cabrera, contrebassiste.



« Nous entrons dans un archipel inédit où les communautés humaines pourront se connaître et s'équivaloir, et changer en échangeant, sans pour autant se perdre ni se dénaturer » Patrick Chamoiseau, Edouard Glissant, Wole Soyinka, Déclaration sur la traite négrière et l'esclavage

Dans cette perspective N’Goné Fall veille à **penser l’Afrique dans sa diversité**. Il faut toujours rappeler le pluriel de ce qui est africain pour éviter le stéréotype qui veut que ce continent soit comme un même pays. Cependant Françoise Vergès met en garde contre le risque de re-nationaliser les collections.

Anne Lafont plaide pour que l’histoire de l’art sorte de l’histoire contrainte des Écoles nationales, et **pense les identités plurielles et les circulations pour aller vers l’histoire de la créolité**. Elle exprime son souhait de cesser « de penser que l’histoire de l’art est exclusivement l’histoire des chefs-d’œuvre de l’esprit d’une nation ou d’un territoire et de penser les choses autrement. Du même coup arriver jusqu’à la question des créolités, car au-delà des arts des Antilles, ce qui m’intéresse, c’est de réfléchir à la notion de créolité, cela permettait forcément de se détourner de cette histoire de l’art italien, de l’art français, de l’art anglais, parce que l’histoire des mondes créoles, c’est précisément les interactions nationales se succédant dans le temps. C’est à ce niveau-là que j’ai voulu agrandir le questionnaire de l’histoire de l’art et travailler différemment ». Reconnaître que les cultures humaines ne sont pas des insularités juxtaposées et aller vers ce que les hommes ont en commun partage du point de vue des circulations et de leurs diversités est le chemin d’une universalité renouvelée.

Ces réflexions ouvrent la piste d’une possible **nouvelle lecture universelle du paysage culturel de l’esclavage et de ses héritages**, une nouvelle manière de pratiquer ce « rendez-vous du donner et du recevoir » dont parlait autrefois Léopold Sédar Senghor.

S’APPUYER SUR LE MONDE ENSEIGNANT

« Il y aurait beaucoup de choses à dire sur la manière dont l’histoire elle-même est enseignée parce que, de fait, nous sommes restés, en Haïti, dans la bibliothèque coloniale pour répéter Valentin-Yves Mudimbe », indique Emmelie Prophète. Aux États-Unis, John Franklin, parle de l’enseignement d’un « esclavage-light » (sic), ce qui signifie que le sujet est abordé d’une manière elliptique, minimisée au regard de l’importance du système dans l’histoire et la construction des États-Unis. Au Brésil, « avec la montée du conservatisme politique pendant les dernières années, l’enseignement public passe de plus en plus par des églises radicalisées, donc le sujet de l’esclavage et de ses héritages devient absent, invisible », déplore Simone Pondé-Vassallo.

En Europe, on parle de l’esclavage à l’école, mais c’est pour décrire une réalité aux Amériques, comme le dit Annemarie de Wildt : une horreur qui prend place dans d’autres pays

John Franklin : « Pendant la période de ségrégation, parce que nos professeurs ne pouvaient enseigner dans les universités pour les blancs, ils ont enseigné dans nos lycées, ils avaient une profonde connaissance de notre histoire. Mais à partir des années 50, quand nous avons commencé à dé-ségréguer les institutions, ceux-ci ont pu avoir d’autres postes à travers le pays, alors on n’avait plus de professeurs aussi formés dans les lycées. L’éducation des Noirs sur leur histoire a perdu.

Nous n’avons pas un système d’éducation nationale aux USA, chaque ville, chaque état choisit ses propres programmes, formations pour les jeunes. Il n’y a pas d’examen à l’échelle nationale, l’équivalent de votre baccalauréat. De plus en plus, maintenant, - dans la voiture, ce matin, on se demandait quel président est le pire entre Brésil et USA... (rires) Parce que mon Président ne lit pas du tout, je ne sais même pas s’il a entendu parler de l’esclavage ! Ce n’est pas une bonne période pour nous ! - Beaucoup de gens disent : vous avez eu votre président avec Obama, donc il n’y a plus de problème pour les Noirs américains, plus de souci dans la communauté afro-américaine... On n’en parle plus. Heureusement qu’on a eu les financements pendant la période Obama pour construire le bâtiment. Ce serait impossible d’avoir ce genre de fonds aujourd’hui, au moins du côté fédéral.

Mais le musée s’attend à ce que les instituteurs viennent avec leurs élèves à tous les niveaux, primaire, moyen, secondaire, universitaire. On leur donne des outils sur le site web avant qu’ils ne viennent, surtout s’ils n’ont pas étudié l’histoire afro-américaine avant de venir. Parce qu’il faut que les enseignants aient des notions avant de venir avec leurs classes. Nous sommes aussi en train d’étudier comment les jeunes apprennent sur les relations raciales et notre département d’éducation est toujours en contact avec ces enseignants quand ils sont en train de préparer leur visite au musée, c’est la moindre des choses qu’on peut leur offrir parce qu’il n’y a rien à l’échelle nationale. »

que là où les Pays-Bas ont appliqué l’esclavage. Lors des Ateliers de la Fondation⁶⁴ les participants ont souligné qu’en France on enseignait surtout l’esclavage aux USA et au Brésil, pour les nouveaux programmes, c’est-à-dire une reculade.

Jean-Marc Ayrault répondant à une question posée dans la salle à propos de l’enseignement de l’esclavage en France indique qu’il a écrit à M. Blanquer, ministre de l’éducation nationale. Il rappelle la teneur de son message : « Non seulement la France reconnaît la traite et l’esclavage comme crime contre l’humanité mais il y a plein d’engagements : la journée du 10 mai vient de là, et puis la création du CNMHE, et l’obligation de l’enseignement de l’esclavage dans les programmes scolaires. Une fois qu’on a dit cela après c’est la mise en pratique de ce qui est dans la loi, c’est dans le détail que les choses vont se nicher et notamment dans la rédaction des programmes scolaires. Récemment nous avons eu connaissance des nouveaux programmes scolaires, nous y avons vu des insuffisances, des faiblesses... nous avons été entendu, mais ce n’est qu’une première étape, vous l’avez rappelé. Ainsi, vous mentionnez notamment Haïti, c’est vrai qu’il y a un lien tellement fort entre la France et Haïti, la traite, l’esclavage, les abolitions... que cette omission est une injustice notamment à l’égard d’Haïti. Avec l’histoire d’Haïti on comprend tout en fait, et on comprend mieux le reste. Ce n’est pas encore acquis, il va falloir persévérer. »

64 – Les Ateliers de Fondation, largement ouverts aux personnes et associations engagées dans la lutte pour la mémoire de l’esclavage, organisé par le GIP-mméta, ont été organisés en novembre 2018 à Paris. Ils ont pleinement contribué à la construction du projet de Fondation.

« Cette **question des programmes scolaires est essentielle** parce qu'il faut **donner les clefs de compréhension des luttes** qui ont été menées pour la liberté et pour l'émancipation et l'abolition. Plusieurs fois on a évoqué Haïti qui nous renvoie à l'histoire mondiale de la France. C'est donc ce que nous avons à faire. » (Emmelie Prophète)

Inscrire le sujet de l'esclavage à une place importante dans les programmes est une priorité, il faut également réfléchir à la manière de raconter l'histoire. Parler de la réalité des faits de façon accessible en croisant le cérébral et l'émotionnel-sensible et artistique. « Refroidir » le sujet sans le déshumaniser, selon l'expression de Dominique Taffin : « Face à l'effervescence autour du sujet, on essaie de répondre de manière professionnelle, en ne mettant pas en avant le ressenti. En raison de notre devoir de neutralité, on va être beaucoup plus rationalisant. On va refroidir un petit peu les choses, tout en essayant d'y répondre », mais aussi convoquer à l'école, au collège et au lycée, les témoins et les artistes.

À propos du rôle de l'art, de nombreux participants dont Anne Lafont et Dominique de Font-Réaulx regrettent que l'histoire de l'art ne soit pas enseignée à tous dans les écoles, les collèges et les lycées. « C'est pourtant une formidable discipline d'ouverture au monde, aux autres, à soi ; une discipline qui associe érudition et imagination ».

La question de la formation des professeurs, sur le sujet de l'esclavage et du racisme est un point essentiel⁶⁵. Les institutions culturelles peuvent, sur ce point, venir en soutien aux enseignants. Naïl Ver-Ndoye pense que cette complémentarité est possible à la condition de quelques évolutions pour ajuster les musées à l'environnement communicationnel des jeunes.

65 – voir l'encart sur la situation aux USA par John Franklin, p.69)

Naïl Ver-Ndoye, professeur d'histoire et de géographie, auteur de *Noir entre peinture et histoire*, 2018, Intervenant voir p.8 : « les musées sont assez éloignés des jeunes.

Nous sommes à l'heure où mes élèves sont à la réalité augmentée. J'ai l'impression que l'on vit en permanence avec ce décalage chronologique. C'est comme s'il y avait deux capsules qui ne se croisent que très peu.

Je suis formateur d'enseignants, dans mes formations on part du réel. Exemple : comment communiquer avec les parents ? Je travaille à Argenteuil, population d'origine maghrébine, musulmane. J'ai été envoyé en formation à Sarcelles et Villiers-le-Bel. La population là-bas était assyro-chaldéenne, donc très éloignée de l'islam, très éloignée aussi de l'Afrique du nord et sub-saharienne. Nous sommes allés sur place, en amont, parler avec les collègues et leur demander quels étaient leurs besoins. J'ai la sensation que les musées ne vont pas au réel, ne vont pas voir les élèves.

J'ai l'impression qu'on fait une petite réunion où on se dit : il faut des jeunes... alors il y en a un qui dit : « moi, mon fils il aime beaucoup Kev Adams » ... Alors on invite Kev Adams à faire l'audioguide. Mais c'est beaucoup trop éloigné de ce que vivent nos élèves. Partir avec eux, cela peut être beaucoup de petites choses qui peuvent être faites. On a dans nos lycées, des conseils de vie lycéenne, on a des conseils d'administration, pourquoi un CA ne serait-il pas jumelé avec un musée ? Pourquoi des délégués de la classe d'art ne seraient-ils pas délégués du comité scientifique d'un musée ?

Cela permettrait d'avoir un autre regard, de créer ce « déplacement ». La puissance de rayonnement de l'Institution découlera de cela. Avec ou sans les enseignants. Les élèves ont aussi beaucoup de choses à dire. Un bon enseignant sait s'effacer et laisser la classe s'autogérer. Nos élèves s'expriment très bien, ils sont très militants, très engagés, surtout s'ils choisissent la classe art. »

IV – Opportunités et freins

DÉPASSER LES RÉSISTANCES INDIVIDUELLES

La mise en œuvre du travail de « décolonisation du regard » dans les institutions culturelles repose sur un effort de prise de conscience tant de la part des médiateurs que du public. Comme l'expérience du musée d'histoire de Nantes le montre, dès lors que l'interprétation du patrimoine est soumise au déplacement de la pensée et que le sujet accepte de se décentrer⁶⁶, l'implacable mécanisme de l'imbrication de l'esclavage, de la colonisation et du racisme agit comme une révélation. Krystel Gualdé qui expérimente ce processus depuis plus d'une dizaine d'années n'a pas souvenir de résistances au travail de décolonisation : « les résistances sont dans nos têtes. Il n'y a pas de résistance de la part des acteurs et des publics ».

Un auditeur dans la salle indique cependant que dans le cadre scolaire les enseignants éprouvent certaines réticences à aborder les sujets de l'esclavage et du racisme avec leurs élèves. Ils décrivent un malaise lié à leur manque de formation. Une réaction de peur d'être seuls et démunis d'arguments devant des élèves dont l'opinion est déjà construite sur la base des conflits d'identité ou d'une mémoire, influencée par des courants qui échappent à la maîtrise des professeurs.

Ces réticences des professionnels, médiateurs, enseignants comme des individus sont dépassables dès lors qu'on crée les conditions de la prise de conscience de la nécessité de la décolonisation de la pensée. Cependant, il faut « quand même admettre que **travailler avec les**

66 – Cf.infra II.1 et III.4

populations demande du temps. Il faut apprendre à se connaître, il faut parler la même langue, créer des liens de confiance et de travail. **Ce temps-là, n'est pas le temps de nos administrations et de nos institutions** ... » déplore Isabel Nottaris.

LA FRAGILITÉ DU RAPPORT AUX POUVOIRS POLITIQUES

Les institutions traduisent l'idéologie dominante des nations. Comment la mémoire de l'esclavage a-t-elle été traitée pour servir au mieux les politiques nationales ?

Pour la République Française la stratégie politique s'est construite autour de l'injonction à l'oubli et la commémoration des abolitions qui la positionne dans le « beau rôle ». L'exemple de Marseille fait image. « Des recherches universitaires et patrimoniales montrent qu'historiquement Marseille est un port négrier, pourtant il ne s'y fait pas entendre un puissant mouvement associatif sur le sujet... Peut-être parce que Marseille fut un foyer assez actif de la pensée abolitionniste et cultive cette image. » (J-F. Chougnet).

En Martinique, les commémorations de l'abolition n'ont pas attendu la reconnaissance nationale. Les journées du maire ont été fixées le 22 mai date locale de l'abolition.

En Guadeloupe, la mémoire institutionnelle est d'abord passée par une mémoire instrumentalisée de Victor Schœlcher, constate Matthieu Dussauge : « Dans l'Hexagone c'est un personnage peu connu. On se souvient du moment où François Mitterrand, lors de son investiture en 1981, avait déposé trois roses sur les tombeaux d'hommes illustres de la République au Panthéon. La journaliste d'Antenne 2 qui commentait à l'époque l'évènement avait évoqué Jean Jaurès et Jean Moulin mais n'avait pas même mentionné Schœlcher sur le tombeau duquel Mitterrand déposa pourtant une rose ».

Aux Antilles, l'image de Schœlcher est encore omniprésente : dans les communes, les rues, les monuments, les statues... « et ce musée Victor Schœlcher qui a longtemps été perçu comme un musée fabriqué de toute pièce par la colonie pour lui rendre hommage. C'est un peu injuste puisque c'est Victor Schœlcher lui-même qui l'a créé comme un prolongement culturel et éducatif de son action politique, en donnant à la Guadeloupe une partie de ses collections personnelles, principalement de beaux-arts (peintures, sculptures, gravures...). La collection originelle reposait essentiellement sur une conception euro-centrée de l'art, mais tendait aussi vers un certain universalisme puisque Schœlcher avait collecté des objets au cours de ses voyages dans la Caraïbe ou encore en Afrique et qu'il fit entrer au musée des moulages d'œuvres venant du Louvre tels que des reliefs assyriens ou des statues égyptiennes. Dans ce premier musée de la France d'Outre-mer, une vision artistique ouverte vers d'autres cultures que celle de l'Europe dominante était ainsi proposée aux visiteurs. Dans une certaine mesure, ce musée était déjà une vitrine ouverte sur le monde, comme l'avait souhaité Victor Schœlcher.

Jean-François Manicom livre son ressenti de Guadeloupéen qui, enfant, n'a entendu parler de l'esclavage à l'école comme tous ses camarades qu'à travers la visite de l'ancienne version du Musée Schœlcher : « le jour où mon professeur dit nous allons visiter le musée Schœlcher, vous arrivez, à 13 ans, dans cette collection qui présente des assiettes de Limoges, des bas-reliefs du Louvre moulés... Dans les années 70, le musée Schœlcher est le seul endroit de Guadeloupe qui est censé vous parler d'esclavage ! : on vous tue deux fois ! C'est un tremblement de terre ! »

« Malheureusement, pendant pratiquement un siècle, ce musée est resté un lieu où l'on venait seulement honorer la mémoire du personnage politique, notamment à l'occasion de la Fête Schœlcher instituée le 21 juillet 1914. Longtemps perçu comme un lieu poussiéreux, ce musée est resté longtemps lié à l'image que la République a construite autour de l'homme : le garant de la République qui abolit, qui rend la Liberté. De fait, Schœlcher incarnait aussi la République qui impose une injonction à l'oubli, celui d'un passé marqué par l'institution de l'esclavage. Aujourd'hui, le Conseil départemental entreprend de revisiter cette collection mais aussi de réinterroger le personnage de Schœlcher parfois décrié de nos jours. Non pas pour

réhabiliter son image construite essentiellement sous la III^e République mais plutôt pour déconstruire le mythe de celui qui « a aboli l'esclavage » et expliciter comment il est parvenu à mettre un point final à un vaste mouvement d'émancipation dont les personnes esclavisées furent les premiers acteurs. » (Matthieu Dussauge)

Précisément, Emmelie Prophète explique qu'en Haïti, la mémoire de l'esclavage sert à célébrer une victoire du peuple haïtien contre la plus grande armée du monde de l'époque. « Je n'ai pas l'impression que nous abordions la question de l'esclavage de la même manière en Haïti et même dans les autres pays... L'exemple de Toussaint Louverture est parlant. Nous ne le connaissons pas en Haïti de la même façon qu'en Europe. Le Héros de l'indépendance Haïtienne c'est Jean-Jacques Dessalines. Toussaint Louverture est mis sur un piédestal à l'étranger, alors que certains historiens haïtiens ne voient en Toussaint que le chantre de la négociation. »

En Allemagne, les résistances à la mise en œuvre des préconisations du « Guide pour le traitement des biens des collections issues de contextes coloniaux »⁶⁷ sont venues des politiques et des médias. « Il faut comprendre qu'en Allemagne, la discussion prend place dans le contexte de la constitution des collections des musées sous le Troisième Reich ou la RDA. Dans beaucoup de situations, les collections, les pièces artistiques ont été prises aux gens dans des conditions injustes. En référence aux responsabilités du Troisième Reich, la question du prélèvement légal ou illégal des objets et des œuvres et de leurs restitutions dans les contextes coloniaux, constitue la principale discussion au plan culturel.

67 – Op.cit.

C'est pourquoi les polémiques politiques et médiatiques tournent et retournent sur la question des restitutions et rapatriements. Mais ce n'est pourtant qu'un aspect parmi beaucoup d'autres quand on parle de réparer les torts coloniaux. La tentation est grande, aujourd'hui, parmi les politiciens de dire : « on n'a qu'à restituer et on n'est plus coupable ». Mais, ce serait trop simple ! » (Hilke Thode-Arora)

Après les années de ségrégation, la question de l'esclavage n'est traitée à l'école que très superficiellement aux États-Unis, dit John Franklin qui rappelle qu'il a fallu 150 ans pour faire aboutir le projet de musée. Aujourd'hui, il recueille le soutien des deux partis politiques, ce qui est essentiel car il doit fonctionner dans un esprit de réconciliation nationale.

Jean-Marc Ayrault expose l'expérience municipale nantaise en soulignant la volonté d'agir dans le sens de l'apaisement des mémoires. « J'ai été élu maire en 1989 et je m'étais engagé devant les électeurs à travailler sur cette question. Ce n'est effectivement pas simple. Il y avait eu des tentatives avant qui venaient d'universitaires, notamment à l'occasion du troisième centenaire du Code noir, en 1985, un projet d'évènement à la fois historique, mémoriel et culturel autour du code noir. Une fois le projet à peu près bâti, ayant obtenu le soutien public, la municipalité de l'époque avait dit non, se retranchant derrière l'argument selon lequel on n'allait pas revenir sur ce passé, cela allait diviser les Nantais, les déchirer. On n'a plus besoin de cela. Il y avait sans doute de la peur et puis l'envie de passer à autre chose. En 1989, nous avons engagé une démarche avec les pouvoirs publics municipaux, les associations et les universitaires et la division ne s'est pas produite. Notamment avec les descendants des armateurs. Certaines familles disposaient d'archives et elles ont joué le jeu, elles nous les ont ouvertes ; d'autres ont préféré ne pas en parler. Mais nous n'avons pas vécu de déchirement, ni de polémiques.

« Avec le temps qui passe, (c'est important le temps : cela fait maintenant 30 ans que ce travail s'est déployé, il s'est poursuivi avec le musée, les parcours dans la ville, le mémorial de l'abolition, inauguré en 2012), ce sont des étapes, des étapes, des étapes. Une société nantaise, avec de nombreux scolaires, qui finalement aborde ces questions relativement sereinement. La ville de Nantes, aujourd'hui, est fière d'avoir pu affronter ce passé sans chercher à tout prix des coupables ou des responsables. Les gens qui vivent aujourd'hui ne sont pas comptables du passé. Par contre on est comptable du présent et du futur. Cela a été très bien compris et cela a permis d'ouvrir des relations avec les Caraïbes, bien sûr, mais aussi l'Afrique et les Amériques du nord, centrale et du sud. Le musée de Nantes est la base scientifique du projet. Les liens sont multiples et sont un enrichissement formidable. Si l'on veut apaiser, si l'on veut réconcilier, si l'on veut permettre à chacun de trouver sa place et c'est parfois douloureux et complexe notamment dans les Outremer, il faut accepter que cela prendra du temps. Il faut avoir un objectif ambitieux et c'est dans ce sens que la Fondation est une étape. Je relève aussi le temps qu'il faut pour changer les choses. »

La mise en place de la liste du patrimoine mondial de l'Unesco marque la volonté des nations de se penser dans l'Universel du point de vue du patrimoine culturel. Le programme « La Route de l'Esclave » offre une possibilité d'expression de l'*ethnoscape*⁶⁸ constitué par la vaste « communauté patrimoniale » des héritiers de personnes réduites en esclavage.

« En 2009, Il y a eu une concordance positive, entre la pression des revendications mémorielles fortes et l'inscription au patrimoine mondial de l'Unesco d'un ensemble architectural magnifique du XVIII^e siècle à Bordeaux. Une des réponses de politique culturelle apportée par la ville a été d'ouvrir dans son musée dédié à 400 000 ans d'histoire de Bordeaux, de l'Aquitaine et de leurs relations au monde, de nouveaux espaces qui puissent être consacrés à l'histoire du XVIII^e siècle, à l'esclavage et à la traite négrière. Le musée d'Aquitaine, il y a une dizaine d'années, a relevé le défi, en s'attaquant à ce tabou avec l'aide d'un comité scientifique. Qu'y a-t-il derrière ces très belles façades ? D'où vient la richesse de Bordeaux ? Elle vient de son arrière-pays (les vins, les eaux de vie), certes, mais surtout, et de manière très conséquente, d'un travail forcé réalisé par des personnes esclavisées, en particulier à Saint Domingue. Une grosse partie de la richesse de Bordeaux est liée à cette histoire-là. Ainsi, le dispositif muséographique, sur près de 800 m2, montre la splendide façade de pierre sur la Garonne et propose ensuite de franchir les arches afin d'expliquer d'où vient cette richesse. On y déploie tout un discours qui s'appuie sur les collections ». (Laurent Védrine)

Corinne Forest a rappelé que tout a commencé, à Maurice, avec l'inscription de l'Aapravasi Ghat au patrimoine mondial de l'Unesco (candidature en 2005 et inscription en 2006) : un cadre de gestion pour le patrimoine a été établi qui n'existait pas.

Ce fut le cas également au Brésil, avec le classement sur la liste du patrimoine mondial du Quai de Valongo, véritable dénonciation du préjugé racial au Brésil.

Cependant, rien n'est jamais acquis. Les avancées idéologiques sont soumises aux ***vicissitudes des contextes politiques changeants et les classements internationaux, eux-mêmes, sont impuissants*** face aux revirements des pouvoirs.

Le cas du quartier de Pedra do Sal, dans la zone des docks, pourtant en principe protégé par l'inscription au patrimoine mondial du Quai de Valongo, à Rio de Janeiro, est exemplaire des risques toujours présents lors d'un changement de gouvernement. Depuis le mois de janvier 2019, un gouvernement d'extrême droite est au pouvoir, au Brésil. Simone Pondé-Vassallo rappelle que « le symbole du Quai de Valongo expose la blessure de l'esclavage au Brésil et le fait que le Brésil est un pays traversé par le préjugé racial. C'est un symbole qui n'intéresse plus du tout le pouvoir. Toutes les politiques et les programmes

68 – On se référera aux notions d'*ethnoscape*, *mediascape*, *technoscape*, *idéoscape* énoncées par Arjun Appadurai « Disjoncture et différence dans l'économie mondiale », 1990. On consultera également, Après le colonialisme : les conséquences culturelles de la globalisation, Modernity At Large : Cultural Dimensions of Globalization, Payot, 2005

concernant le Quai du Valongo sont arrêtés. Elles étaient déjà freinées avant, mais maintenant plus que jamais. Le Quai excavé est simplement là, il n'y a pas d'éclairage, pas de signalétique. Rien n'est fait pour recevoir les touristes, pas de panneaux qui racontent l'histoire. Le musée de l'esclavage qui faisait partie du projet d'exposition au public, a avorté. On n'en parle presque plus. Ça, ce sont des responsabilités de la municipalité de Rio. Mais le gouvernement fédéral à travers l'Institut National du Patrimoine ne fait rien non plus, ne surveille pas - ce qui serait de sa responsabilité.

De manière générale, depuis les années 2000, quantités de politiques liées à l'idée de réparation ont vu le jour : pour donner une idée de la démocratisation de l'accès à l'éducation, dans les universités publiques, 50% des places ont été réservées aux jeunes étudiants à bas revenus ou qui s'auto déclarent Afro-brésiliens - dans l'Université fédérale Fluminense, à Rio, à peu près 50% des étudiants proviennent de familles qui touchent le salaire minimum... Tous les programmes de délimitation des territoires des communautés maronnes avaient également bien avancé. Une loi qui obligeait les écoles publiques à enseigner les histoires africaines et afro-brésiliennes fut créée, car ce sont des histoires invisibles dont on dit qu'elles n'intéressent pas les gens, des histoires mineures. Aujourd'hui, tout est menacé, tout est en train d'être défait, c'est un vrai risque. »

Simone Pondé-Vassallo lance un appel : lance un appel : « Nous avons énormément besoin de votre soutien : le ministre brésilien de l'éducation a déclaré publiquement que les facultés publiques de philosophie, de sociologie et de sciences humaines en général ne servaient à rien et que leur financement serait interrompu parce que l'argent public n'est pas fait pour ce genre de chose. Il a indiqué que le budget des universités publiques allait être diminué de 30%, ce qui, avec les réductions progressives que nous subissons, ne nous permettra pas de survivre pendant plus de quelques mois. Je vous parle de ces sujets, parce ce que ce sont des politiques qui criminalisent les idées de lutte contre les inégalités raciales, sociales, les idées de réparation. Les anthropologues sont criminalisés, surtout ceux qui travaillent sur les démarcations de territoires indiens et de communautés maronnes.

La communauté internationale doit le savoir. »
(Applaudissements)

Le Brésil n'est pas le seul pays à faire la démonstration de ces reculades.

Aux Pays-Bas, si la fête du Keti Koti constitue une spectaculaire manifestation populaire de commémoration de l'abolition de l'esclavage, il s'agit d'une initiative de la ville d'Amsterdam. L'état fédéral, lui, a retiré ses subsides à l'Institut national pour l'étude de l'esclavage néerlandais et de ses héritages (Nationaal Instituut Nederlands Slavernijverleden en erfenis, NINSEE), créé en 2001, précurseur des travaux institutionnels sur l'esclavage en Europe. Heureusement d'autres musées ont pris le relais. Mais ce recul, dans un état démocratique européen, montre combien fragiles sont les engagements politiques. (Annemarie de Wildt)

En France, les mésaventures de la Maison des Civilisations et de l'Unité Réunionnaise et de la Maison des Cultures et des Mémoires de la Guyane sont également démonstratives, qui après un vaste programme de travail des uni-

versitaires, des conservateurs engagés dans des processus participatifs avec les communautés locales, nombreuses et variées et après de longues années d'élaboration patiente, ont connu, l'une et l'autre, un arrêt brutal à l'occasion d'un scrutin territorial.

Comme Isabel Nottaris le constate, lorsqu'on parle de culture, on parle d'identité, et lorsqu'on parle d'identité les conflits sont nombreux et peuvent devenir « saignants » (en Guyane, il s'agissait de maintenir une synergie à laquelle intégrer des communautés parlant plus de 20 langues). « C'est une réalité que les professionnels du patrimoine et de la culture doivent avoir en tête lorsqu'ils entrent dans les problématiques de l'institutionnel et du participatif. Le travail avec les communautés prend beaucoup de temps et mobilise de l'argent. Ce n'est pas très bien vu des responsables politiques, d'autant que le « participatif » touche au vivier électoral et à la communication... »

CONCLUSION : VERS UN RÉSEAU DES INSTITUTIONS CULTURELLES

Il ressort de ces échanges riches et intenses quelques considérations, dont la prise en compte pourra constituer le socle des travaux du réseau d'institutions culturelles et patrimoniales que la Fondation a vocation à animer.

Dès la première table ronde des Rencontres Patrimoines Déchaînés, les témoignages révèlent l'implacable mécanisme de l'imbrication de l'esclavage, du colonialisme et du racisme. Malgré les abolitions, les évolutions vers des régimes plus démocratiques, le racisme se perpétue et étend ses séquelles sur les populations d'origine africaine, subsaharienne, en un mot : les Noirs, alors qu'on pourrait vainement chercher à définir les limites de cette pseudo « catégorie » humaine. Beaucoup de travail reste à faire sur les conséquences psychologiques, culturelles, sociales et sociétales de l'esclavage.

Le combat contre la discrimination raciale anti-Noirs, pour essentiel qu'il soit, n'épuise pas les champs d'action que les divers effets de l'esclavage ouvrent aux luttes pour les droits humains, passées, présentes et futures : Jean François Chougnat souligne que l'esclavage en Méditerranée a été à peine évoqué, sans doute parce qu'il est encore mal connu. Pourtant cet espace géographique, a été et devient l'un des cadres des drames de l'indignité des rapports humains de notre époque. D'autres espaces géographiques devront également être considérés. L'esclavage reste un système d'exploitation universel et intemporel.

L'étude et la dénonciation par l'enseignement du crime contre l'humanité ne pourra pas faire l'économie d'une analyse économique, philosophique, anthropologique du rapport de l'homme au travail, de la rentabilité de l'exploitation de l'être humain comme ressource-marchandise, de son encadrement juridique et moral, de son histoire et des conséquences psychologiques sur les victimes toujours essentialisées : noires, migrantes... Le recours à la diversité des disciplines scientifiques est nécessaire pour analyser le fait social, et les expressions du sensible, le champ artistique, doivent être mobilisées pour toucher le plus grand nombre.

L'intérêt pour le patrimoine matériel et immatériel révèle que l'histoire coloniale est directement ou insidieusement présente dans sa constitution même, comme dans les interprétations qu'en font les médiateurs et dans le regard que chaque citoyen lui porte. La lecture qui en est aujourd'hui proposée, tant de sa composition et de ses origines, que de son inventaire et de sa valorisation repose sur des principes de longue date aliénés à la posture coloniale. Construire des outils pour débarrasser les instances culturelles des scories honteuses de l'histoire et réhabiliter les victimes est une priorité.

Jean-François Manicom déplore qu'avec la création de la seule Fondation, « il n'y ait pas le compte en termes de réparation de la part de l'État », entre autres parce qu'il craint que l'absence de volonté d'un grand musée national de l'esclavage ne handicape durablement la marche du combat esquissé en France. Mais rien n'empêche de suivre la leçon

Jacques Martial répond à une auditrice qui faisait part de sa douleur à l'évocation des violences faites à ses ancêtres : « L'énergie, les savoirs, la pensée ont commencé à circuler, de moins en moins difficilement emprisonnés. Aujourd'hui, on peut regarder ces choses, elles sont douloureuses pour vous, elles sont douloureuses pour un Blanc qui les regarde, pour un Français qui les regarde, pour un Noir antillais... Mais elles sont histoires. Elles sont formatrices pour nous. On est en train d'apprendre ensemble à regarder une histoire que nous avons en partage. Ça demande de la distance, le musée sert à cela. Vous êtes déchirée, parce que les artistes qui sont de grands artistes ont réussi à nous toucher, à nous bouleverser, à nous interpeller, à nous mettre en colère, à nous émouvoir. Derrière ces émotions, c'est la réflexion... C'est ce que font les musées, ce que nous faisons depuis deux jours. Ce sont des supports pour grandir, pour comprendre ensemble.

Il faut dédramatiser cette histoire, parce qu'elle n'est pas le Diable, elle est juste l'histoire. Donc il faut connaître l'histoire, l'apprendre et non pas la mettre à l'index ou la mettre dans une catégorie de notre construction judéo-chrétienne. Il s'agit aujourd'hui de partager une histoire en commun et que toutes les énergies soient utilisées pour construire et non pas pour retenir et tenir cachées des choses que nous avons vécues, que nous savons mais que nous ne connaissons pas. » (Applaudissements)

du maronage qu'Éric Alendroit rappelle : « tout être humain est en capacité d'agir sans attendre les ordres ou les autorisations ».

De nombreuses institutions culturelles, à l'instar du Musée d'histoire de Nantes et du Musée d'Orsay avec l'exposition « Le modèle noir », manifestent leur désir de sortir du silence pour restituer une autre identité aux œuvres qui sont scellées dans leurs réserves ou indûment légendée sur leurs cimaises.

Constitué en un réseau que la Fondation animera de façon horizontale et participative, ce rassemblement d'institutions volontaires se mobilisera pour montrer la diversité des dynamiques patrimoniales qui sous-tendent la révélation d'un patrimoine du paysage culturel de l'esclavage et de ses héritages, tout en la reliant à une réflexion plus large sur les dispositifs patrimoniaux au niveau global. Articulés avec les programmes de la Fondation pour la mémoire de l'esclavage, les résultats de son travail abonderont la base de données raisonnée des ressources disponibles pour construire des outils pédagogiques et des dossiers de référence.



**Et maintenant,
on peut commencer à discuter ?**

François Piquet, « Les réparations », détail de la performance artistique réalisée pendant « Patrimoines déchainés ».

FORMULAIRE DE DEMANDE DE RÉPARATIONS DES CRIMES DE L'ESCLAVAGE

Date de réception :	Compléter et envoyer à :	Numéro de plaignant :
(Réservé à l'administration)		(Réservé à l'administration)
		Plainte gérée par :
		(Réservé à l'administration)

SECTION 1 - INFORMATIONS SUR LA VICTIME		Nom de la personne tuée ou blessée ou ayant subi des préjudices par crime d'esclavage. Remplir un formulaire pour chaque victime.	
Nom de la victime (Nom, Prénoms)		Date de naissance(JJ/MM/AAAA) N°de Sécurité Sociale	
Genre <input type="checkbox"/> Homme <input type="checkbox"/> Femme		Aucun <input type="checkbox"/>	
Langue parlée par la victime ou le plaignant ? <input type="checkbox"/> Français <input type="checkbox"/> Anglais <input type="checkbox"/> Autre		La victime est-elle décédée ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
Adresse		Ville	Code Postal Pays
Telephone		Adresse de courriel	

SECTION 2 - INFORMATIONS SUR LE PLAIGNANT		Compléter seulement si la personne déposant la plainte n'est pas la victime. Cette section doit être complétée par un parent, un tuteur ou assimilé si la victime est mineure, défunte ou invalide.	
Nom du plaignant (Nom, Prénoms)		Date de naissance(JJ/MM/AAAA) N°de Sécurité Sociale	
Genre <input type="checkbox"/> Homme <input type="checkbox"/> Femme		Aucun <input type="checkbox"/>	
Relation avec la victime <input type="checkbox"/> Parent <input type="checkbox"/> Conjoint/Concubin/PACS <input type="checkbox"/> Enfant <input type="checkbox"/> Frère/Soeur <input type="checkbox"/> Grand-parent <input type="checkbox"/> Autre			
Adresse		Ville	Code Postal Pays
Telephone		Adresse de courriel	
Quelle preuve de parenté avec la victime est fournie par le plaignant ? <input type="checkbox"/> Livret de famille <input type="checkbox"/> Autre		Quel justificatif d'identité est fourni par le plaignant ? <input type="checkbox"/> Passeport <input type="checkbox"/> Autre	
Le plaignant subit-il aussi des préjudices à cause des crimes commis? <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui		Si oui, le plaignant peut remplir et envoyer son propre formulaire de plainte.	

SECTION 4 - INFORMATIONS SUR LE CRIME		Date du crime	Date du rapport à la Police	Pays où le crime a eu lieu
Service de Police		Numero du rapport de Police		Nom de l'officier de Police en charge
Le crime comprend-il <input type="checkbox"/> Violence domestiques ou familiales <input type="checkbox"/> Abus sur personnes âgées <input type="checkbox"/> Actes de haine <input type="checkbox"/> Crimes de masse				
Type du crime (cocher toutes les réponses correspondantes)	<input type="checkbox"/> Maltraitance Physique sur Mineur	<input type="checkbox"/> Torture	<input type="checkbox"/> Cambriolage	
<input type="checkbox"/> Agression	<input type="checkbox"/> Maltraitance Sexuelle sur Mineur	<input type="checkbox"/> Autre acte de barbarie	<input type="checkbox"/> Fraude fiscale et financière	
<input type="checkbox"/> Homicide	<input type="checkbox"/> Pornographie Pédophile	<input type="checkbox"/> Harcèlement	<input type="checkbox"/> Terrorisme	
<input type="checkbox"/> Vol	<input type="checkbox"/> Trafic d'être humain	<input type="checkbox"/> Incendie criminel	<input type="checkbox"/> Autre	
	<input type="checkbox"/> Agression sexuelle	<input type="checkbox"/> Enlèvement		
Décrivez brièvement les crimes et offenses. Ajoutez des feuillets si nécessaire.				

Nature des préjudices subis par la victime		Décrivez brièvement les préjudices subis. Ajoutez des feuillets si nécessaire.	
<input type="checkbox"/> Préjudice corporel	<input type="checkbox"/> atteintes à la santé de la victime <input type="checkbox"/> atteintes à l'intégrité physique (blessures, douleur physique, etc.) <input type="checkbox"/> diminution de capacité de travail	Décrivez brièvement.	
<input type="checkbox"/> Préjudice moral	<input type="checkbox"/> anxiété <input type="checkbox"/> souffrance psychologique <input type="checkbox"/> atteinte à la réputation	Décrivez brièvement.	
<input type="checkbox"/> Préjudice matériel	<input type="checkbox"/> pertes financières <input type="checkbox"/> dégâts et dégradations matériels portant sur des biens mobiliers <input type="checkbox"/> dégâts et dégradations matériels portant sur des biens immobiliers	Décrivez brièvement.	
<input type="checkbox"/> Préjudice d'agrément : dommages résultant de la privation de certaines satisfactions de la vie courante		Décrivez brièvement.	
<input type="checkbox"/> Préjudice indirect : préjudice matériel ou moral causé du fait du décès ou du dommage subi par des proches de la victime. Indiquez les noms, prénoms, date de naissance des personnes concernées. Ajoutez des feuillets si nécessaire.		Décrivez brièvement.	

Informations sur le Criminel 1			
Adresse		Ville	Pays Code Postal
Telephone		Adresse de courriel	
Le Criminel est une personne physique <input type="checkbox"/>		Le Criminel est une personne morale <input type="checkbox"/>	
Nom (Nom, Prénoms)		Date de naissance	Nom Date de création
Genre <input type="checkbox"/> Homme <input type="checkbox"/> Femme		<input type="checkbox"/> Entreprise privée <input type="checkbox"/> Etablissement Public <input type="checkbox"/> Etat <input type="checkbox"/> Autre	
Le criminel est-il décédé ? <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui		Le criminel est encore en activité <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui	
Si oui, les héritiers du criminel bénéficient-ils du crime ? <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui		Si non, les bénéfices du crime ont-ils été transmis à une autre personne morale ? <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui	
Si oui, décrivez brièvement les héritiers et successions. Ajoutez des feuillets si nécessaire.			

LISTE DES INSTITUTIONS ET ASSOCIATIONS CULTURELLES QUI ONT MARQUÉ LEUR INTÉRÊT POUR LE RÉSEAU DU PAYSAGE CULTUREL DE L'ESCLAVAGE LORS DE PATRIMOINES DÉCHAÎNÉS :

AGCCPF- association générale des conservateurs des collections publiques de France
 Angoulême, service politiques muséales et archives municipales
 Archives de France- (Service Interministériel des) et ANOM
 Bibliothèque de l'Arsenal
 Camps des Milles
 CNAM
 Confluences - Lyon Métropole
 Conseil départemental de la Guadeloupe
 Conseil départemental de Mayotte
 Conseil Départemental Réunion, com culture
 Conseil régional de la Guadeloupe, com culture
 Décoloniser les arts
 Drac Nouvelle Aquitaine
 Fessenheim-Espace muséographique V. Schœlcher
 Fondation Cartier
 Fondation Clément-Bernard Hayot - Le François,
 Fort de Jouy
 Habitation Lajus, Martinique
 IMA-Institut du Monde arabe
 INA, Institut National de l'Audiovisuel
 Les Paladins
 Louvre
 Maison de la Négritude et des Droits de l'Homme, Champagney (70290)
 Maison de l'Amérique Latine
 Memorial Acte
 MQB, Musée du quai Branly-Jacques Chirac
 MuCEM
 MuMA- Musée de Mayotte
 Musée Beauvoisine, Rouen
 Musée d'Aquitaine, Bordeaux
 Musée d'art et d'histoire de Saint Denis

Musée d'art moderne Richard-Anacréon, Granville
 Musée Henri-Martin, Cahors
 Musée de la Poste
 Musée de la toile de Jouy, Jouy-en-Josas
 Musée de l'Amitié Franco-Américaine- Palais de Compiègne et Blérancourt
 Musée de l'Homme
 Musée des cultures Guyanaise, Cayenne
 Musée d'histoire de Nantes
 Musée d'Orsay et de l'Orangerie
 Musée du Nouveau Monde, La Rochelle
 Musées de Rouen (Métropole Rouen Normandie)
 Musée national de l'Éducation - Rouen
 Musée national de l'histoire de l'Immigration
 Musée national du sport, Nice
 Musée Schœlcher, Pointe à Pitre
 Musée Villèle, CD Réunion
 Musées de la Martinique, CTM
 Musées du Havre
 Museum Histoire Naturelle, Toulouse
 Museum Histoire Naturelle, Paris
 Philharmonie de Paris
 Service Général de l'Inventaire- MCC
 Service régional de l'Inventaire de la Guyane
 Service régional de l'Inventaire de La Réunion
 Urbanistes du monde
 Archives de Houilles
 Ville de Montreuil

CONCLUSION DE MICHEL COLARDELLE, CONSERVATEUR GÉNÉRAL DU PATRIMOINE ÉMÉRITE

Mesdames et messieurs, une conclusion en quelques minutes, pour une réunion de deux jours pleins et plus de vingt communications, sans compter les questionnements de l'assistance ! Une gageure. Mais je remercie les organisateurs de ce passionnant colloque de me l'avoir proposée : c'est un honneur pour moi de répondre à leur demande.

Il n'est nul besoin d'insister sur l'admiration qu'ont éprouvée tous les participants devant la qualité des intervenants, la richesse des débats en salle et hors d'elle, l'engagement de tous ceux que l'on a entendus, témoins, acteurs et penseurs. En votre nom, je les remercie.

Je suis heureux de la force symbolique que revêt le choix de tenir ces Rencontres au musée d'Orsay, qui accueille bien sûr l'exposition « Le modèle noir » et il faut l'en féliciter ; mais qui plus fondamentalement retrouve ainsi un instant la forte vocation historique et sociale qu'il avait à sa création, avec, aux côtés de l'éminent conservateur « Beaux-Arts » par excellence qu'était Michel Laclotte, la grande historienne engagée Madeleine Rébérioux, dont me revient avec émotion et reconnaissance la mémoire.

Il existe plusieurs façons de « conclure » un colloque. On peut en faire la synthèse, voire le résumé. Devant une matière si riche, ce n'est pas le parti que j'ai retenu : il y aurait eu trop d'omissions, trop de simplifications, et les participants s'en seraient à juste titre sentis trahis. J'ai plutôt choisi de prolonger quelques réflexions, en essayant de ne pas perdre de vue les objectifs fondamentaux de la Fondation dans ses dimensions pratiques aussi bien que théoriques.

Je parlerai d'abord de la mémoire. Celle de l'esclavage est particulièrement problématique, qu'elle soit trop présente dans la conscience des uns, ou qu'elle le soit trop peu, voire pas du tout, dans celle des autres. Ne nous trompons pas, nous qu'assure et rassure notre présence ici, ensemble, chaude et solidaire : pour la plupart de nos concitoyens, cette mémoire est inexistante, éteinte, étouffée ; et ce n'est pas involontaire. Césaire parlait naguère, dans son célèbre « Discours sur le colonialisme », pour l'Europe qui, après l'éruption d'une insensée violence qu'avait été la montée des totalitarismes et des racismes conduisant à la Seconde Guerre mondiale, tolérait tant d'inégalités et pratiquait sans trop de mauvaise conscience la discrimination, de « l'ensauvagement du continent ». Aujourd'hui, n'est-ce pas l'ensauvagement du monde tout entier qui est à l'œuvre ? Si partout - et nous en avons eu de sinistres témoignages durant ces deux journées - les extrême-droites et les extrêmes conservatismes sont si déterminés à éteindre la flamme des actions culturelles et patrimoniales militantes, ce n'est pas un hasard ! Si des musées comme la Maison des Cultures et de l'Unité Réunionnaise, la MCUR, si la Maison des Mémoires et des Cultures de la Guyane, la MCMG, si des projets de mise en valeur de « lieux de mémoire » comme le quai de Valongo au Brésil ont échoué ou rencontrent tant d'obs-

tacles méthodiquement disposés sur leur route – il faudrait se demander par qui ? – on pourra toujours trouver comme prétextes des causes conjoncturelles, mais ce ne peut non plus être un hasard.

L'esclavage est certes une notion sur laquelle on a beaucoup travaillé, écrit, mais sur laquelle à l'évidence il reste à travailler et écrire encore. On se doute que la « personne esclavisée » - je me conforme à la proscription proposée hier du terme « esclave » - n'est pas seulement la personne ainsi désignée, celle qui répond à une définition juridique d'ailleurs variable selon les époques et les lieux ; c'est plus largement, au sens pratique, celle sur laquelle s'exerce une contrainte plus ou moins globale par le jeu des déséquilibres des forces sous-jacentes, serfs, travailleurs engagés, travailleurs forcés quelle que soit leur tâche, enfants à qui l'on vole leur enfance, et même trop souvent encore prisonniers politiques. On s'en doute, mais cela suffit-il ? À ne pas la nommer, en tient-on compte dans la réalité de nos comportements, de nos choix les plus anodins, jusqu'à ceux de nos achats élémentaires, par exemple les vêtements dont on se doute bien que la modicité du prix résulte de quelque malhonnêteté dont la trace est effacée par les procédures du commerce international ? Et pense-t-on sous cet angle la question, sinistre pathologie, de l'hospitalité vis-à-vis des humanités dont la mobilité résulte d'une intolérable souffrance ?

L'esclavage, une pratique dont on peine à mesurer l'ampleur et la résilience du bouleversement qu'elle a provoqué au cours du temps et dont on peine plus encore à en faire prendre conscience à ceux qui ne se pensent pas concernés par une histoire lointaine, celles « des îles » comme on dit fautivement, et celle des ports négriers – et on a vu avec Marseille que certains s'ignorent encore. Tout autant qu'à ceux qui, sachant parfaitement qu'ils sont concernés parce qu'héritiers des négriers au sens large, aussi bien qu'à ceux qui se considèrent comme descendants des esclavisés, et que l'on a trop souvent, phénotype assignant et rapports de force aidant, convaincus d'une infériorité essentielle alors que l'on a simplement, si je puis dire, nié, parfois détruit et toujours relégué en eux leur richesse originelle.

Être de ceux qui n'ont jamais cessé d'être

Un souvenir qui soudain retrouve enfin

Le fil du drame interrompu

Au bruit lourd des chaînes

Des brigantins frêles

Mouillant dans l'aube grise de l'Anse aux Klouss

C'est bel et bien restituer

Le parfum fort des rythmes des heures claires

Battu le rythme

Coupé le rythme

Et

Refoulé le rythme

On me permettra de partager la colère lucide, froide, désespérée du grand poète guyanais Léon Gontran Damas, en 1956, dans « Black Label », Damas dont trop peu savent le rôle joué, avec Césaire et Senghor, dans l'éveil du mouvement douloureux mais fier de « la Négritude ». L'esclavage, un héritage qui, pour être assumé, doit être connu dans ses différentes complexités, donc en lequel il y a encore et encore à débattre, en admettant que la science de ceux qui, se voulant objectifs, cherchent en se rapportant aux règles de la critique interne propres à leur discipline, doit croiser la conscience de ceux qui engagent des procédures mémorielles par essence inobjectives, et dialoguer, au risque de la rudesse et de l'affrontement – mais c'est le prix à payer pour la nécessaire intégration de la connaissance dans l'éthique collective.

L'esclavage, qui suit une trace parallèle jusqu'à souvent s'y confondre avec les racismes – il y en a de toutes sortes – les discriminations, le refus de toutes les altérités dans toutes leurs épaisseurs, linguistique, culturelle, religieuse, la xénophobie – qui toujours, toutes, utilisent les différences perceptibles pour justifier l'injustifiable. Car s'il faut avant tout comprendre, il faut ensuite et aussi clairement refuser d'admettre et surtout lutter.

Alors, me direz-vous, la Fondation, dans tout cela ?

Je ne serais pas ici si je ne pensais pas, et aujourd'hui davantage qu'hier, après ces journées fertiles, qu'elle serait utile. Utile, parce qu'à même de travailler sur la durée, dans la relative indépendance que lui donneront son statut et la composition de son Conseil d'administration et, comme on dit, de son « tour de table ». Mais on sent bien – et parfois certains pourraient le craindre – que cette utilité dépendra essentiellement non pas de l'outil lui-même, mais surtout de la manière de laquelle on le maniera. Pour faire un clin d'œil à mes amis

mahorais qui sont dans cette salle et qui construisent avec courage le musée de Mayotte, le MuMA, de mauvais djinns peuvent s'inviter dans la future Fondation, et il faut les désigner avec lucidité :

La tentation centralisatrice et exclusive, sorte de jacobinisme structurel, qui est un risque consubstantiel à la puissance d'un interlocuteur privilégié des autorités politiques et administratives. Au risque de me répéter, j'insiste pour que cette Fondation soit ouverte, accepte la diversité des points de vue, l'interpellation même, et favorise innovation et expérimentation. En cela, la diversité de son réseau, dont ces journées témoignent, est un gage de réussite.

Autre danger : la tentation de réduire l'examen des questions qui sous-tendent la titulature de l'institution à ce qui concerne étroitement les régions du monde marquées directement par l'esclavage dont a été motrice et bénéficiaire la France, au risque de gommer l'universalité du propos et celle des valeurs référentes ; et, partant, d'amoindrir la réflexion sur les conséquences de l'esclavage d'hier et des formes nouvelles de l'esclavage moderne sur les grandes problématiques sociales d'aujourd'hui. Appauvrissement économique et désertification du continent africain, destruction de l'Amazonie avec ses conséquences écologiques pour la planète tout entière, en sont les exemples les plus connus, mais d'autres régions du monde, bien sûr, interrogent. On ajoutera, qui nous concernent tout autant, les exodes ruraux et les densifications urbaines qui en résultent, les migrations économiques et politiques, les conflits dits ethniques ; et je n'aurai garde d'oublier le sort réservé aux Amérindiens et dans une moindre mesure aux Marrons de Guyane française, qui pour n'avoir jamais été réduits en esclavage - la dispute de Valladolid et la résistance passive pour les uns, active pour les autres, qu'ils ont su opposer les en ont sauvés - souffrent à un point que l'on ne peut imaginer de la servitude de fait qui leur est imposée. Le grand public serait étonné si on lui révélait l'impact de cette histoire passée et présente dans la prise en compte de questions qui ne semblent pas a priori liées à celle de l'esclavage sous sa forme « classique ».

La tentation d'écrire, comme une fiction que l'on qualifierait abusivement de reflet du réel, un nouveau « roman national » fondé, comme le proposait Renan dans son fameux discours de la Sorbonne, sur l'oubli voire sur l'erreur historique. Vous vous souvenez de ces mots : « L'essence d'une Nation est que tous les individus aient beaucoup de choses en commun, et aussi que tous aient oublié bien des choses ». Et, même s'il ne parle pas explicitement de l'esclavage moderne, le même Renan, à propos du rapport conflictuel qu'entretiennent en Europe centrale Germains et Slaves - on est en 1882 -, évoque la nécessité de l'oubli par les seconds du fait que les premiers en avaient fait commerce au cours de l'histoire, au moins jusqu'à leur christianisation aux alentours de l'An Mil, donnant par là même un nom aux « esclaves » eux-mêmes - je mets ce mot entre guillemets, comme une citation historique. Ce n'est évidemment pas acceptable, et plus récemment Paul Ri-

coeur, plutôt que d'oubli, proposait la notion de « mise à distance ». C'est cette « mise à distance », me semble-t-il, que préconisent les musées qui ont relaté leurs expériences ici, tout en acceptant en contrepoint le nécessaire recours à l'appréhension sensible, donc à l'émotion à laquelle peuvent, honnêtement utilisés, contribuer certains procédés de la muséographie.

Les considérations sur l'esclavage ne seraient plus de mise aujourd'hui ; mais la psychologie des groupes sociaux ayant quelque chose à voir avec les psychismes individuels, le « refoulé profond de l'inconscient collectif » dont parle le président Soibahadine Ibrahim Ramadani dans la riche préface qu'il a donné au livre sur l'esclavage à Mayotte publié par les Archives de son département ces jours-ci, est gros de dangers. Pensons à cela.

Je voudrais, à propos de quelques-unes des questions qui ont affleuré lors de ces journées, terminer par des propositions concrètes dont la Fondation pourrait se saisir :

Multiplions les propositions culturelles qui ont trait à l'esclavage. Maryse Condé dit « Il faut des musées, des monuments, des stèles un peu partout afin que tout le monde puisse enfin prendre conscience de l'ampleur du traumatisme subi par les Africains ». Je reprendrai le propos en l'élargissant aux autres drames que nous avons évoqués, en ajoutant qu'il faut des noms de rues, de places, de monuments, des « Maisons des Illustres » comme celles qu'avait initiées Frédéric Mitterrand.

Cultivons des modèles nouveaux de musées, on en a parlé, proposant d'autres manières de lire le patrimoine, de le défricher, en privilégiant la méthodologie à laquelle je reste personnellement très attaché, techniques immersives, confrontation des interprétations aussi diverses soient-elles, ouvrant à des lectures tenant compte des polysémies, insémination du musée par le doute, l'interrogation, la mise ou remise en cause de certitudes acquises, décentrement, voire provocation, tressage intime du patrimoine immatériel, langues comprises qui sont une part fondamentale des esthétiques culturelles et des psychologies sociales dont nos sociétés occidentales peinent à comprendre l'essence, avec les patrimoines matériels pris dans leur dimension la plus large.

Proposons des projets mettant en valeur la richesse des cultures d'origine, africaines, orientales, américaines, avant le XVI^e siècle, avant les conquêtes coloniales... Et pour cela, avec cela, privilégions le temps long, seul à même de donner le recul indispensable pour une analyse pertinente tout en conservant les événements commémoratifs qui sont d'utiles rituels républicains.

De même, cherchons, publions, montrons davantage les résistances. Les résistances glorieuses, connues aussi bien qu'oubliées. Tout le monde, ou presque, sait pour Saint-Domingue/Haïti, au risque du travestissement hagiographique auquel ouvre parfois la figure « idéale » de Toussaint Louverture. Mais il faut aussi parler du marronnage autrement que par les images « de propagande » des punitions infligées aux fugitifs repris, des

« royaumes » de l'intérieur qu'a connue La Réunion, des libres communautés des fleuves de Guyane et du Suriname. Vous ne pouvez pas imaginer combien leurs résistances réussies ont été fécondes - voyez les synthèses artistiques proposées aujourd'hui par des plasticiens comme Marcel Pinas - et combien elles restent ignorées du grand public, même cultivé.

Ne séparons pas art vivant et patrimoine. Les performances généreusement offertes lors de nos rencontres ont montré combien elles portent sens, ajoutent au sens. Ces deux domaines institutionnellement séparés se nourrissent l'un de l'autre, ce d'autant qu'ici le patrimoine immatériel est d'une particulière prégnance. Je parle évidemment des arts vivants non comme une esquivance pour les conservateurs, leur permettant à peu de frais d'éviter d'aborder « ce qui fâche », mais comme une autre manière d'aborder le réel.

Obligeons - gentiment si possible, bien entendu, mais avec la fermeté qui sied à une cause d'une telle portée - nos administrations à partager les préoccupations qui sont les nôtres. La Fondation, ici, aura une capacité qu'elle devra développer. Si j'ai salué en commençant le musée d'Orsay, je ne peux que constater la faible participation, hors l'Éducation lors de la séance inaugurale, de grands ministères concernés au premier chef, Culture, Affaires sociales. La mobilisation des Directions des Affaires culturelles de l'État, qu'elles soient de métropole, Île de France par exemple qui est, on le sait, « le premier département ultra-marin », ou des régions ultra-marines elles-mêmes, est nécessaire. Il reste du chemin à parcourir...

Je terminerai en disant que nous souffrons tous - et nous souffrirons probablement encore longtemps - de ce « résidu amer, incontrôlable » que désigne Edouard Glissant lorsqu'il évoque le mécanisme d'une créolisation obtenue sous l'effet d'une confrontation entre cultures en substrat économique et sociologique inégalitaire. La Fondation a la lourde tâche d'être, avec humilité mais avec d'autant plus d'ambition, l'outil de tous ; non pour effacer cette amertume, ce serait impossible, mais pour en faire l'aiguillon d'une nouvelle dynamique, ouverture à de nouvelles universalités. La Fondation, il faut l'affirmer et le répéter, doit avoir pour premier objectif la jeunesse, pour second la jeunesse, pour troisième la jeunesse encore. L'affirmer non comme une incantation, mais comme une règle absolue d'action. Et agir.

Le Président Jean-Marc Ayrault a bien voulu reprendre l'idée d'une publication consécutive à nos débats, en rassemblant leur substantifique moelle dans un ouvrage collectif qui marquera l'étape où nous sommes. Je l'en remercie, ce sera une excellente manière d'affirmer la densité du réseau, sa détermination, sa crédibilité. Je ferai une seconde suggestion : celle d'inscrire parmi les toutes premières actions de la Fondation un colloque centré sur la question de la transmission de la connaissance et de la conscience de l'esclavage et de ses abolitions à notre jeunesse, métropolitaine comme ultra-marine.

CONCLUSION DE LÉONORA MIANO, ÉCRIVAINNE

« Nous sommes assis sur les épaules de géants, et c'est dans cette posture que nous pénétrons en ce monde. Nous ne pouvons donc que prendre de la hauteur pour parler, pour transmettre l'histoire d'une tragédie qui fut avant tout une défaite de et pour l'humanité. Nous sommes assis sur les épaules de géants, sur leur puissance de vie, sur leur capacité à refuser de se laisser ensevelir par les ténèbres.

Parce qu'il en est ainsi, nous ne tremblons pas pour affirmer que ceux qui nous portent, ceux dont le vécu doit éclairer le nôtre, sont les ancêtres de tous, et qu'à ce titre, leur place dans le souvenir et dans le devenir de la nation est incontestable. Non seulement est-elle inaccessible à toute répudiation, mais elle est, comme d'autres, centrale pour dire à nous-mêmes et au monde ce que nous sommes... »

Tels sont les mots qui me vinrent hier, alors que je quittais les lieux. C'est ainsi que l'on parlerait, en France, du sujet qui nous a occupés au cours de ces deux jours, et de la mission de la Fondation pour la mémoire de l'esclavage. C'est ainsi que l'on dirait les choses si, conformément à la vision que le pays se donne de lui-même, il était enclin à privilégier les valeurs et à congédier l'identification au phénotype. Il n'y aurait alors aucune crispation pour se tenir du côté de ceux qui ne sont pas à mes yeux des victimes, si ce terme doit suggérer l'existence d'une ontologie victimaire, que ce peut être là une définition valable de soi, du groupe auquel on appartient (et s'il n'y a pas d'ontologie victimaire, il n'y en a pas non plus pour les bourreaux, je ne conçois pas que l'on enferme les êtres dans ces catégories).

Si l'identification visait les valeurs plutôt que l'apparence des personnes, il n'y aurait pas l'ombre d'un doute sur la nécessité d'inscrire dans la conscience de tous, à la fois l'histoire de la violence et celle des ressources multiples qui lui furent opposées. Il n'y aurait pas la moindre difficulté à reconnaître la plus puissante incarnation des idéaux de la France dans le visage des personnes mises en esclavage. En effet, toute leur trajectoire illustre la quête pour la liberté, l'égalité, la fraternité. À travers le plus insignifiant des actes qu'ils posèrent, par le fait même qu'ils survécurent là où ils n'étaient sensés que servir et périr, les Subsahariens déportés et confrontés à l'esclavage déjouèrent le projet réificateur que l'on avait eu pour eux. Non seulement eurent-ils la force de survivre (j'entends par là de vivre au-dessus, de vivre au-delà de la condition qui leur était faite), mais ils enfantèrent des peuples inconnus, offrirent au monde des cultures inattendues, des arts de vivre originaux, une ineffable beauté.

Lorsqu'ils s'évadèrent des plantations pour inventer un autre modèle de société, en reprenant leur liberté, en affirmant leur dignité, c'était aussi celle de l'autre qu'ils sauvegardaient. Lorsque, demeurés sur les plantations, ils mirent en œuvre des stratégies de résistance culturelles et spirituelles, c'était encore l'humanité de tous qu'ils préservaient.

D'où vient alors qu'il soit si difficile de les évoquer, de leur rendre hommage, de revendiquer leur expérience comme légitime à nous inspirer ? La réponse à cette question est simple. Le problème, c'est la race. La fiction raciale à laquelle on prétend ne pas accorder crédit, et que tous ont pourtant intériorisée. La notion de race dans laquelle nous sommes tous incarcérés et qui fait qu'on ne voit que des Blancs d'un côté, des Noirs de l'autre, et qu'il ne soit possible de prendre position qu'en tant que l'un ou l'autre. Il se passera du temps avant que nous en soyons libérés, tout particulièrement en ce qui concerne l'histoire de la Déportation des Subsahariens et de l'esclavage colonial, la racialisation étant en partie ce qui la singularise.

Pourtant, lorsque nous avons à transmettre, en 2019, une histoire dont nous savons qu'elle n'opposa pas d'un côté une race de gens par essence programmés pour torturer et de l'autre, un groupe humain destiné à subir, il importe de se soustraire de la fiction raciale. Marronner hors de la race et restituer aux humains leur visage. C'est seulement en procédant ainsi que, dans un pays au territoire éclaté - cet archipel français -, un pays aux cultures multiples - la France n'étant pas tout entière blanche, européenne et occidentale - que l'on pourra élaborer des pratiques discursives plus justes, afin de faire connaître aux jeunes un pan de leur histoire.

Il est impensable que des adolescents, confrontés à l'histoire de l'esclavage, doivent endosser pour les uns la culpabilité, pour les autres la déchéance. Il revient donc à ceux qui transmettent de modifier la perception erronée qu'ils ont d'eux-mêmes, de n'être plus les premiers à investir la race de significations qu'elle ne peut porter. Puisqu'elle ne signifie pas, qu'elle ne peut signifier, si nous sommes humains et que rien d'humain ne nous est étranger : ni le crime, ni l'abjection ; ni la noblesse, ni la volonté d'élévation.

Lorsque l'on veut transmettre une telle histoire en 2019, il convient d'être indre chacun. De savoir, très précisément, quelle part de nous représentent l'un et l'autre. C'est parce que l'on souhaite à toute force abolir le lien avec l'une des deux parties que l'on se trouve vite acculé à l'impuissance. Je ne prétends pas que l'on puisse, à l'heure actuelle, procéder dans tous les domaines comme si la race n'avait pas été inventée, comme si les siècles n'en avaient pas consolidé les effets, comme si l'obligation n'était pas faite, à certains moments, de se déterminer par rapport à elle.

Je veux dire la chose suivante : ceux qui exposent, qui transmettent, dans un contexte comme celui de la France au XXI^e siècle, doivent s'affranchir de ce qu'ils croient être leur appartenance raciale pour privilégier les valeurs qu'ils prétendent défendre et parfois incarner. Surtout lorsqu'ils appartiennent au groupe ethnique majoritaire et que ce sont eux que l'on trouve à la tête des institutions concernées. Il leur faut ériger un nouvel espace relationnel, un lieu dans lequel nul n'aura à pénétrer la tête basse. Il leur faut accueillir, parmi le personnel des établissements dont ils ont la charge, des sensibilités différentes, des profils divers, afin de se garder de la sclérose que promet l'entre-soi. Si ces personnes

n'ont pas passé les concours, ne détiennent pas les titres requis, eh bien, il convient de les former en interne.

C'est ainsi que l'on pourra déterminer le langage adéquat, poser les actes justes, dire l'histoire dans son intégralité sans être habité par le souci inconscient et néanmoins enraciné, de se dédouaner de crimes dont nul ne réclame l'expiation.

Bien sûr, cela amène à reconfigurer des notions comme celles de grandeur et d'héroïsme, par exemple. L'époque requiert cette appréhension nouvelle. Si nous sommes assis sur les épaules de géants, si nous le savons aujourd'hui quand ils furent longtemps perçus comme la lie de la société, c'est aussi que, dans le monde que nous souhaitons désormais avoir en partage, il ne saurait plus être question que les honneurs reviennent uniquement aux conquérants, aux bâtisseurs d'empires, à tous ceux - ils existent sur tous les continents - dont la gloire s'érigea sur des empilements de cadavres.

Il est évident qu'une telle vision des choses n'est pas à même de permettre que soit établie une société inclusive, une société dans laquelle chacun pourrait se reconnaître et qu'il voudrait faire prospérer. Disons-le d'un mot : ceux des Français qui ne sont pas des Occidentaux, qui ne le deviendront pas, et qui sont issus de la violence infligée à leurs aïeux, ne glorifieront pas volontiers les conquérants, les spoliateurs.

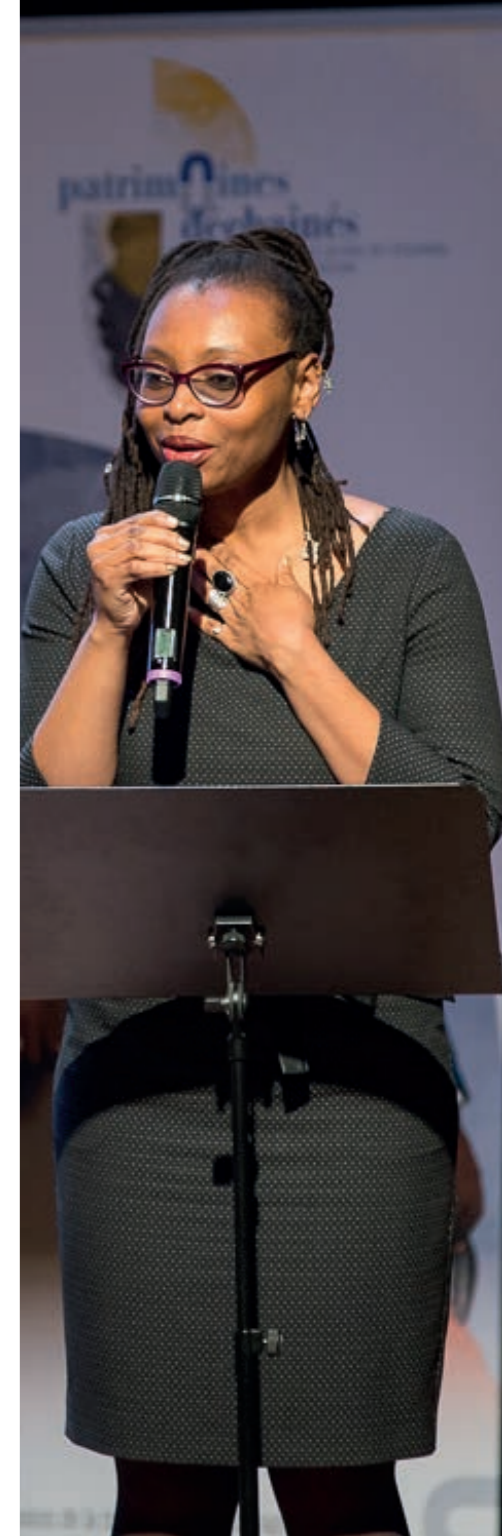
Dans la tâche exigeante qui les attend, les institutions concernées trouveront toujours le meilleur appui auprès des artistes. Ceux-ci savent qu'il est ici question d'humanité, que nous sommes faits de l'un et de l'autre, que l'on ne sauvera pas l'un en condamnant l'autre. Il ne s'agit pas de cajoler l'ego des uns ou des autres, mais d'apprendre de cette nuit qui, habitant le cœur humain, façonne les crimes contre l'humanité et provoque l'avènement de tout ce qui la fera refluer : l'amour, la solidarité, la résistance la créativité, l'espérance... C'est toujours l'ombre qui enfante la lumière ou, au moins, qui la révèle.

Pourquoi transmettre ceci et pourquoi s'impliquer ? La Déportation transatlantique des Subsahariens, leur déplacement contraint via l'Océan indien, sont un point nodal des conquêtes européennes qui, à partir du XV^e siècle, battirent leur plein pour redessiner le monde, ses géographies physiques et intimes, ses infrastructures identitaires et psychologiques, les modalités entre les peuples, imposer la soumission de l'être à l'avoir. La richesse produite par l'esclavage ne déserta pas l'économie française qu'elle irrigua, tant et si bien qu'il est impossible de prétendre n'en pas profité, en aucune façon hérité. Les denrées coloniales que sont le café, le thé, le chocolat, le sucre, inscrivent le premier geste du matin dans la mémoire de cette histoire dont on entend se détacher. Nous habitons un monde créé par cette histoire, et si nous espérons le transformer pour le meilleur, il faut lire et dire l'histoire.

Comment procéder ?

Outre qu'il faille se départir des lunettes de la race pour monter en humanité et s'identifier aux valeurs qu'incarnent les êtres plus qu'à la couleur de leur peau, il importe d'élaborer un langage neuf. Une manière de dire qui valorise ceux qui s'opposèrent à l'ombre, ceux qui firent refluer la nuit. Un crime contre l'humanité, cela se raconte à partir du point de vue de ceux à qui la violence fut infligée au premier chef - car elle le fut à tous, en fin de compte, à partir des luttes de ceux qui se dressèrent contre, et qui eurent tous les visages. Cela se dit aussi en révélant que le combat ne fut pas toujours spectaculaire, qu'il s'inscrivit dans le quotidien, dans l'audace d'aimer ceux qui pouvaient vous être arrachés, dans les musiques, les danses, la spiritualité, les arts picturaux. Cela se dit avec les vivants qui sont dépositaires des cultures jaillies du gouffre, pour parler, non pas uniquement du passé, mais de l'avenir qu'il faut écrire ensemble.

Nous sommes assis sur les épaules de géants, et c'est dans cette posture que nous pénétrons en ce monde, et c'est depuis cette hauteur que nous regardons l'histoire. Parce qu'il en est ainsi, nous ne tremblons pas pour affirmer qu'il est entré de l'Afrique en abondance dans l'histoire de France, que cela a créé quelque chose d'ineffaçable, que les humains qui ne se laissèrent pas réduire à l'esclavage sont les ancêtres de tous ceux qui se disent membres de la nation française, qu'il n'y aura pas d'art particulier d'être français hors de la capacité à les reconnaître, à les célébrer, à les étreindre avec amour et respect.



RÉFÉRENCES CITÉES

Buti Gilbert, 2006, : **Les chemins de la mer en Méditerranée. Économies maritimes et gens de mer en société : échanges et mobilité (milieu XVII- XVIIIe siècle) Les gens de mer dans la ville**, HDR Maison Méditerranéenne des Sciences Humaines)

Césaire Aimé, 1950, **Discours sur le colonialisme**, éditions Reclame ; Quatrième édition - 1955, Éditions Présence Africaine

Cukierman Leïla, Dambury Gerty, Vergès Françoise (ss la dir de), 2018, **Décolonisons les arts !**, collection tête-à-tête, ed. L'ARCHE.

Deutscher Museums Bund, 2018, **Guide pour le traitement des biens des collections issues de contextes coloniaux**, <https://www.museumbund.de/publikationen/guide-consacr-aux-collections-musales-issues-de-contextes-coloniaux/>

Dicale Bertrand, 2017, **Ni noires, ni blanches, histoire des musiques créoles**, monographie brochée, La rue musicale, éditions de la Philharmonie,

Dicale Bertrand, 2011, **Maudits Métis**, JC Lattès éditeur

Eidelman Jacqueline (ss la dir), 2017, **Inventer des musées pour demain**, La Documentation française

Fachtoum-Sainton Juliette, 2014, **L'importance de la grammaire créole dans la mise en place d'un enseignement de LVR : Les modalités du futur et du conditionnel en créole guadeloupéen**, in Contextes et Didactiques 4/2014

Fanon Frantz, 1952, **Peaux noires et masques blancs**, Le Seuil

Glissant Edouard, 1990, **Poétique de la relation (Poétique III)**, Gallimard

Glissant Edouard, 2007, **Mémoires des esclavages, la fondation d'un centre national pour la mémoire des esclavages et de leurs abolitions**, Gallimard/ La Documentation française, Paris

Piquet François, 2016, **Réparations protéiformes**, Conseil départemental de la Guadeloupe

Les patrimoines de la traite négrière et de l'esclavage, avril 2011, Colloque Ministère de la culture, La Rochelle.

Maïga Aïssa (ss la dir de de), 2018, **Noire n'est pas mon métier**, Éditions du Seuil

Mapping Slavery, 2014, **Amsterdam Slavery Heritage guide**; and, 2017, **Amsterdam, New-York deutch slavery guide**, www.mappingslavery.nl

Mudimbe Valentin-Yves, 1988, **The Invention of Africa, Gnosis, Philosophy and the Order of Knowledge**, Indiana University Press, Bloomington and Indianapolis, James Currey, London.

Ponde-Vassallo Simone, 2015, **Interventions urbaines et processus de patrimonialisation : la construction d'un territoire noir dans la zone portuaire de Rio de Janeiro (1980 et 2000)**, in Capone Stefania, Ramos de Morais Mariana, 2015, Afro-patrimoines, Culture afro-brésilienne et dynamiques patrimoniales, Les Carnets du Lahic n° 11 15

Sarr Felwine, Savoy Benedicte, novembre 2018, **Restituer le Patrimoine africain : vers une nouvelle éthique relationnelle**, Rapport commandé par le Président de la République, Emmanuel Macron

Stedman Jean-Gabriel, 1799, **an VII de la République, voyage à Surinam et dans l'intérieur de la Guiane**, réed.1806Paris c/o J.E. Gabriel Dufour

Taubira Christiane, 2012, **Mes Méteores, combats politiques au long cours**, Flammarion

Verhaverbeke Marc, 2012, **On t'appelle Venus**, avant-propos de Jacques Martial, préface de Sylvie Chailay, Les points sur les i-éditeur

Ver-Ndoye-Nail, Fauconnier Grégoire, 2018, **Noir entre peinture et histoire**, Omniscience

Vierge Denis, 2014, Un marron, T1 : Caf'La Bou ; 2019, T2 : **Louise**, album dessiné, Ed.des bulles dans l'Océan

Zinsou Lionel, Bayle Marc-René, mars 2017, **Mémoire de l'esclavage, devoir d'avenir, rapport de préfiguration de la Fondation pour la mémoire de l'esclavage, de la traite et de ses abolitions**, Rapport n° 16094-R commandé par le gouvernement sous l'égide d'Ericka Bareigts, ministre des outre-mer

Collectif, 2005, **Éthique et patrimoine. La décolonisation de la muséologie, Éthique et musées, Déontologie droit et patrimoine**, Les nouvelles de l'ICOM n° 3

La Revue Noire, revue trimestrielle bilingue consacrée à l'art contemporain africain, publiée de 1991 à 2000

BEAUX-ARTS :

Benoist Marie-Guillemine, salon de 1800, **Portrait d'une femme noire**, présentée au salon sous le titre de Portrait d'une négresse, requalifié à la suite des recherches menées pour l'exposition « Le modèle noir », **Portrait de Madeleine**, Paris, Musée du Louvre

Géricault Théodore, 1818, **Le radeau de la Méduse**, hst, musée du Louvre

Biard François-Auguste, 1848, **L'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises**, hst ; 260x392cm ; collections Musée de l'histoire de France, MV 7382, château de Versailles

Verdier Marcel Antoine, 1849, **Le châtimement des quatre piquets dans les colonies**, hst 15,05x214,6 cm, The Menil collection, Houston, USA

Piquet François, 2016, **Réparations protéiformes**, Conseil départemental de la Guadeloupe

Schutz Dana, 2016, **Open Casket**, peinture représentant un adolescent noir, Emmett Till, lynché en 1955, L'œuvre présentée à la Biennale de Whitney, New-York, 2017, a soulevé une violente polémique.

Pinas Marcel, artiste Ndyuka du Surinam

FILMS :

Venus noire, film 2010 de Kechiche Abdellatif,

« Twelve Years a Slave », film UK-USA 2013, production et réalisation Steeve McQueen

« **The birth of a Nation** », USA 2016, réalisation Nate Parker, histoire de la révolte menée par Natt Turner en 1831

EXPOSITIONS, PATRIMOINE ET COLLOQUES LIÉS À LA MUSÉOLOGIE :

Les Anneaux de la mémoire, 1992-1994 ; Musée des Ducs de Bretagne, Nantes

Tropiques métis, 1998, commémoration 150^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage, exposition Musée National des Arts et Traditions Populaires, Paris -Pizzorni Florence (ss la dir), 1998, Tropiques Métis, Le Seuil, RMN

Réouverture du Musée d'histoire de Nantes, 2007, le musée présentait une large collection d'objets en lien avec la Traite des Noirs et l'esclavage. Reconnu au niveau international comme site de référence, il poursuit le travail scientifique engagé

Les patrimoines de la traite négrière et de l'esclavage, avril 2011, Colloque Ministère de la culture, La Rochelle

Exposer l'esclavage : méthodologies et pratiques, mai 2011, colloque international en hommage à Edouard Glissant, CMPHE et MQB

L'esclave au Louvre, une humanité invisible, 2013, Programme « L'École du regard » au Louvre, visites guidées imaginées par Françoise Vergès

Great black music, les musiques noires dans le monde, 2014, exposition de la Philharmonie de Paris (Marc Benaïche, commissaire, Parent Emmanuel, Actes sud, Cité de la Musique)

Jamaïca, Jamaïca ! de Marley aux deejays, 2017, espace d'exposition de la Philharmonie de Paris (Sebastien Carayol, commissaire)

Marronnages, 2017, exposition du Service Régional de l'Inventaire, Saint-Paul de La Réunion

Expressions décoloniales #1, 2018, château des Ducs de Bretagne, Musée d'Histoire de Nantes

Imaginaires et représentations de l'Orient, questions de Regards, 2018, musée Eugène-Delacroix et Fondation Lilian Thuram pour l'éducation contre le racisme (Françoise Vergès, Dominique de Font-Réaulx, Lilian Thuram)

Tromelin, l'île des esclaves oubliés, exposition itinérante 2019 dernière escale au Musée de l'homme, (Max Guerout, Thomas Romon, Inrap et CNRS Éditions)

Le modèle noir de Géricault à Matisse, 26 mars-21 juillet 2019, exposition Musée d'Orsay, (catalogue M'0, Flammarion) et **Le Modèle noir d'Achille à Zineb**, octobre 2018-mars 2019, le projet pédagogique associé au **Modèle noir**, Équipe pédagogique du musée d'Orsay, trois cents élèves de la sixième à la terminale des académies de Créteil et de Paris ont travaillé, accompagnés par leurs professeurs d'arts plastiques, à la réalisation de productions plastiques (dessin, peinture, collage, photographie...)

Afterlives of slavery, jusqu'en 2020, exposition au Tropenmuseum, Amsterdam

La route de l'esclave, ce programme Unesco organise de nombreux colloques.



Chantal Lofai, chorégraphe et danseuse.



